Quatre-vingt-cinquième année. — N° 296. Le Numéro: 15 francs. Mercredi 16 Décembre 1953.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES



| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS



## SOMMAIRE

### LOIS


*Loi* n° 53-1241 du 15 décembre 1953 autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948 (p. 11150).

*Loi* n° 53-1242 du 15 décembre 1953 tendant à créer la carte de journaliste professionnel honoraire (p. 11151).


### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**Présidence du conseil.**

*Décrets* du 15 décembre 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 11151).

**Ministère de la justice.**

*Décret* du 10 décembre 1953 supprimant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, acceptant leurs démissions et conférant l'honorariat (p. 11151).

*Décret* du 10 décembre 1953 portant nomination d'un notaire en Algérie (p. 11153).

*Décret* du 10 décembre 1953 conférant l'honorariat à un huissier en Algérie (p. 11153).

*Décret* du 10 décembre 1953 acceptant la démission d'un huissier à la Guadeloupe (p. 11153).

*Décret* du 10 décembre 1953 portant nomination d'un bachadel (p. 11153).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décret* du 10 décembre 1953 portant détachement d'un sous-préfet (p. 11153).

*Décret* n° 53-1243 du 15 décembre 1953 relatif au régime indemnitaire de certains personnels du régiment de sapeurs-pompiers de Paris (p. 11153).

*Arrêté* portant titularisation (administration préfectorale) (p. 11153).


(1 f.)


**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

*Décrets* du 10 décembre 1953 portant nominations, intégrations, affectation et radiation des cadres (armée de terre, active et réserve) (p. 11153).

*Arrêté* du 7 décembre 1953 portant ouverture de crédit (fonds de concours) (p. 11155).

*Arrêté* portant promotion (travaux maritimes) (p. 11155).

*Décision* portant admission dans le service d'état-major (p. 11155).

*Tableau* de départ colonial du 1er décembre 1953 (additif) (p. 11157).

*Liste* des étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire reçus au cycle réduit ou au cycle normal se terminant en 1953 de préparation militaire supérieure spéciale « service de santé » classés par ordre de mérite avec l'indication de leur recrutement d'origine (rectificatif) (p. 11157).

*Programme* des connaissances exigées pour l'admission à l'école polytechnique en 1954 (additif) (p. 11157).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décret* du 10 décembre 1953 portant création d'une zone de protection autour de la Roche de Dabo, à Dabo (Moselle) (p. 11158).

*Arrêté* du 25 juin 1953 fixant le nombre et la nature des places mises au concours d'agrégation des facultés de droit de 1953 (sections de « Droit privé » et de « Droit romain-Histoire du Droit ») pour les besoins exclusifs des établissements d'enseignement supérieur outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer (p. 11158).

*Arrêté* du 12 décembre 1953 fixant la date des épreuves de l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes (session 1953) (p. 11158).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Arrêté* du 7 décembre 1953 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 11157).

*Arrêté* portant nomination (institut géographique national) (p. 11157).

MARINE MARCHANDE

*Tableau* d'avancement des professeurs de la marine marchande pour l'année 1954 (p. 11157).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Arrêté* du 10 décembre 1953 fixant le montant maximum des prêts artisanaux individuels (p. 11158).

*Arrêté* du 10 décembre 1953 portant acceptation de la renonciation à une concession de mines (p. 11158).

*Arrêté* portant nomination des membres du conseil de perfectionnement de l'école nationale supérieure des mines de Paris (p. 11158).

*Arrêté* portant attribution du diplôme d'ancien élève de l'école pratique des mines de Thionville (p. 11158).

*Arrêtés* portant inscriptions au tableau d'avancement et admission à la retraite (instruments de mesure et mines) (p. 11159).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décret* portant désignation du gouverneur par intérim du Soudan français (rectificatif) (p. 11159).

*Arrêté* portant mise en position de mission d'un médecin colonel des troupes coloniales (p. 11160).

*Arrêtés* portant promotion, nomination, admission à la retraite et acceptation de démission:

Administration générale (p. 11160).

Mines (p. 11160).

Géologues (p. 11160).

Sages-femmes (p. 11160).

**Ministère du travail et de la sécurité sociale**

*Arrêté* du 26 novembre 1953 portant agrément d'une société bancaire pour recevoir en dépôt les fonds de disponibilité courante des caisses de congés payés (p. 11160).

*Arrêté* du 4 décembre 1953 portant modification de l'arrêté du 25 août 1949 fixant le tarif limite de responsabilité des organismes de sécurité sociale en matière d'analyses et d'examens de laboratoire (p. 11160).

*Arrêtés* du 8 décembre 1953 portant fusion d'unions de sociétés mutualistes et de sociétés mutualistes (p. 11160).

*Arrêté* fixant le barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1948 pour les industries du caoutchouc, papier, carton et de l'eau, du gaz et de l'électricité (accidents du travail) (rectificatif) (p. 11161).

**Ministère de la reconstruction et du logement.**

*Arrêtés* du 15 décembre 1953 portant homologation de coefficients d'adaptation des prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis dans divers départements (p. 11161).

*Arrêtés* portant promotion et rectificatif (administration centrale et services extérieurs) (p. 11161).

*Circulaire* du 15 décembre 1953 relative à la participation des employeurs à l'effort de construction (p. 11161).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Congrès du Parlement.** — Ordre du jour (p. 11166).

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 11166).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques. — Nomination d'une commission de poursuites. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 11167).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

*Avis* relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 11168).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (rectificatif) (p. 11168).

*Avis* concernant le résultat du tirage des obligations 5 p. 100 amortissable 1938-1948 (p. 11168).

*Résultats* de l'exercice 1953 au 31 octobre 1953 et états de développement, par ministère, des dépenses et des recettes budgétaires de l'exercice 1953 au 31 octobre 1953 (p. 11169).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne (rectificatif) (p. 11168).

**Bulletin** des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (47e semaine de 1953) (p. 11171).

**Annonces** (p. 11172).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 108 A. N.

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 15 décembre 1953. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 6821).

N° 69 C. R.

**Conseil de la République.** — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 15 décembre 1953. — Questions écrites (p. 2215).

# LOIS

### LOI n° 53-1241 du 15 décembre 1953 autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948 (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — Le Président de la République française est autorisé à ratifier le traité de travail franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

Art. 2. — L'échange de lettres signées à Paris le 20 juillet 1949 relatif à l'établissement dans l'agriculture des ressortissants néerlandais en France et des ressortissants français dans les Pays-Bas est approuvé et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 décembre 1953.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*

JOSEPH LANIEL.

*Le ministre des affaires étrangères,*

GEORGES BIDAULT.

*Le ministre de l'agriculture,*

ROGER HOUDET.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*

PAUL BACON.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

PAUL COSTE-FLORET.

Loi n° 53-1241. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

*Assemblée nationale:*

Projet de loi (n° 1410);

Rapport de M. Duquesne au nom de la commission du travail (n° 5193);

Avis de la commission de l'agriculture (n° 6454);

Adoption sans débat le 22 juillet 1953.

*Conseil de la République:*

Transmission (n° 416, année 1953);

Rapport de M. Abel-Durand au nom de la commission du travail (n° 483, année 1953);

Avis de la commission de l'agriculture (n° 561, année 1953);

Discussion et adoption de l'avis le 3 décembre 1953.

*Assemblée nationale:*

Acte pris de l'avis conforme le 4 décembre 1953.

(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel*.

**LOI n° 53-1242 du 15 décembre 1953 tendant à créer la carte de journaliste professionnel honoraire (1).**

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

*Article unique.* — L'article 29 *j* du livre Ier du code du travail est complété ainsi qu'il suit:

« Les anciens journalistes professionnels âgés de soixante-cinq ans au moins, ayant exercé la profession pendant trente années au moins ou bénéficiant d'une retraite au titre de journaliste professionnel, pourront, sur leur demande adressée à la commission de la carte d'identité instituée par le décret du 17 janvier 1936, obtenir le titre de journaliste professionnel honoraire et la délivrance d'une carte d'identité de journaliste professionnel honoraire. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront délivrées ces cartes, la durée de leur validité et les formes dans lesquelles elles pourront être annulées ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 décembre 1953.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*

JOSEPH LANIEL.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

PAUL RIBEYRE.

*Le ministre de l'intérieur,*

LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

**Loi n° 53-1242.** TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

*Assemblée nationale:*

Proposition de loi (n° 5311);

Rapport de M. Secrétain au nom de la commission de la presse (nos 5931-7073);

Adoption sans débat le 17 novembre 1953.

*Conseil de la République:*

Transmission (n° 539, année 1953);

Rapport de M. Brizard au nom de la commission de la presse (n° 579, année 1953);

Discussion et adoption de l'avis le 3 décembre 1953.

*Assemblée nationale:*

Acte pris de l'avis conforme le 4 décembre 1953.

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

**Décrets du 15 décembre 1953 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret du Président de la République en date du 15 décembre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu les délibérations du conseil de l'ordre des 23 juin, 10 novembre et 15 décembre 1953 portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de commandeur.*

MM.

Roger Giron, journaliste, directeur adjoint du cabinet du président du conseil. Officier du 24 novembre 1948.

Camille Soula, directeur de recherches au centre national de la recherche scientifique. Officier du 1er octobre 1945.

*Au grade d'officier.*

MM.

Paul Auriol, secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Chevalier du 30 décembre 1948. Titres exceptionnels.

Jean Forgeot, secrétaire général de la présidence de la République. Chevalier du 15 décembre 1948. Titres exceptionnels.

Jean Reymond, directeur des Journaux officiels. Chevalier du 16 octobre 1947. Titres exceptionnels.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Marc-Edmond Morgaut, journaliste; 23 ans d'activité professionnelle. Titres exceptionnels.

Gaston Tesseyre, dit Bonheur, directeur de *Paris-Match*; 20 ans de services militaires et d'activité professionnelle. Titres exceptionnels.

Par décret du Président de la République en date du 15 décembre 1953, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, vu la délibération du conseil de l'ordre du 15 décembre 1953 portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

MM.

Joseph-Marie Coriou, en religion frère Elisée, ecclésiastique. Chevalier du 29 avril 1937.

Pierre-Ferdinand Dufour, ingénieur constructeur. Chevalier du 2 janvier 1928.

Jacques-Georges Durand, industriel. Chevalier du 13 juillet 1934.

Robert Potier de La Varde, président de la caisse agricole de crédit rural de Basse-Normandie. Chevalier du 11 janvier 1945.

Augustin Robert, journaliste. Chevalier du 16 juin 1920.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Jacques Anfrie, représentant; 47 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Henri-Jean Barbe, directeur d'usine; 44 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Paul Braunschvig, industriel; 33 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Albert-Jules Chapuis, notaire, maire de Montbozon; 34 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Jean-François Delpech, industriel, directeur général du port de pêche de Lorient; 26 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Louis-Alexis Douillet, agriculteur, maire de Nivolas-Vermelle; 55 ans de services militaires, d'activité professionnelle et de fonctions électives.

Paul-Jacques Fouchet, conseiller d'ambassade, chargé de mission au cabinet du président du conseil; 20 ans 6 mois de services militaires et civils.

Mlle Madeleine Genesty, chef des services administratifs de la présidence de la République; 21 ans de services civils.

Abbé Nicolas Jung, ecclésiastique; 32 ans 6 mois de services militaires et de fonctions privées.

Alain Lourdel, agent commercial, adjoint au maire de Lille; 43 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Charles Maillier, expert comptable; 52 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Marcel Robert, greffier de la justice de paix de Melun-Nord; 29 ans de services civils.

Fernand Tessier, entrepreneur; 48 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

Maurice Wanecq, agent immobilier; 45 ans de services militaires et d'activité professionnelle.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret du 10 décembre 1953 supprimant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, acceptant leurs démissions et conférant l'honorariat.**

Par décret en date du 10 décembre 1953:

Sont acceptées les démissions de:

M. Pierrat (Jacques-Camille-André-Ludovic), notaire à Saint-Julien-du-Sault, canton de ce nom (Yonne).

M. Rouffignac (Marcel-Camille), notaire au Dorat, canton de ce nom (Haute-Vienne).

M. Lamirault (Jean-Marie-Henry-Marcel), greffier en chef du tribunal de première instance de la Flèche (Sarthe).

Sont supprimés:

L'office de notaire à la résidence de Campan, canton de ce nom (Hautes-Pyrénées), vacant par suite de la démission de Me Capdeville (François-Joseph-Albert), qui a été acceptée par décret du 6 juin 1952, à charge par Me Barthe, notaire à Bagnères-de-Bigorre, qui aura la garde des minutes, et par MMe Lhez et Malauber, notaires à Bagnères-de-Bigorre, ou leurs ayants droit, de verser, conformément aux conventions intervenues entre les parties par actes notariés en date des 8 décembre 1952 et 19 octobre 1953, enregistrés, à Me Capdeville ou aux ayants droit de celui-ci, la somme de 250.000 F à titre d'indemnité.

En conséquence, le décret du 26 mars 1934, qui a fixé à un le nombre des notaires du canton de Campan, est modifié et il n'y aura plus de notaire dans ce canton.

L'office de notaire à la résidence de Vielle-Aure, canton de ce nom (Hautes-Pyrénées), vacant par suite de la démission de M. Viella-Abadie (Gilbert-Urbain-Jean-Louis-Charles-Félix), qui a été acceptée par décret du 24 novembre 1952, à charge par Me Combes, notaire à Arreau, qui aura la garde des minutes, ou par ses ayants droit, de verser à M. Viella-Abadie ou aux ayants droit de celui-ci la somme de 250.000 F à titre d'indemnité, conformément aux conventions du 7 mars 1953, enregistrées le 10 mars suivant.

En conséquence, le décret du 22 septembre 1907, qui a fixé à un le nombre des notaires du canton de Vielle-Aure, est modifié et il n'y aura plus de notaire dans ce canton.

L'office d'huissier du tribunal de première instance de Saint-Calais (Sarthe), vacant par suite de la démission de M. Jan (Joachim-Joseph-Marie), qui a été acceptée par décret du 11 août 1953, à charge par Me Rigault, huissier du même tribunal, ou par ses ayants droit, et par Me Peleyras, huissier du même tribunal ou par ses ayants droit, de verser à M. Jan ou aux ayants droit de celui-ci, dans les deux mois de la notification du présent décret et avec les intérêts légaux en cas de retard, la somme de 600.000 F à titre d'indemnité.

La charge de ce payement sera ainsi répartie: Me Rigault payera 270.000 F; Me Peleyras payera 330.000 F.

En conséquence, le décret du 16 mars 1935, qui a fixé à six le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Saint-Calais, est modifié et ce nombre est réduit à cinq.

Sont nommés:

M. Auzeral (Jean-Joseph-Paul), notaire à la résidence de Sanvignes-les-Mines, canton de Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire), en remplacement de M. Thery (Jean-Roger), démissionnaire.

M. Chaigne (Gilbert-François-Bernard), notaire à la résidence de Clisson, canton de ce nom (Loire-Inférieure), en remplacement de M. Roine (Fernand-Pierre-Marie), démissionnaire.

M. Chardonnet (Jacques-Pierre-François-Marie-Antoine), notaire à la résidence de Paris, en remplacement de M. Parrod (Claude-Paul-Joseph), décédé.

M. Charpentier (Pierre-Georges-Marcel), notaire à la résidence de Montmort, canton de ce nom (Marne), en remplacement de M. Charpentier (Adolphe-Antoine), son père, décédé.

M. Chollet (Georges-Raymond-Alexandre), notaire à la résidence du Mans, canton de ce nom (Sarthe), en remplacement de M. Mazerat (François-Robert), décédé.

M. Clavier (Pierre-Louis), notaire à la résidence de Lorgues, canton de ce nom (Var), en remplacement de M. Duchanaux (Marie-François-Laurent), décédé.

M. Desachy (Robert-Eugène-Henri), notaire à la résidence de Mouy, canton de ce nom (Oise), en remplacement de M. Colliaux (Maurice-Henri), démissionnaire.

M. Forestier (Bernard-Victor-René-Gabriel), notaire à la résidence de Mirebeau, canton de ce nom (Vienne), en remplacement de M. Retourne (Jacques-Eugène), démissionnaire.

M. Garnier (Jean-Charles), notaire à la résidence de Pontgibaud, canton de ce nom (Puy-de-Dôme), en remplacement de M. Monier (Eymard-Adrien-Michel), démissionnaire.

M. Leblond (Max-Guy-Hyacinthe), notaire à la résidence de Pugnac, canton de Bourg-sur-Gironde (Gironde), en remplacement de M. Aubriot (Jean-Marie-Henri), démissionnaire.

M. Macqueron (Henri-Louis-Jean), notaire à la résidence d'Abbeville, canton de ce nom (Somme), en remplacement de M. Haeu (André-Marie-Victor), démissionnaire.

M. Manne (Louis-Jean-Adrien), notaire à la résidence des Sables-d'Olonne, canton de ce nom (Vendée), en remplacement de M. Gely (Joseph-Augustin-Octave-Henri), démissionnaire.

M. Marchais (Pierre-Roger-Noël), notaire à la résidence de Lury-sur-Arnon, canton de ce nom (Cher), en remplacement de M. Boisset (Emile-Etienne), décédé.

M. Matet (André-Léopold-Denis), notaire à la résidence de Villepinte, canton de Castelnaudary (Aude), en remplacement de M. Plancade (Sylvain-Pierre), démissionnaire.

M. Mathieu (Raymond-Georges-Gustave), notaire à la résidence de Varennes-en-Argonne, canton de ce nom (Meuse), en remplacement de M. Dilly (Jean-Charles-François), démissionnaire.

M. Michaux (Laurent-René), notaire à la résidence de Feillens, canton de Bage-le-Chatel (Ain), en remplacement de M. Grangeon (Marius-Ferdinand-Emmanuel), décédé.

M. Piette (Alain-Léon-Marie-Joseph), notaire à la résidence de Meschers, canton de Cozes (Charente-Maritime), en remplacement de M. Fermigier (André-Jean), démissionnaire.

M. Remond (Georges-Irénée-Jean), notaire à la résidence de la Roche-Vieneuse, canton de Mâcon-Nord (Saône-et-Loire), en remplacement de M. Remond (Georges-Joseph-Charles-Albert), son père, démissionnaire.

M. Rouffignac (Marcel-Camille), notaire à la résidence de Montlouis, canton de Tours-Sud (Indre-et-Loire), en remplacement de M. Chollet (Georges-Raymond-Alexandre), démissionnaire.

M. Haillot (Hubert-René-François), avoué près le tribunal de première instance de Dijon (Côte-d'Or), en remplacement de M. Haillot (René-Alfred-Joseph), son père, démissionnaire.

M. Roy (Philippe-Maurice-Yvan), avoué près le tribunal de première instance de Remiremont (Vosges), en remplacement de M. Roy (Georges-Antoine), son père, démissionnaire.

M. Fermigier (André-Jean), greffier en chef du tribunal de première instance de Blois (Loir-et-Cher), en remplacement de M. Barbey (Pierre-Georges-Armand-René), dont la démission a été acceptée par décret du 27 mars 1953.

M. Lamirault (Jean-Marie-Henry-Marcel), greffier du tribunal de commerce d'Orléans (Loiret), en remplacement de M. Guillet (André-Joseph), démissionnaire.

M. Robert (Walter-Louis-François), greffier du tribunal de commerce de Dreux (Eure-et-Loir), en remplacement de M. Touze (Alcide-Aimé), démissionnaire.

M. Berast (Roger-Alphonse), greffier de la justice de paix de Courville-sur-Eure (Eure-et-Loir), en remplacement de M. Bordier (Bernard-Marie-Joseph-Denis), démissionnaire.

M. Gourgeon (Auguste-Louis-Frédéric), déjà huissier du tribunal de première instance de Largentière et greffier de la justice de paix de Saint-Etienne-de-Lugdarès (Ardèche), greffier de la justice de paix de Coucouron (même département), en remplacement de M. Hillaire (Victorien-Ludovic-Marius), décédé, à charge pour M. Gourgeon de verser avant sa prestation de serment à titre d'indemnité la somme de 100.000 F à la caisse des dépôts et consignations où elle demeurera consignée pendant un délai de six mois au profit de qui de droit.

M. Lepetit (Jean-Baptiste-Marcel), déjà huissier du tribunal de première instance de Coutances (Manche), greffier de la justice de paix de Cerisy-la-Salle (même département), en remplacement de M. Bellamy (Jacques-Octave), démissionnaire.

M. Mahiu (Gérard-Jean-Fernand-Gaston), greffier de la justice de paix d'Envermeu (Seine-Inférieure), en remplacement de M. Loyer (Charles-Jules), démissionnaire

Mme Molliet (Charlotte), épouse Hottelier, greffier de la justice de paix de Biège (Haute-Savoie), en remplacement de M. Molliet (Louis), son père, décédé.

Mlle Moreau (Colette-Jacqueline-Suzanne), greffier de la justice de paix d'Auneau (Eure-et-Loir), en remplacement de M. Moreau (Maurice-Louis-Paul), son père, démissionnaire.

M. Berast (Roger-Alphonse), huissier du tribunal de première instance de Chartres (Eure-et-Loir), en remplacement de M. Bordier (Bernard-Marie-Joseph-Denis), démissionnaire.

M. Deruy (Claude-Paul-Marcel-Jean), huissier du tribunal de première instance d'Arras (Pas-de-Calais), en remplacement de M. Thumerelle (Joseph-Eugène-Georges), démissionnaire.

Mlle Moreau (Colette-Jacqueline-Suzanne), huissier du tribunal de première instance de Chartres (Eure-et-Loir), en remplacement de M. Moreau (Maurice-Louis-Paul), son père, démissionnaire.

L'honorariat est conféré à:

M. Boizet (Robert-Gustave-Désiré), ancien notaire à la résidence de Bernay (Eure).

M. Ducros (Jean-Baptiste-Antoine), ancien notaire à la résidence de Miribel (Ain).

M. Lachat (Edouard-Jean-Marie), ancien notaire à la résidence de Reignier (Haute-Savoie).

M. Mandron (Georges-Godefroy), ancien notaire à la résidence de Coulange-la-Vineuse (Yonne).

M. Plat (Joseph-Marie-Gabriel-Constant-Eusice), ancien notaire à la résidence de Saint-Amand-Montrond (Cher).

M. Renault (Victor-Louis-Constant), ancien avoué près le tribunal de première instance de Niort (Deux-Sèvres).

M. Roncin (Georges-Léon-Marie), ancien avoué près le tribunal de première instance du Mans (Sarthe).

M. Daireaux (Charles-Albert), ancien greffier en chef du tribunal de première instance de Coutances (Manche).

M. Jacquet (René-Pierre-François), ancien greffier de la justice de paix de Montrevault (Maine-et-Loire).

M. Lecoanet (Auguste-Nicolas), ancien huissier du tribunal de première instance d'Epinal (Vosges).

**Décret du 10 décembre 1953 nommant un notaire en Algérie.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, M. Bourrasset (Louis-Marcel) est nommé notaire à Alger, en remplacement de M. Costedoat (Jean), atteint par la limite d'âge.

**Décret du 10 décembre 1953 conférant l'honorariat à un huissier en Algérie.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, l'honorariat est conféré à M. Noblet (Désiré), ancien huissier à Maison-Carrée (département d'Alger).

**Décret du 10 décembre 1953 acceptant la démission d'un huissier à la Guadeloupe.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, la démission de M. Mollenthiel (Ildephonse-Daniel-Léon-José), huissier du tribunal de première instance de Basse-Terre, en résidence à Capesterre (Guadeloupe), est acceptée.

**Décret du 10 décembre 1953 portant nomination d'un bachadel.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, M. Siba Mohammed, bachadel à la mahakma d'El-Milia, est nommé, sur sa demande, en la même qualité, à la mahakma de Khenchela, en remplacement de M. Mostefai Mohammed, qui a été nommé à Aïn-Beida.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 10 décembre 1953 portant détachement d'un sous-préfet.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, M. Mattei (Pierre), sous-préfet de 1re classe, hors cadres, est mis à la disposition du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés.

En cette qualité, il sera placé en position de service détaché.

**Décret n° 53-1243 du 15 décembre 1953 relatif au régime indemnitaire de certains personnels du régiment de sapeurs-pompiers de Paris.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, du secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Dans la limite des crédits ouverts à cet effet, il peut être alloué, à compter du 1er juillet 1953, une indemnité provisoire aux personnels non officiers à solde mensuelle de sapeurs-pompiers de Paris.

Cette indemnité, non soumise à retenue pour pension, est fixée aux taux mensuels suivants:

| | |
|---|---|
| Sapeurs et caporaux, au delà de la durée légale.... | 2.000 F. |
| Sapeurs et caporaux, autres échelons..... | 3.000 |
| Personnel non officier à solde mensuelle..... | 6.000 |

Art. 2. — Les personnels visés à l'article 1er ci-dessus pourront bénéficier de primes d'engagement et de rengagement, dont le régime sera fixé par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la fonction publique

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, le secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 décembre 1953.

JOSEPH LANIEL.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*
ÉDOUARD THIBAULT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
HENRI ULVER.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
PIERRE JULY.

**Administration préfectorale.**

Par arrêté du 6 décembre 1953:

M. Crespy (Raymond), administrateur des services civils de l'Algérie, détaché dans les fonctions de sous-préfet d'Yssingeaux, est radié, sur sa demande, du cadre des administrateurs des services civils de l'Algérie à compter du 30 novembre 1953.

M Crespy (Raymond), sous-préfet d'Yssingeaux, 3e classe, est titularisé dans le grade de sous-préfet de 3e classe à compter du 1er décembre 1953.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

**Décret du 10 décembre 1953 portant affectation d'un officier général de l'armée de terre.**

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. le général de brigade Dejussieu (Pierre-Marie-Philippe) est nommé adjoint au général commandant la 4e division d'infanterie.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la défense nationale et des forces armées et le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 1953.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Pour le président du conseil des ministres et par délégation:

*Le vice-président du conseil,*
PAUL REYNAUD.

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
R. PLEVEN.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),*
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

**Décret du 10 décembre 1953 portant nomination d'officiers de réserve du service des poudres.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, sont nommés dans les cadres des réserves du service des poudres à compter du 1er décembre 1953.

*Au grade d'ingénieur militaire de 1re classe de réserve des poudres.*

MM.

Maze-Sencier (Alphonse), ingénieur chimiste de 1re classe de réserve des poudres, de la poudrerie nationale de Bergerac.

Watkin (Germain), ingénieur de 1re classe des travaux de poudrerie de réserve, de la poudrerie nationale de Saint-Chamas.

*Au grade d'ingénieur militaire de 2e classe de réserve des poudres.*

M. Desnuelle (Pierre), ingénieur chimiste de 2e classe de réserve des poudres, de la poudrerie nationale de Saint-Chamas,

*Au grade d'élève ingénieur militaire de réserve des poudres.*

MM.

Grenet (Jean), ingénieur chimiste de 3e classe de réserve des poudres, de la poudrerie nationale de Sorgues.

Pariaud (Jean-Charles), soldat de 2e classe, classe 1942, mle 10252 au recrutement de Lyon.

*Au grade d'ingénieur de 2e classe des travaux de poudreries de réserve.*

M. Fivel-Demoret (Henri-Eugène), adjoint administratif de 2e classe de réserve des poudres, de la poudrerie nationale de Bergerac.

*Au grade d'ingénieur chimiste de 3e classe de réserve du service des poudres.*

MM.

Faty (Marcel-Henri), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Saint-Médard.

Pigeon (Marcel-René), maréchal des logis de réserve, mle 27094 du recrutement de Versailles.

Fau (René-Pierre-Elie), maréchal des logis de réserve, mle 22512 du recrutement de Lyon.

Purpan (Jean-Marie-Claude), maréchal des logis de réserve, mle 6769 du recrutement de Marseille.

Rivenc (Guy-Louis), maréchal des logis de réserve, mle 8697 du recrutement de Toulouse.

Lang (Jean-Fernand-Albert), brigadier-chef de réserve, mle 2187 du recrutement de Nancy.

Ratouis (Roger-Robert-Etienne), brigadier-chef de réserve, mle 8565 du recrutement d'Orléans.

Chaleroux (Charles-Olivier), brigadier-chef de réserve, mle 75-49957 du recrutement de Paris.

Chevalier (Marcel-Adrien), brigadier-chef de réserve, mle 75-54197 du recrutement de Paris.

Olivier (Robert-André), brigadier de réserve, mle 15805 du recrutement de Lyon.

Ades (Léon), brigadier de réserve, mle 19093 du recrutement de Paris.

Dhers (Jean-Joseph-Alexandre), brigadier de réserve, mle 3543 du recrutement de Marseille.

Gaudemar (Marcel-Raymond), brigadier de réserve, mle 20981 du recrutement de Lyon.

Rumeau (René-Marcel), brigadier de réserve, mle 75-40563 du recrutement de Paris.

Balesdent (Daniel-Robert-Alfred), brigadier de réserve, mle 78-22904 du recrutement de Paris.

Lamonnier (Pierre-Eugène), brigadier de réserve, mle 21906 du recrutement de Valenciennes.

Le Bail (Henri), brigadier de réserve, mle 75-48465 du recrutement de Paris.

De Mourgues (Louis-Pierre), brigadier de réserve, mle 27973 du recrutement de Lyon.

Assayag (Pierre), brigadier de réserve, mle 211 du recrutement de Rabat.

Bouchez (Robert-Pierre-Dominique), soldat de 2e classe, mle 1469 du recrutement de Nevers.

Jacta (Claude-Gilbert-Louis), soldat de 2e classe, mle 78-28711 du recrutement de la 1re région militaire.

Jeantin (Alain-Francis), soldat de 2e classe, mle 54507 du recrutement de la 1re région militaire.

Chappert (André-Victor-Louis), soldat de 2e classe, mle 75-13803 du recrutement de Paris.

Michel (Jean-Marie), soldat de 2e classe, mle 1086 du recrutement de Paris.

Laffitte (Marc-Olivier), soldat de 2e classe, mle 75-7210 du recrutement de la 1re région militaire.

*Au grade d'ingénieur de 3e classe des travaux de poudreries de réserve.*

MM.

Hugnet (Henri), agent de poudrerie de 1re classe de réserve, de la poudrerie nationale du Ripault.

Euriat (René-Auguste), agent de poudrerie de 2e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Toulouse.

Morin (Lucien), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Sevran-Livry.

Surmely (Charles), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Bergerac.

Rolet (Victor), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Saint-Médard.

Richert (Charles-René), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Saint-Chamas.

Gouet (Henri), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale du Ripault.

Villecoq (René-Raymond), agent de poudrerie de 3e classe de réserve, de la poudrerie nationale de Bergerac.

Nemesker (Francis-Camille), maréchal des logis de réserve, mle 4556 du recrutement de Poitiers.

Vergnes (François-Marie), maréchal des logis de réserve, mle 12794 du recrutement de Toulouse.

Bachelier (Jacques-Marie-Alexandre), maréchal des logis de réserve, mle 72-19383 du recrutement de Rennes.

Laplante (Roger-Louis), maréchal des logis de réserve, mle 75-13083 du recrutement de Paris.

Moralli (Georges-Joseph-Raphaël), brigadier-chef de réserve, mle 2144 du recrutement d'Alger.

Lemaistre (Gilbert-Robert), brigadier-chef de réserve, mle 490 du recrutement de Paris.

Dugand (Marc-André-Philippe-Etienne), brigadier de réserve, mle 4890 du recrutement de Marseille.

Bergerard (Jean-Henri-Marie-Paul), brigadier de réserve, mle 41-50174 du recrutement de Paris.

Fellion (Yves-Louis-Marie), brigadier de réserve, mle 76-40232 du recrutement de Paris.

Marion (Ernest-Alfred-Fernand), brigadier de réserve, mle 909 du recrutement de Marseille.

Florent (René-Jean-André), soldat de 2e classe, mle 43469 du recrutement de Paris.

*Au grade d'adjoint administratif de 3e classe de reserve du service des poudres.*

MM.

Merlen (Eugène-Arnould), maréchal des logis de réserve, mle 251 du recrutement de Saint-Omer.

Dubois (Henri), caporal de réserve, mle 7731 du recrutement de Versailles.

**Décret du 10 décembre 1953 portant nomination, dans les cadres de réserve du service des poudres, par voie de changement d'arme, de six officiers de réserve.**

Par décret en date du 10 décembre 1953, sont nommés dans les cadres de réserve du service des poudres à compter du 1er décembre 1953:

*Au grade d'ingénieur militaire principal de réserve des poudres.*

M. Ohresser (Jacques-Léon-Henri), chef d'escadron de réserve d'artillerie de la 1re région militaire.

*Au grade d'ingénieur militaire de 1re classe de réserve des poudres.*

M. Cessac (Jean-Jacques), capitaine de réserve d'artillerie de la 1re région militaire.

M. Fouquet (Jean-Marie-Louis-Charles), capitaine de réserve des transmissions de la 1re région militaire.

*Au grade d'ingénieur militaire de 2e classe de réserve des poudres.*

M. d'Anselme (Marie-Pierre-Amédée), lieutenant de réserve d'artillerie de la 1re région militaire.

M. Stouls (Léon-Louis-Charles-Henri), lieutenant de réserve d'artillerie de la 1re région militaire.

*Au grade d'ingénieur chimiste de 1re classe de réserve du service des poudres.*

M. Broch (Jean-Albert), capitaine de réserve d'artillerie de la 3e région militaire.

**Décret du 10 décembre 1953 portant radiation des cadres (justice militaire) (réserves).**

Par décret en date du 10 décembre 1953:

Sont rayés des cadres des réserves les officiers de réserve du service de la justice militaire désignés ci-après qui ont atteint la limite d'âge de leur grade:

Les colonels de justice militaire:

MM. Jubien (Charles), à compter du 22 septembre 1953.
Bontemps (Georges), à compter du 7 octobre 1953.
Horry (Charles), à compter du 5 décembre 1953.

Les lieutenants-colonels de justice militaire:

MM. Jouet (Monfort-Jean), à compter du 13 octobre 1953.
Vitu (Albert), à compter du 24 décembre 1953.

M. le colonel de réserve de justice militaire Pagnat (Marcel), qui a accompli la durée totale du service militaire fixée par la loi, est, sur sa demande, rayé des cadres de réserve à la date du présent décret.

**Décret du 10 décembre 1953 portant admission dans le corps des officiers de réserve (justice militaire).**

Par décret en date du 10 décembre 1953, sont nommés dans les cadres des réserves du service de la justice militaire à la date à laquelle ils ont été rayés des contrôles de l'armée active, les officiers dont les noms suivent:

CADRE DES MAGISTRATS

*Avec le grade de lieutenant-colonel de justice militaire.*

MM. Gaffiot (Donat-Marie-Robert).
Bertheux (Paul-Joseph-Pierre-Jules).

CADRE DES GREFFIERS

*Avec le grade de lieutenant-colonel.*

M. Martini (Ange-Dominique).

*Avec le grade d'officier greffier de 2e classe.*

M. Capitaine (Emmanuel).

**Fonds de concours.**

Par arrêté interministériel du 7 décembre 1953, il est ouvert au ministre de la défense nationale et des forces armées sur l'exercice 1953, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 53-72 du 6 février 1953, et par des textes spéciaux, un crédit de 2.995.340.231 F applicable aux chapitres ci-après du budget de la défense nationale (section guerre):

| | |
|---|---|
| Chap. 31-13. — Soldes et indemnités du personnel militaire des fabrications d'armement | 99.889.590 F. |
| Chap. 31-22. — Traitements et indemnités des personnels civils non ouvriers des fabrications d'armement | 600.571.678 |
| Chap. 31-32. — Salaires et accessoires de salaires des ouvriers des fabrications d'armement | 1.691.195.232 |
| Chap. 33-71. — Prestations et versements obligatoires du service des fabrications d'armement | 411.449.981 |
| Chap. 33-72. — Prestations et versements facultatifs du service des fabrications d'armement | 4.932.721 |
| Chap. 34-71. — Service des fabrications d'armement. Frais généraux, dépenses de fonctionnement et d'entretien du service | 97.001.029 |
| Total | 2.995.340.231 F. |

Il sera pourvu à cette dépense au moyen de la recette d'égal montant constatée à la ligne « Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public ».

Par le même arrêté, il est accordé au ministre de la défense nationale et des forces armées sur l'exercice 1953, en addition aux autorisations de programme octroyées par la loi n° 53-72 du 6 février 1953, et par des textes spéciaux, une autorisation de programme de 1.500 millions de francs applicable au chapitre 52-71: « Services de fabrications. — Investissements techniques et industriels » du budget de la défense nationale (section guerre).

**Travaux maritimes.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) en date du 3 décembre 1953, M. le chef de travaux Ollivier (Raymond) a été classé au 3e échelon de son grade pour compter du 1er septembre 1953.

**Service d'état-major (réserve).**

Par décision en date du 1er décembre 1953, les officiers de réserve dont les noms suivent sont admis dans le service d'état-major et mutés à l'état-major de la région ou de la division dont relève la subdivision antérieurement chargée de leur administration. (La présente décision tient lieu d'avis de mutation.)

ETAT-MAJOR DE LA 1re REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM.
Bourget (Pierre-André), chef de bataillon, subdivision de Paris.
Biard (Henri-Louis-Marie), capitaine, subdivision de Paris.
Cuillier (Paul-René), capitaine, subdivision de Paris.
Ferrachat (Gaston-Alexis), capitaine, subdivision de Paris.
Gallois (Jean-Emile-Marie), capitaine, subdivision de Versailles.
Profit (François-Simon), capitaine, subdivision de Chartres.
Vassal (Albert-Marie-Léonce), capitaine, subdivision de Paris (pour régularisation).
Boesch (François-Xavier), lieutenant, subdivision de Paris.
Jacomet (Maurice-Pierre-Alexandre), lieutenant, subdivision de Paris.
Le Compasseur-Crequi-Montfort de Courtivron (Jean-Tanneguy), lieutenant, subdivision de Paris.

**Arme blindée et cavalerie.**

MM.
Janssen (Lucien-Gaston-Jacques), chef d'escadrons, subdivision de Paris (pour régularisation).
Bollore (Henry-Marie-Charles), capitaine, subdivision de Paris.
Michon-Coster (Henri-Marie-Joseph), capitaine, subdivision de Paris.
De La Haye-Jousselin (Georges-Urbain-Marie), lieutenant, subdivision de Paris.

**Artillerie.**

MM.
Minette de Saint-Martin (Bernard-Maurice-Antoine), capitaine, subdivision de Paris.
Moser (Jacques-Paul-François), capitaine, subdivision de Paris.
Varoquaux (Jean-Arthur-Armyre), capitaine, subdivision de Paris.
Alexandre (Pierre), sous-lieutenant, subdivision de Paris.

**Génie.**

MM.
Arnoux (Jean-Charles-Camille), lieutenant, subdivision de Paris.
Bertrand (Roger-Paul), lieutenant, subdivision de Paris.
Charlot (André-Albert-César), lieutenant, subdivision de Paris.

**Train.**

MM.
Cholleton (Pierre-Lucien), capitaine, subdivision de Paris.
Baubaut (Pierre-Albert), lieutenant, subdivision de Paris.
Dumont (Gérard-Maurice-Marcel), lieutenant, subdivision de Paris.

**Interprètes.**

M. Waltisperger (Jean-Basile), sous-lieutenant, état-major 1re région militaire.

**Artillerie coloniale.**

MM.
Rochelet (Robert-Eugène), chef d'escadron, subdivision de Paris (pour régularisation).
Debraine (Maurice-André), capitaine, subdivision de Versailles.

ETAT-MAJOR DE LA 2e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

M. Dian (Jacques-Gabriel-Vital), capitaine, subdivision d'Amiens.

**Artillerie.**

M. Thiriez (Julien-Ignace-Jean), chef d'escadron, subdivision de Lille.

**Infanterie coloniale.**

M. Augendre (Jacques), capitaine, subdivision de Lille.

ETAT-MAJOR DE LA 3e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM
Belon (Charles-Victor), capitaine, subdivision de Nantes.
Hamelin (Albert-Léon-Marcel), capitaine, subdivision du Mans.
Corrot (Jean-René), sous-lieutenant, subdivision du Mans.

**Arme blindée et cavalerie.**

M. Lechartier (Jean-Marie-Auguste), lieutenant, subdivision de Caen.

**Artillerie.**

M. Petreault (Roger-Daniel-Aimé), sous-lieutenant, subdivision de Nantes.

ETAT-MAJOR DE LA 4e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM.
Billot (Jean-Pierre), capitaine, subdivision de Bordeaux.
Moureau (Henri-Emile), capitaine, subdivision de Limoges.
Palem (Jean-François-Maurice), capitaine, subdivision de Bordeaux.
Vouin (Robert-François-Marie), capitaine, subdivision de Poitiers.

**Artillerie.**

MM.
Serre (Georges-Charles), capitaine, subdivision de Limoges.
Percevault (Guy-Albert-Marcel), sous-lieutenant, subdivision d'Angoulême.

ETAT-MAJOR DE LA 5e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

M. Doucet (Maurice), capitaine, subdivision de Montauban.

**Arme blindée et cavalerie.**

M. Bordenave (Charles-Léon), capitaine, état-major 5e région militaire (spécialiste géographe).

**Artillerie.**

M. Ricci (Edmond), capitaine, subdivision de Pau.

**Interprètes.**

M. Giron (Emile-Casimir-Joseph), sous-lieutenant, état-major 5e région militaire.

ETAT-MAJOR DE LA 6e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM.
Ancel (Joseph-Léon), capitaine, subdivision de Strasbourg.
Bonnet-Saint-Georges (Gilbert-Lucien), capitaine, état-major 6e région militaire (pour régularisation).
Ferry (Louis-Camille), capitaine, subdivision de Strasbourg.
Keller (Pierre-Hugues-Antoine), capitaine, subdivision de Strasbourg.
Mourot (Jean-Marie-Charles), capitaine, subdivision de Nancy.
Wahl (Lucien-Léon), capitaine, subdivision de Strasbourg.
Bonneaux (René-Emile-Georges), sous-lieutenant, subdivision de Nancy.

**Artillerie.**

MM.
Maillot (André-Léon-Joseph), lieutenant, subdivision de la Sarre.
Horn (Albert-Marie-Louis), lieutenant, subdivision de Strasbourg.

**Intendance.**

M. Frison (Pierre-Louis-Marcel), lieutenant d'administration, direction régionale de l'intendance 6e région militaire.

**Interprètes.**

MM.
Koehl (Georges-Guillaume), capitaine, état-major 6e région militaire.
Lisch (Roger-Bernard), sous-lieutenant, état-major 6e région militaire.

**Artillerie coloniale.**

M. Thiebault (Edmond-Marie-Lucien), sous-lieutenant, subdivision de Nancy.

ETAT-MAJOR DE LA 7e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM.
Cheminot (Jack-Alexandre), capitaine, subdivision de Nevers.
De Feydeau de Saint-Christophe (François-Marie-Pierre), capitaine, subdivision de Dijon.
Roumajon (André-Jean), lieutenant, subdivision de Dijon.
Buatois (Georges-Henri-Alcide), sous-lieutenant, subdivision de Besançon.
Lambla (Jean-Baptiste-Joseph), sous-lieutenant, subdivision de Nevers.
Laurain (Jacques-Louis-Marcel), sous-lieutenant, subdivision de Besançon.
Rimelin (Charles-Emile-Julien), sous-lieutenant, subdivision de Nevers.

**Arme blindée et cavalerie.**

M. Raphene (Jean-Marcel), lieutenant, subdivision de Besançon.

**Artillerie.**

MM.
Gehant (Emile), capitaine, subdivision de Besançon.
Nicolas (Fernand-Léon), sous-lieutenant, subdivision de Dijon.

**Infanterie coloniale.**

MM.
Charleux (Pierre-Jean), lieutenant, subdivision de Nevers.
Millotte (Jacques-Pierre-Eugène), sous-lieutenant, subdivision de Besançon.

ETAT-MAJOR DE LA 8e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM.
De Bonnafos (Jéraud Marie-Bernard), capitaine, subdivision de Clermont-Ferrand.
Caillot (Robert-François), capitaine, subdivision de Lyon.
Durieux (Guy-Maurice), lieutenant, subdivision de Saint-Etienne.

**Artillerie.**

M. Roche (Adolphe-François-Victor), capitaine, subdivision de Saint-Etienne.

**Infanterie coloniale.**

M. Mossaz (Emmanuel-Roger), colonel, état-major 8e région militaire (pour régularisation).

ETAT-MAJOR DE LA 9e REGION MILITAIRE

**Infanterie.**

MM.
Bonnaud (Georges-Joseph), capitaine, subdivision de Marseille.
Fine (Georges-Marie-Albert), capitaine, subdivision de Marseille.
Osmont (Lucien-Louis-Ernest), capitaine, subdivision de Marseille.
Smeyers (Michel-Frédéric-Auguste), lieutenant, subdivision de Nice.
Gravereaux (Albert-Léandre-Léon), sous-lieutenant, subdivision de Nice.
Revol (Félix-Francis-Dominique), sous-lieutenant, subdivision de Marseille.

**Arme blindée et cavalerie.**

M. Gaillaud (Ferdinand-Eucher), capitaine, subdivision de Montpellier.

**Artillerie.**

MM.
Collin (Pierre-René-Albert), capitaine, sudivision de Marseille.
Drouillon (Roger-Jules), capitaine, subdivision de Montpellier.

**Génie.**

MM.
Fuillet (Paul-Germain), chef de bataillon, état-major 9e région militaire (pour régularisation).
Juvin (Eugène), capitaine, subdivision de Marseille.

**Infanterie coloniale.**

MM.
Arrighi (Ange-Mathieu), colonel, état-major 9e région militaire (pour régularisation).
De Concity (Alain-Marie-Pierre), capitaine, subdivision de Montpellier.

**Artillerie coloniale.**

M. Geysse (Auguste-Marius-Hippolyte), capitaine, subdivision de Montpellier.

ETAT-MAJOR DE LA 10e REGION MILITAIRE

DIVISION D'ALGER

**Infanterie.**

MM.
Denonain (Jean-Jacques), capitaine, division d'Alger.
Emanuely (André), capitaine, division d'Alger.
Ducret (Roger-Charles), lieutenant, division d'Alger.
Hecquard (René-Jean), lieutenant, division d'Alger.

**Artillerie.**

MM.
Claude (Pierre), capitaine, division d'Alger.
Bousquet (Jacques), lieutenant, division d'Alger.

**Génie.**

M. de Micco (Robert), sous-lieutenant, division d'Alger.

DIVISION DE CONSTANTINE

**Infanterie.**

MM.
Legœuil (Pierre-Jean-Baptiste), capitaine, division de Constantine.
Mikalef (Paul-François), sous-lieutenant, division de Constantine.

**Artillerie.**

M. Papritz (Marcel-Charles), chef d'escadron, division de Constantine.

COMMANDEMENT SUPERIEUR DES TROUPES DE TUNISIE

**Infanterie.**

MM.
Appietto (Antoine-Dominique), capitaine, subdivision de Tunis.
Carbonnel (Jean-Sylla), capitaine, subdivision de Tunis.

COMMANDEMENT SUPERIEUR DES TROUPES DU MAROC

**Arme blindée et cavalerie.**

MM.

Farcot (Pierre-Vincent-Maurice), capitaine, commandement de l'arme blindée et cavalerie du Maroc.

De Rivoyre (Marie-Jean-Victor), lieutenant, commandement de l'arme blindée et cavalerie du Maroc.

Dambrin (Jean-Edouard-Jules), sous-lieutenant, commandement de l'arme blindée et cavalerie du Maroc.

**Train.**

M. Simonnet (Pierre-Gustave-Eugène), chef d'escadron, commandement du train du Maroc.

COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE

**Infanterie.**

MM.

Bederic (Bernard-Charles-Marie), capitaine), zone Centre.

Degorge (Daniel-Charles-Jacques), sous-lieutenant, zone Sud.

Tempere (Paul), sous-lieutenant, zone Sud.

COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES FRANÇAISES EN AUTRICHE

**Infanterie.**

M. Vacca (Ange-Vincent-Nicolas), capitaine, Autriche.

**Tableau de départ colonial du 1er décembre 1953.**

Additif au *Journal officiel* du 4 décembre 1953:

OFFICIERS

**Infanterie coloniale.**

Page 10808, 2e colonne:

*Chefs de bataillon.*

Après :

Saint-Sauveur (Victor), 16 août 1914, 1re région militaire. — 25 avril 1951,

Ajouter :

Verdier (Yves), 27 novembre 1908, 9e région militaire. — 26 mai 1952.

Farand (Charles), 18 septembre 1904, 1re région militaire. — 29 mai 1952.

Orsini (Raoul), 7 janvier 1912, commandement en chef des forces françaises en Allemagne. — 2 juin 1952.

Laurent (Maurice), 30 janvier 1912, 3e région militaire. — 6 août 1952.

Page 10809, 2e colonne :

**Intendance coloniale.**

A. — Fonctionnaires

*Intendants militaires de 1re classe.*

Après :

Denic (Hervé), 3 novembre 1904, 1re région militaire. — 2 août 1950,

Ajouter :

Martinencq (Léon), 18 novembre 1903, 1re région militaire. — 27 juillet 1951.

(Le reste sans changement.)

**Liste des étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire reçus au cycle réduit ou au cycle normal se terminant en 1953 de préparation militaire supérieure spéciale, service de santé, classés par ordre de mérite avec l'indication de leur recrutement d'origine.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 6 décembre 1953, page 10885, 2e colonne :

Au lieu de :

Modificatif au *Journal officiel* du 19 septembre 1953: Médecins, page 8225, 2e colonne, 5e ligne, rayer « Simonin (Jean-François), Nancy »,

Lire :

Modificatif au *Journal officiel* du 19 septembre 1953: Médecins, page 8225, 2e colonne, 4e ligne, rayer « Alibert (Georges-Jean-Pierre), Albi »,

**Programme des connaissances exigées pour l'admission à l'école polytechnique en 1954.**

Additif au *Journal officiel* du 2 juillet 1953 :

Page 5876, 2e colonne, Auteurs allemands, après: « M. Bouchez: Lebendiges Deutschland, 1re partie, les trois premiers chapitres jusqu'à la page 210 (Belin) », ajouter: « moins les textes des poésies et ceux des versions inclus au programme ».

Ce texte annule et remplace celui paru au *Journal officiel* du 25 novembre 1953, page 10556, 2e colonne.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Fonds de concours.**

Par arrêté en date du 7 décembre 1953, il a été ouvert au ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, sur le budget de l'exercice 1953, pour l'emploi de fonds de concours, un crédit de 150 millions de francs se décomposant comme suit:

| | | |
|---|---|---|
| Chap. 31-01. — Administration centrale. — Rémunérations principales: | | |
| Art. 6. — Personnel affecté au fonds d'investissement routier | | 2.247.000 F. |
| Chap. 31-11. — Ponts et chaussées. — Rémunérations principales: | | |
| Art. 4. — Personnel affecté au fonds d'investissement routier | | 42.041.000 |
| Chap. 31-91. — Indemnités résidentielles: | | |
| Art. 5. — Indemnités résidentielles du personnel affecté au fonds d'investissement routier | | 11.222.000 |
| Chap. 33-91. — Prestations et versements obligatoires: | | |
| Art. 8. — Versement des cotisations au régime de sécurité sociale | 9.448.000 | |
| Art. 10. — Prestations accordées au personnel affecté au fonds d'investissement routier | 21.720.000 | |
| Total pour le chapitre 33-91 | | 31.168.000 |
| Chap. 34-01. — Administration centrale. — Matériel et remboursement de frais: | | |
| Art. 5. — Dépenses entraînées par le fonctionnement du fonds d'investissement routier | | 4.000.000 |
| Chap. 34-11. — Ponts et chaussées. — Matériel de bureau: | | |
| Art. 5. — Dépenses entraînées par le fonctionnement du fonds d'investissement routier | | 16.000.000 |
| Chap. 34-12. — Ponts et chaussées. — Remboursement de frais: | | |
| Art. 5. — Dépenses entraînées par le fonctionnement du fonds d'investissement routier | | 21.000.000 |
| Chap. 34-93. — Remboursements à diverses administrations: | | |
| Art. 4. — Dépenses entraînées par le fonctionnement du fonds d'investissement routier | | 22.322.000 |
| Total | | 150.000.000 F. |

**Institut géographique national.**

Par arrêté du 3 décembre 1953, M. Revel (Honoré-Augustin-Hippolyte), adjoint technique principal en service à l'annexe de l'institut géographique national au Maroc, est nommé régisseur de recettes à cette annexe, en remplacement de M. Jouret (René-Pierre), précédemment nommé régisseur par l'arrêté en date du 1er février 1951.

En cas d'empêchement de M. Revel, M. Malis (Jean), ingénieur des travaux géographiques de l'Etat de classe exceptionnelle, a qualité pour remplir en son lieu et place les fonctions de régisseur de recettes.

## MARINE MARCHANDE

**Tableau d'avancement des professeurs de la marine marchande pour l'année 1954.**

Par décision n° 3372 AG/2 du 3 décembre 1953, le tableau d'avancement des professeurs de la marine marchande pour l'année 1954 est arrêté ainsi qu'il suit:

I. — Professeurs d'hydrographie

1° *Pour le grade de professeur en chef de 1re classe.*

Inscription antérieure: M. Mathieu (R.-C.-E.).
Inscription nouvelle: néant.

2° *Pour le grade de professeur en chef de 2e classe.*

Inscriptions antérieures: MM. Chaumeton (P.-A.), Nicol (J.-A.).
Inscription nouvelle: néant.

3° *Pour le grade de professeur principal.*

Inscription nouvelle: M. Trehard (J.-R.-N.).

II. — PROFESSEURS MÉCANICIENS

1° *Pour le grade de professeur en chef de 1re classe.*

Inscription antérieure: M. Guena (J.).
Inscription nouvelle: néant.

2° *Pour le grade de professeur en chef de 2e classe.*

Inscription antérieure: M. Cauquil (A.-J.).
Inscription nouvelle: néant.

III. — PROFESSEURS DE TECHNIQUE ET COMMERCE MARITIME

*Pour le grade de professeur en chef de 2e classe.*

Inscription antérieure: M. Biraben (Y.-L.-M.).

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Décret du 10 décembre 1953 portant création d'une zone de protection autour de la Roche de Dabo, à Dabo (Moselle).

Par décret en date du 10 décembre 1953, une zone de protection est établie autour de la Roche de Dabo, située à Dabo (Moselle), classée parmi les sites (parcelles cadastrales nos 564 p et 565, section F).

A l'intérieur de cette zone sont instituées les servitudes suivantes:

*a*) Servitude de *non ædificandi:* parcelles 557, 558, 559, 560, 561, 563 et 566 de la section F, déjà inscrites à l'inventaire des sites;

*b*) Limitation de la hauteur des constructions à un rez-de-chaussée couvert d'un étage et des matériaux à employer en la circonstance (ardoises pour les couvertures et pierre de taille en grès des Vosges pour les façades), parcelle 556 de la section F;

*c*) Servitude de *non ædificandi:* pointe de la parcelle 556 touchant le rocher;

*d*) Servitude de *non ædificandi* atténuée par la tolérance des travaux de grosses réparations et d'entretien de la chapelle Saint-Léon, qui couronne le rocher: parcelle 564 (partie classée);

*e*) Interdiction de toute publicité sur l'ensemble du site protégé et possibilité d'étendre cette interdiction à l'ensemble des terrains situés à une distance de moins de 100 mètres mesurée de la limite inférieure des parcelles inscrites à l'inventaire supplémentaire des sites;

Interdiction d'installation ou de modification de toute ligne électrique de transport, de distribution ou de P. T. T. selon un tracé ou des modalités autres que ceux approuvés préalablement par la commission départementale des sites.

### Nombre et nature des places mises au concours d'agrégation des facultés de droit de 1953 (sections de « Droit privé » et de « Droit romain-Histoire du Droit ») pour les besoins exclusifs des établissements d'enseignement supérieur outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Par arrêté du 25 juin 1953, afin de pourvoir exclusivement aux besoins des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la France d'outre-mer, les places d'agrégés ci-dessous sont mises au concours:

Section de « Droit privé »: une place.
Section de « Droit romain-Histoire du Droit »: une place.

### Date des épreuves de l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes (session 1953).

Par arrêté en date du 12 décembre 1953, les épreuves de l'examen d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes, institué par le décret du 12 juin 1937, auront lieu à Paris le 18 décembre 1953.

Les candidats appelés à y prendre part seront avisés par lettre individuelle des lieux et heures auxquels elles auront lieu.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Fixation du montant maximum des prêts artisanaux individuels.

Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au commerce et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le titre V du code de l'artisanat relatif au crédit aux artisans, et notamment les articles 55 et 56;
Vu l'article 5 de la loi du 7 août 1944;
Vu l'article 3 de l'arrêté du 10 janvier 1949;
Vu l'article 44 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relative au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1953,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le montant maximum des prêts artisanaux individuels consentis dans les conditions prévues par les articles 55 et 56 du code de l'artisanat, modifiés par l'article 44 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, est porté à 800.000 F en ce qui concerne les prêts à moyen terme et à 200.000 F en ce qui concerne les prêts à court terme.

Art. 2. — Le directeur du Trésor, le directeur des programmes économiques et le chef du service de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 décembre 1953.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
JEAN-MARIE LOUVEL.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

Pour le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et par délégation:
*Le directeur du cabinet.*
PIERRE THEIL.

*Le secrétaire d'Etat au commerce,*
RAYMOND BOISDÉ.

### Renonciation à une concession de mines.

Par arrêté du 10 décembre 1953, a été acceptée, à dater du même jour, la renonciation de la Société de la Croizette, en liquidation, à la concession de mines de houille de Saint-Gervais-d'Auvergne, portant sur les communes de Goutières, Saint-Julien-la-Geneste, Espinasse et Saint-Priest-des-Champs, arrondissement de Riom, département du Puy-de-Dôme.

### Nomination des membres du conseil de perfectionnement de l'école nationale supérieure des mines de Paris.

Par arrêté du 3 décembre 1953, sont nommés membres du conseil de perfectionnement de l'école nationale supérieure des mines de Paris pour une durée de quatre ans, à compter du 1er octobre 1953:

*En qualité de représentant du conseil municipal de Paris.*

M. Debû-Bridel (Jacques).

*En qualité de représentant de la chambre de commerce de Paris.*

M. Payelle (Robert).

*En qualité de membres appartenant à l'industrie.*

Pour les houillères: MM. Cadel, Gryson, Baseilhac.
Pour la sidérurgie et les mines de fer: MM. Aron, Malcor, Thibault.
Pour les carburants: M. de Metz.
Pour l'industrie chimique: MM. de Vitry, Massenet.
Pour les autres mines et les autres industries: MM. Guillaumat, Perrineau.

### Attribution du diplôme d'ancien élève de l'école pratique des mines de Thionville.

Par arrêté du 5 décembre 1953, le diplôme d'ancien élève de l'école pratique des mines de Thionville est attribué aux élèves de la promotion 1951-1953 de cette école dont les noms suivent:

1 Boulanger (André), aide-géomètre.
2 Saragoni (Albert).
3 Bassanesi (Jacques), aide-géomètre.
4 Schiltz (Martial).
5 Nicolini (François).
6 Orlandini (Bruno).
6 Lobel (Jean).
8 Voncina (Pierre).

9 Szmil (Stanislas).
10 Ostorero (Marcel).
11 Vivarelli (René).
12 Calesse (Albert).
13 Deveaux (Jean).
14 Biagini (Renzo).
15 Trapletti (Isidore).
16 Patard (André).
17 Pierini (Emile).
18 Dupont (Jean-Marie).
19 Vanzo (Quinto).
20 Petruzzi (Antoine).
21 François (Olivier).
22 Ragazzi (Mario).
22 Pardela (François).
24 André (Raymond).
25 Scheffen (Jean).
26 Fienghi (Joachim).
27 Mlynarczyk (Marius).
28 Karsznia (Etienne).
29 Hentzen (Marcel).

### Service des instruments de mesure.

Par arrêté du 9 décembre 1953, pris en application des dispositions de l'article 1er du décret du 9 août 1953 relatif au régime des retraites des personnels de l'Etat et des services publics, M. Ferricelli (Antoine), inspecteur des instruments de mesure à Bastia, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 18 février 1954.

### Service des mines.

Par arrêté en date du 5 décembre 1953, les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (mines) dont les noms suivent ont été inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1953:

*Pour la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur.*

Indice 475.

1 MM. Bertinchamps (Eloi).
2 Gayraud (Paul).

Indice 450.

1 MM. Allot (Louis).
1 *bis* Planchon (Gaston).
2 Regerat (Lucien).
3 Bouqueau (Georges).

*Pour la 1re classe du grade d'ingénieur.*

1 MM. Alçon (André), ancienneté.
1 *bis* Pons (Jean).

*Pour la 2e classe du grade d'ingénieur.*

1 MM. Dumas (Pierre), choix.
2 Aubignat (André), ancienneté-choix.
2 *bis* Bousquet (Roland).
3 Decamps (Antoine), choix.
4 Lalande (André), ancienneté.
5 Bouyssounouse (Georges), ancienneté-choix.
6 Tarbouriech (Léon), choix.
7 Foucher (Charles), ancienneté.

*Pour la 3e classe du grade d'ingénieur.*

1 MM. Massip (Eloi), choix.
2 Payen (Félix), ancienneté-choix.
3 Rouffiac (Jean), ancienneté-choix.
3 *bis* Troutot (Louis).
4 Mangou (Léon), choix.
5 Delepine (Eugène), ancienneté.
6 Paulet (Adrien), choix.
7 Rouille (Henri), ancienneté-choix.
8 Decriem (Léon), ancienneté.
9 Dufour (René), choix.
10 Dubasque (Henri), ancienneté.
11 Sachet (Jean), choix.
12 Pairet (Jean), ancienneté.
13 Rabasse (Jean), ancienneté.
14 Herenguel (Roland), choix.
15 Genty (Georges), ancienneté.

*Pour la 4e classe du grade d'ingénieur.*

1 MM. Siegemund (Emile), choix.
2 Lecerf (Roger), ancienneté.
2 *bis* Handke (Florian).
3 Anneron (Georges), choix.
3 *bis* Seulin (Martin).
4 Gavronski (Roman), ancienneté-choix.

*Pour la 1re classe du grade d'ingénieur adjoint.*

1 MM. Lugez (Abel), choix.
2 Soubeyrand (Louis), ancienneté.

*Pour la 2e classe du grade d'ingénieur adjoint.*

1 MM. Rouault (Jean), choix.
2 Marcel (Jean), ancienneté.

*Pour la 3e classe du grade d'ingénieur adjoint.*

1 MM. Carpentier (Roger), choix.
2 Roy (André), ancienneté.
3 Lothe (Robert), ancienneté.
4 Consoli (Alfeo), choix.
5 Lheureux (Charles), ancienneté-choix.

Par arrêté en date du 5 décembre 1953, les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (mines) dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1953, ont été promus:

*A la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur.*

Indice 475.

M. Bertinchamps (Eloi), à compter du 26 mai 1953.
M. Gayraud (Paul), à compter du 1er août 1953.

Indice 450.

MM. Allot (Louis), Planchon (Gaston) (service détaché), à compter du 26 mai 1953.
M. Regerat (Lucien), à compter du 1er août 1953.

*A la 1re classe du grade d'ingénieur.*

MM. Alçon (André), Pons (Jean) (service détaché), à compter du 1er janvier 1953.

*A la 2e classe du grade d'ingénieur.*

MM. Dumas (Pierre), Aubignat (André), Bousquet (Roland) (service détaché), à compter du 1er janvier 1953.
MM. Decamps (Antoine), Lalande (André), à compter du 1er juin 1953.
MM. Bouyssounouse (Georges), Tarbouriech (Léon), Foucher (Charles), à compter du 1er juillet 1953.

*A la 3e classe du grade d'ingénieur.*

MM. Massip (Eloi), Payen (Félix), à compter du 1er janvier 1953.
MM. Rouffiac (Jean), Troutot (Louis) (service détaché), à compter du 11 février 1953.
MM. Mangou (Léon), Delepine (Eugène), Paulet (Adrien), Rouille (Henri), Decriem (Léon), Dufour (René), Dubasque (Henri), Sachet (Jean), Pairet (Jean), Rabasse (Jean), à compter du 1er juillet 1953.
MM. Herenguel (Roland), Genty (Georges), à compter du 7 septembre 1953.

*A la 4e classe du grade d'ingénieur.*

MM. Siegemund (Emile), Lecerf (Roger), à compter du 1er janvier 1953.
M. Handke (Florian) (service détaché), à compter du 19 avril 1953.
MM. Anneron (Georges), Seulin (Martin) (service détaché), à compter du 1er septembre 1953.
M. Gavronski (Roman), à compter du 4 décembre 1953.

*A la 1re classe du grade d'ingénieur adjoint.*

MM. Lugez (Abel), Soubeyrand (Louis), à compter du 21 mai 1953.

*A la 2e classe du grade d'ingénieur adjoint.*

MM. Rouault (Jean), Marcel (Jean) (après utilisation de 1 an 9 mois 9 jours de B. A. S. M.; l'intéressé conservant à la date du 23 octobre 1953 un reliquat d'ancienneté de 9 mois), à compter du 23 octobre 1953.

*A la 3e classe du grade d'ingénieur adjoint.*

MM. Carpentier (Roger), Roy (André), Lothe (Robert), Consoli (Alfeo), Lheureux (Charles), à compter du 1er mars 1953.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Décret portant désignation du gouverneur par intérim du Soudan français.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 décembre 1953, page 10859, 2e colonne:

Au lieu de:

« Art. 1er. — M. Geay (Lucien), gouverneur de 2e classe de la France d'outre-mer, est nommé gouverneur par intérim du Soudan français, en remplacement du gouverneur titulaire absent ».

Lire:

« Art. 1er. — M. Geay (Lucien), gouverneur de 2e classe de la France d'outre-mer, est nommé gouverneur par intérim du Soudan français, en remplacement du gouverneur titulaire absent, pour compter du 28 novembre 1953 ».

**Mise en position de mission d'un médecin colonel des troupes coloniales.**

Par arrêté du 7 décembre 1953, M. le médecin colonel Richet (Pierre) est placé dans la position de mission dans la métropole et en Espagne, pour compter du 29 septembre 1953 et pour une durée de dix-huit jours, comme représentant de l'Afrique équatoriale française au IVe congrès international de la lèpre, à Madrid (Espagne).

**Administration générale.**

Par arrêté du 3 décembre 1953, la démission de M. Le Saicherre (André), sous-chef de bureau de 2e classe d'administration générale d'outre-mer, est acceptée pour compter du 20 octobre 1953.

**Mines.**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 décembre 1953, l'arrêté du 16 février 1953 portant nomination de M. Seren (André) en qualité d'ingénieur adjoint de 4e classe stagiaire des mines de la France d'outre-mer a été et demeure rapporté.

**Géologues.**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 décembre 1953, a été constaté, pour compter du 1er novembre 1953, l'avancement automatique au 2e échelon du grade de géologue principal de 4e classe de M. Tessier (Fernand), géologue principal de 4e classe, 1er échelon, du cadre général des géologues de la France d'outre-mer (rappels pour services militaires épuisés pour avancement en échelon).

**Sages-femmes.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 26 novembre 1953, Mme Rolle (Marthe-Alice), sage-femme coloniale de 4e classe, est admise à la retraite pour invalidité.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

**Agrément d'une société bancaire pour recevoir en dépôt les fonds de disponibilité courante des caisses de congés payés.**

Par arrêté du 26 novembre 1953, la banque Morin et Ce, dont le siège social est 11, rue de l'Arbre-Sec, et 12, rue de la République, à Lyon, a été agréée pour recevoir en dépôt les fonds de disponibilité courante des caisses de congés payés.

**Modification de l'arrêté du 25 août 1949, fixant le tarif-limite de responsabilité des organismes de sécurité sociale en matière d'analyses et d'examens de laboratoire.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'article 14, 2e alinéa, de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles;

Vu l'arrêté du 25 août 1949 modifié par l'arrêté du 28 février 1952;

Sur la proposition du directeur général de la sécurité sociale,

Arrête:

Art. 1er. — La liste des analyses et examens de laboratoire annexée à l'article 1er de l'arrêté du 25 août 1949 modifié est à nouveau modifiée et complétée comme suit:

. . . . . .

B. — *Examens hémotologiques.*

1° Remplacer l'inscription:

« Le même moyen avec formule d'Arneth et diamètre moyen: B. 50 E »,

par les suivantes:

« Formule d'Arneth: B. 15 E »;

« Mesure du diamètre moyen des hématies: B. 10 E »;

2° Après: « Détermination du facteur Rhésus avec sous-groupe B. 50 E », ajouter: « Détermination du facteur Rhésus standard: B. 40 E »;

3° Après: « Recherches de l'hémoglobinurie B. 15 », ajouter: « Test de résistance à l'héparine: B. 50 ».

. . . . . .

F. — *Dysfonctions endocriniennes et carences.*

. . . . . .

1° Après: « Mesure physiologique de la folliculine: B. 80 E », ajouter:

« Dosage chimique de la folliculine: B. 80 E;
« Dosage des glycobutylosolubles: B. 80 E;
« Dosage des glycobutylosolubles avec le pregnandiol: B. 100 E »;

2° Remplacer l'inscription: « Recherche du chorioépithéliome; B. 90 E » par la suivante:

« Recherche du chorioépithéliome, chaque dosage d'hormone choriale: B. 90 E »;

3° Supprimer l'inscription: « Dosage du testostérone: B. 80 E » figurant après: « Etude des 11 cetostéroïdes: B. 70 E »;

4° Après « Etude du test de l'hypocalcémie (deux dosages): B. 60 E », ajouter:

« Test de Thorn (fourniture des produits non comprise): B. 40 E ».

. . . . . .

G. — *Examens cyto-hormonaux.*

Après: « Etude du P. H. vaginal: B. 5 », ajouter:

« Test d'Aron (T. S. H.): B. 100 E ».

. . . . . .

J. — *Examens sérologiques.*

1° Remplacer l'inscription: « Autres recherches par agglutination: B. 20 » par la suivante:

« Séro-diagnostic bactériologique par agglutination: B. 20 »;

2° Après cette inscription, ajouter:

« Test aspécifique de floculation du sérum:
« Une réaction: B. 25;
« Chaque réaction en plus: B. 10 ».

L. — *Examens chimiques.*

1° Après: « Recherche de l'hémoglobine oxycarbonée (spectrométrie): B. 15 », ajouter:

« Plomburie: B. 40;
« Plombénie: B. 50;
« Plombénie par le ditizone: B. 60;
« Plombénie par la spectrographie: B. 60;
« Benzène dans le sang: B. 65;
« Alcool dans le sang: B. 50;
« Cholestérinase: B. 25;
« Dosage de l'acétone et du chloroforme dans le sang: B. 50 ».

2° Remplacer l'inscription: « Valeur nutritive du lait: B. 30 E », par la suivante:

« Dosage du beurre et du lactose dans le lait de femme: B. 30 E ».

Art. 2. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 4 décembre 1953.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FRANÇOIS WATINE.

**Fusion d'unions de sociétés mutualistes.**

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 6 décembre 1953, a été approuvée la fusion des unions de sociétés mutualistes dites: Pharmacie de l'Union des sociétés de secours mutuels d'Aix, n° 13-773, à Aix-en-Provence; La Mutualité maternelle, n° 13-815, à Aix-en-Provence, avec l'union de sociétés mutualistes dite: Conseil supérieur de la mutualité aixoise, n° 13-546, à Aix-en-Provence, qui s'appellera désormais: Union des sociétés mutualistes d'Aix-en-Provence, n° 13-546, à Aix-en-Provence.

**Fusion de sociétés mutualistes.**

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 6 décembre 1953, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: La Fraternelle, n° 38-432, à Vinay, avec la société mutualiste dite: L'Union, n° 38-139, à Vinay, qui s'appellera désormais: L'Union fraternelle, n° 38-139, à Vinay.

DÉPARTEMENT DU RHÔNE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 8 décembre 1953, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: Association des agents classés et assimilés des chemins de fer P.-L.-M., n° 69-202, à Lyon, avec la société mutualiste dite: Employés de caisse et de magasin La Fraternité, n° 69-49, à Lyon.

**Barème des cotisations prévu à l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1946 pour les industries du caoutchouc, papier, carton et de l'eau, du gaz et de l'électricité (accidents du travail).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 novembre 1953:

Page 10686, 2e colonne, au visa des textes, au lieu de: « répartition des accidents du travail », lire: « réparation des accidents du travail »; à l'article 1er, 2e ligne, au lieu de: « visées », lire: « visée ».

Page 10687, 2e colonne, au visa des textes, au lieu de: « répartition des accidents du travail », lire: « réparation des accidents du travail ».

# MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

**Homologation de coefficients d'adaptation des prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis dans divers départements.**

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 15 décembre 1953, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de la Seine-Inférieure affectés du coefficient de base 19,70 établi en valeur septembre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 1er octobre 1953, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 15 décembre 1953, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département d'Indre-et-Loire, affectés du coefficient de base 17,70 établi en valeur octobre 1953.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois d'octobre 1953 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de septembre 1953, le coefficient fixé par l'arrêté du 23 septembre 1952, rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels, restera en vigueur.

**Administration centrale.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 6 décembre 1953: page 10929, 1re colonne, 9e et 10e ligne, au lieu de: « le bénéfice des dispositions de la loi du 19 octobre 1946 au statut général des fonctionnaires », lire: « le bénéfice des dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires ».

**Services extérieurs.**

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 14 décembre 1953, M. Watel (Paul), ingénieur en chef titulaire, 4e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement à la délégation départementale du Nord, est, en exécution des dispositions du tableau d'avancement valable pour 1952, promu à l'échelon exceptionnel du grade d'ingénieur en chef, à compter du 1er janvier 1952.

**Circulaire du 15 décembre 1953 relative à la participation des employeurs à l'effort de construction.**

*Le ministre de la reconstruction et du logement à Messieurs les préfets et Messieurs les directeurs des services départementaux.*

(1) Le décret n° 53-701 du 9 août 1953 a institué une participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction. Cette mesure est susceptible d'avoir une portée très grande et de contribuer d'autant plus efficacement au succès de la politique de construction amorcée par les pouvoirs publics que les sommes dont il s'agit viendront parfaire les possibilités déjà offertes aux constructeurs par les mécanismes de prêts existants.

L'objet de la présente circulaire est double: d'une part, elle comporte des indications et des conseils d'ordre général sur l'orientation qu'il est souhaitable de voir prendre à cette participation obligatoire, dont les modalités sont extrêmement souples. D'autre part, elle précise les conditions d'application du décret du 9 août 1953, du décret n° 53-1181 du 2 décembre 1953 et de l'arrêté portant la même date.

PREMIERE PARTIE

**Considérations générales.**

Nombreuses sont les entreprises qui n'ont pas attendu la publication du décret du 9 août 1953 pour participer au logement de leur personnel. Mais plus nombreuses encore sont celles qui, pour la première fois, se trouvent placées, à la suite de la publication de ce texte, devant le problème du choix des modalités d'investissement les meilleures.

Vous vous inspirerez des considérations suivantes pour répondre aux demandes de renseignements qui ne manqueront pas de vous être adressées. Vous permettrez ainsi aux employeurs d'éviter des mécomptes et de donner à leurs efforts le meilleur rendement et le maximum d'efficacité.

(2) 1. — Il importe que le choix à opérer parmi les possibilités très variées d'investissement soit effectué beaucoup plus en considération des avantages durables que peut valoir aux employeurs leur action en ce domaine que par le profit immédiat qu'ils peuvent en tirer.

Ceux d'entre eux qui exercent leur industrie à l'écart des grandes agglomérations ont déjà pris conscience de l'intérêt que présente pour eux un effort en faveur du logement.

Dans les grandes villes industrielles et commerciales, le bénéfice que peuvent retirer les employeurs d'une action en ce domaine, pour être moins apparent, n'en est pas moins certain. Peu d'activités sont en mesure de concourir autant à un climat de paix sociale. L'influence bienfaisante sur l'activité d'une cité d'une industrie du bâtiment prospère ne doit pas non plus être négligée.

Ces idées seront présentes à l'esprit des employeurs lorsqu'ils auront à choisir entre les deux principales possibilités qui leur sont offertes: versements à fonds perdus à des organismes chargés de promouvoir la construction, ou investissements laissant aux entreprises la propriété de leurs apports.

(3) 2. — Il est très souhaitable que les investissements des entreprises soient effectués sur place. Dans le cas, toutefois, où les besoins locaux seraient déjà satisfaits, une action pourra être menée sur un plan plus large, à l'échelon de la région et même de la nation. C'est ainsi que certaines entreprises qui ont des établissements dans plusieurs localités estimeront parfois devoir porter leurs efforts plus particulièrement dans l'une d'entre elles.

Les logements construits seront le plus souvent destinés aux salariés des employeurs astreints à l'obligation d'investir. Mais ils pourront également être utilisés à d'autres fins. Déjà certains comités interprofessionnels du logement ont montré l'exemple en logeant dans leurs immeubles des personnes appartenant à toutes les catégories de la population.

(4) 3. — La participation obligatoire des employeurs a été instituée en faveur de la construction de logements. Elle ne peut donc prendre la forme de travaux de réparation ou d'entretien effectués sur des logements existants, pas plus que toute forme d'aide au logement qui ne serait pas la construction de logements neufs.

La politique du logement est orientée vers la construction de logements simples répondant à des normes maxima de surface et de prix de revient tout en restant durables et confortables. Les logements construits avec la participation des employeurs doivent s'inscrire dans cette politique. Sauf de rares exceptions limitativement précisées, seuls les logements répondant aux normes prévues pour les habitations à loyer modéré ou les logements économiques et familiaux seront pris en considération. Ainsi la participation qui a été demandée aux employeurs contribuera le plus efficacement, dans les circonstances présentes, à résoudre la crise du logement.

(5) 4. — Sauf pour quelques très grosses entreprises susceptibles de réaliser seules des programme importants, ainsi que pour les employeurs dont l'activité se situe à l'écart des agglomérations, une action isolée ne peut avoir un rendement comparable à la réalisation en commun de programmes importants. En confiant à des organismes spécialisés la contruction de logements, les employeurs se décharger ont d'une tâche pour laquelle ils ne disposent pas en général d'un personnel qualifié et qu'ils éprouveraient des difficultés à mener à bien.

Il existe presque partout des organismes sûrs auxquels les employeurs pourront confier leur participation et qui seront en mesure de réaliser des ensembles immobiliers importants avec tous les avantages qu'ils comportent: extension harmonieuse des cités, continuité des programmes, économie des prix de revient, technique améliorée, indépendance et stabilité données aux occupants des logements construits.

Les employeurs qui confieront ainsi à des organismes la tâche d'investir les fonds qu'ils leur verseront ne perdront pas pour autant la possibilité de loger leurs propres salariés. Ils pourront, en effet, demander à ces organismes d'utiliser ces fonds en fonction des besoins de leur personnel.

Les chambres de commerce, les comités interprofessionnels du logement, les communes et les organismes d'habitations à loyer modéré sont appelés à jouer un rôle particulièrement important en ce domaine. Aussi les employeurs seront-ils invités, avant de prendre une décision, à se mettre en rapport avec ceux de ces organismes qui manifestent de l'activité dans leur localité ou leur région.

Des comités départementaux d'aide au logement (CODAL) existent déjà dans quelques départements. Ils pourront concourir heureusement à la coordination des activités des organismes collecteurs.

(6) 5. — Le plus souvent, les organismes collecteurs ne construiront pas eux-mêmes et leur rôle consistera bien plutôt à apporter leur concours à des organismes constructeurs spécialisés.

C'est en s'attachant à promouvoir des réalisations diversifiées par leur mode de financement, par leur régime juridique (propriété ou location), par les solutions techniques adoptées (immeubles collectifs ou individuels) que les organismes collecteurs contribueront le plus efficacement au succès de cette nouvelle institution.

Les organismes constructeurs s'efforceront pour leur part de multiplier les réalisations les mieux adaptées aux besoins par l'emploi des ressources nouvelles à titre d'apport complémentaire des modalités de financement existant (prêt de la caisse des dépôts et consignations et prêt du Crédit foncier de France notamment).

(7) 6. — Les employeurs seront mis en garde contre les agissements de personnes désireuses, à la faveur de l'institution nouvelle, de réaliser des profits personnels beaucoup plus que de contribuer efficacement à résoudre la crise du logement, et qui viendront proposer aux entreprises de verser leur participation à des sociétés ou autres organismes créés à leur initiative. Les employeurs trouveront auprès des directeurs des services départementaux du ministère de la reconstruction et du logement, aussi bien qu'auprès de leurs organisations syndicales, tous renseignements de nature à leur faire éviter ce danger.

## DEUXIEME PARTIE

### Précisions concernant l'application du décret du 9 août 1953.

(8) SECTION 1. — EMPLOYEURS SOUMIS A L'OBLIGATION D'INVESTISSEMENT

Tous les employeurs exerçant une activité industrielle ou commerciale et occupant au moins dix salariés sont soumis à l'obligation d'investissement édictée par le décret du 9 août 1953.

1. — La nature de l'activité exercée est déterminante pour l'assujettissement aux dispositions du décret. C'est ainsi que les établissements publics à caractère industriel ou commercial, les entreprises nationalisées, les entreprises concessionnaires, les régies exploitant des services à caractère industriel ou commercial (par exemple: transports en commun), les arsenaux pour leurs activités de reconversion, les ports ou aéroports, etc., sont soumis à l'obligation nouvelle.

2. — Pour être redevables de l'investissement obligatoire, les employeurs doivent avoir occupé au cours de l'exercice écoulé un nombre mensuel moyen d'au moins dix salariés.

Ceux des employeurs qui remplissent cette condition, mais qui ont occupé au cours de l'exercice de référence des salariés à temps incomplet ou d'une manière intermittente ou travaillant à domicile, ne sont soumis à l'obligation d'investissement que si le montant total des salaires versés pendant l'exercice écoulé a été au moins égal à dix fois le salaire minimum interprofessionnel garanti afférent à la commune, lieu du principal établissement, multiplié par le nombre de mois que comporte l'exercice considéré.

Cette disposition est applicable aussi bien aux entreprises à activité saisonnière qu'à celles employant, par exemple, des représentants de commerce à cartes multiples.

Il n'y a donc pas lieu de faire entrer en ligne de compte les apprentis titulaires d'un contrat d'apprentissage pour déterminer si une entreprise compte plus ou moins de dix salariés.

3. — S'agissant d'un groupement d'entreprises revêtant la forme d'une association en participation, les investissements peuvent être réalisés soit par l'association elle-même, soit directement par chacun des participants dans la proportion correspondant à celles de ses droits dans l'association. Il appartient au gérant de l'association, après accord avec les entreprises intéressées, de préciser dans la déclaration à remplir annuellement la solution retenue, en indiquant, le cas échéant, le montant des investissements à effectuer par chacun des participants.

SECTION 2. — BASES DE CALCUL DE L'INVESTISSEMENT OBLIGATOIRE

(9) L'article 1er du décret du 9 août 1953 a fixé à 1 p. 100 du montant, entendu au sens de l'article 231 du code général des impôts, des salaires payés au cours de l'exercice écoulé, l'investissement annuel obligatoire.

1. — Tous les salaires dont le payement entraine pour l'employeur l'assujettissement au versement forfaitaire prévu par l'article 231 du code général des impôts, complété par les articles 51 à 53 de l'annexe III dudit code, sont pris en considération pour l'application du décret du 9 août 1953, dans les conditions définies par les articles susvisés: c'est par conséquent le montant brut de l'ensemble de ces rémunérations, majoré éventuellement des avantages en nature, qui est retenu comme base de calcul, les cotisations de sécurité sociale et les retenues pour la retraite n'étant pas déduites.

En revanche, il est éventuellement tenu compte, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves que pour le versement forfaitaire, de la déduction supplémentaire pour frais professionnels concernant les salariés appartenant à certaines catégories de professions (cf. art. 5 de l'annexe IV au code général des impôts).

Les rémunérations des apprentis sont prises en considération.

Lorsqu'il s'agit de salariés rémunérés au pourboire, le montant de l'investissement obligatoire est calculé d'après le salaire minimum garanti applicable dans la région considérée.

2. — Les salaires de référence pour la détermination des investissements à réaliser annuellement sont, aux termes de l'article 1er du décret du 9 août 1953, les salaires versés au cours de l'exercice « écoulé » c'est-à-dire du précédent exercice clos: ainsi, pour les entreprises dont l'exercice est clos le 31 décembre, les investissements à effectuer en 1954 seront calculés sur la base des salaires versés au cours de l'exercice 1er janvier-31 décembre 1953.

SECTION 3. — MODALITÉS DE RÉALISATION DES INVESTISSEMENTS

(10) Les possibilités très variées offertes aux employeurs pour s'acquitter de l'obligation d'investissement, sont énumérées à l'article 2 du décret du 9 août 1953, aux articles 3 à 5 du décret du 2 décembre 1953, et à l'article 1er de l'arrêté de la même date. Elles peuvent être classées en trois catégories.

*1° Versements à fonds perdus* (1).

Ces versements seront le plus souvent effectués en faveur des organismes ci-après:

— Communes et départements.

— Chambres de commerce.

— Groupements sans but lucratif ayant pour objet de construire ou de promouvoir la construction de logements et notamment groupements professionnels ou interprofessionnels.

— Offices et sociétés d'habitations à loyer modéré et de crédit immobilier.

— Organismes désintéressés accordant des prêts complémentaires ou des subventions à la construction, à caractère professionnel ou interprofessionnel, ou constitués à l'initiative des collectivités locales.

A ces diverses modalités s'ajoutent bien entendu:

— L'octroi de subventions consenties directement par une entreprise à ses salariés.

— Les versements au fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique prévus à l'article 9 de la loi du 11 juillet 1953.

(1) L'article 25 de la loi du 25 juillet 1953 prévoit notamment que seront désignés par décret les sociétés et organismes ayant pour objet la construction d'immeubles d'habitation pour lesquelles l'aide apportée à fonds perdus par des entreprises industrielles ou commerciales pourra être portée au compte de frais généraux de ces entreprises.

2° *Investissements sous forme de constructions directes ou de souscriptions d'actions ou de parts* (1).

Les souscriptions d'actions ou parts pourront intervenir à l'égard des sociétés visées au 1° ci-dessus, ainsi qu'auprès des organismes suivants:

— Sociétés immobilières d'économie mixte.

— Sociétés immobilières visées à l'article 2, 4° alinéa, du décret du 9 août 1953.

— Sociétés immobilières de construction constituées ou fonctionnant sous l'égide de chambres de commerce ou de groupements désintéressés à caractère professionnel ou interprofessionnel ou d'organismes désintéressés agréés par le ministre de la reconstruction et du logement.

— Associations syndicales et coopératives de reconstruction habilitées à construire pour les non-sinistrés dans les conditions prévues au décret n° 53-1179 du 1er décembre 1953.

3° *Prêts consentis ou obligations souscrites auprès des organismes visés aux 1° et 2° ci-dessus; prêts directs consentis aux salariés.*

Ces investissements ne donnent lieu à aucune exonération fiscale particulière.

⁂

*I. — Précisions concernant les investissements effectués auprès de certains organismes habilités à recevoir des versements à fonds perdus des employeurs.*

(11) a) *Communes et départements.* — L'article 1er *a*) de l'arrêté du 2 décembre 1953 a prévu la possibilité de versements effectués par les employeurs aux collectivités locales, en vue de la construction de logements ne dépassant pas les normes prévues pour les logements économiques ou les habitations à loyer modéré.

Les mêmes collectivités peuvent, également en vertu du *c*) du même texte, accorder des subventions à des constructeurs (ou exceptionnellement des prêts, si les sommes versées par les employeurs ont été portées à un compte spécial [fonds de concours]).

(12) b) *Chambres de commerce.* — Le décret n° 53-849 du 18 septembre 1953 a habilité expressément les chambres de commerce à réaliser dans leur circonscription des programmes de construction de logements et d'amélioration de l'habitat, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes habilités à construire ou à gérer des immeubles destinés à la location ou à l'accession à la propriété. Pour ces opérations, les chambres de commerce peuvent être autorisées à émettre des emprunts dans les conditions prévues à l'article 22 de la loi du 9 août 1898. Elles peuvent également garantir, au même titre que les collectivités locales, les emprunts contractés par les organismes d'habitations à loyer modéré et de crédit immobilier, après autorisation du ministre des finances et du ministre de l'industrie et du commerce.

Les chambres de commerce peuvent apporter leur concours à des opérations effectuées soit par des organismes d'habitations à loyer modéré ou des sociétés immobilières, soit par des particuliers; elles peuvent également construire directement.

(13) c) *Groupements à but non lucratif.* — Le décret du 9 août 1953 a cité à deux reprises les groupements sans but lucratif comme susceptibles de recevoir directement les fonds versés par les employeurs: une première fois en leur permettant de recueillir des cotisations; la seconde fois en les autorisant à recevoir des prêts ou des subventions pour la poursuite d'opérations de construction. Leur action pourra s'exercer sous les formes les plus diverses (constitution de sociétés de construction, octroi de prêts, etc.).

Il n'existe pas de liste limitative des groupements de cette nature, ni de procédure préalable d'agrément pour les habiliter à recevoir les versements des employeurs. Mais un contrôle sera effectué sur leur activité.

Les groupements en cause ne sauraient en aucun cas être constitués sous la forme de sociétés, sauf le cas des sociétés mutualistes.

En ce qui concerne les associations de la loi de 1901, seules celles créées essentiellement dans le but de construire ou de promouvoir le développement de la construction, comme les comités interprofessionnels du logement (C. I. L.) par exemple, peuvent recevoir les participations des employeurs. Celles dont l'activité ne comporte qu'accessoirement la construction de logements sont exclues.

(14) d) *Offices et sociétés d'habitations à loyer modéré et sociétés de crédit immobilier.* — Les avantages que présente l'orientation vers ces organismes (sous forme de souscriptions d'actions ou d'obligations aussi bien que sous forme de subventions) d'une partie importante des sommes correspondant à l'obligation d'investir, ont été indiqués plus haut.

(15) e) *Organismes accordant des prêts complémentaires ou des subventions à la construction.* — L'arrêté du 2 décembre 1953 a précisé que ces organismes doivent avoir un caractère professionnel ou interprofessionnel ou être constitués à l'initiative de collectivités locales. Ils doivent en outre présenter un caractère nettement désintéressé, ce qui implique le plus souvent la forme juridique de l'association de la loi de 1901 ou de la société de secours mutuel et exclut des organismes tels que les banques, les compagnies d'assurances, etc.

Parmi ces organismes figurent notamment les sociétés mutualistes, les caisses d'allocations familiales et les comités interprofessionnels du logement.

Leur concours ne pourra être consenti qu'exceptionnellement à des organismes n'ayant pas pour objet exclusif la construction de logements et après qu'ils se seront assurés que l'emploi des fonds sera strictement conforme aux règles fixées à la section I de la présente circulaire.

Les prêts consentis par eux en vue de favoriser la construction ne sont pas soumis à la disposition de l'article 2, 6e alinéa, du décret du 9 août 1953 fixant à dix ans la durée minimum des prêts consentis directement par les employeurs à leur personnel.

(16) f) *Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique prévu à l'article 9 de la loi du 11 juillet 1953.* — Les modalités de fonctionnement de ce fonds seront précisées en temps utile.

*II. — Précisions concernant la participation des employeurs aux opérations poursuivies par des sociétés de construction.*

(17) a) *Sociétés immobilières d'économie mixte.* — La participation des entreprises à des sociétés d'économie mixte de construction permettra d'associer, en vue de la réalisation de programmes communs, les municipalités et les départements avec les chefs d'entreprises.

Une telle formule est susceptible de se développer depuis le décret du 30 septembre 1953. Ce texte a prévu, en effet, que les sociétés de ce type, dont les statuts seront conformes à des statuts types, pourront se constituer sans que les délibérations des assemblées locales relatives à la participation des communes ou des départements aient besoin d'être soumises à la formalité d'un agrément par décret en conseil d'Etat.

(18) b) *Sociétés immobilières de construction prévues à l'article 1er a) de l'arrêté du 2 décembre 1953.* — Les employeurs ont la possibilité de souscrire des titres émis par les sociétés visées à l'article 1er *a*) de l'arrêté du 2 décembre 1953.

Ces sociétés — qui seront le plus souvent créées dans le cadre de la loi du 28 juin 1938 ou du 10 novembre 1947, lorsqu'elles auront pour objet l'exécution d'un programme localisé sur un terrain d'un seul tenant — doivent être constituées ou fonctionner sous l'égide de chambres de commerce ou de groupements désintéressés à caractère professionnel ou interprofessionnel (comités interprofessionnels du logement, notamment). Le patronage de ces organismes sera mentionné dans les imprimés utilisés par lesdites sociétés.

Des sociétés semblables pourront également être constituées sous l'égide d'autres organismes désintéressés qui auront fait, au préalable, l'objet d'un agrément du ministre de la reconstruction et du logement.

L'incessibilité des titres de ces sociétés, ainsi que des sociétés d'économie mixte, n'est pas exigée. Il est seulement prévu qu'en cas de vente avant l'expiration d'un délai de dix ans, les sommes correspondantes doivent être réinvesties jusqu'à l'expiration de ce délai.

(1) *a*) Les constructions directement effectuées par les employeurs d'immeubles d'habitation destinés au logement de leur personnel peuvent, en vertu de l'article 24 (§ 1), de la loi du 25 juillet 1953, donner lieu dès l'achèvement de ces constructions, à un amortissement exceptionnel égal à 50 p. 100 de leur prix de revient, déductible pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés. La valeur résiduelle desdites constructions est amortissable sur une durée de quarante ans.

*b*) En vertu de l'article 25 de la même loi, l'amortissement exceptionnel de 50 p. 100 est applicable aux actions ou parts acquises par les employeurs auprès de sociétés d'habitations à loyer modéré, de sociétés de crédit immobilier, et de sociétés ou organismes ayant pour objet la construction d'immeubles d'habitation dont la liste sera fixée par décret.

(19) c) *Organismes visés à l'article 2, quatrième alinéa, du décret du 9 août 1953.* — Ces dispositions prévoient que les titres acquis par les employeurs ne doivent pas comporter le payement d'intérêts supérieurs à 6 p. 100 et doivent être incessibles pendant dix ans. Les bénéfices réalisés doivent être réinvestis dans la construction de logements.

Cette condition d'incessibilité n'est pas exigée pour les titres émis par les organismes d'habitations à loyer modéré dont la réglementation propre écarte, au surplus, toute idée de spéculation.

L'incessibilité des titres devra être prévue expressément dans les statuts. En outre, chaque titre devra comporter une mention faisant apparaître qu'il est incessible pendant dix ans.

(20) III. — *Précisions concernant les prêts directement consentis par une entreprise à ses salariés.*

1. — Les prêts consentis par une entreprise à ses salariés seront le plus souvent complémentaires de ceux accordés déjà par des sociétés de crédit immobilier ou par le Crédit foncier de France. L'article 4 du règlement d'administration publique du 2 décembre 1953 dispose que si ces prêts sont productifs d'intérêts, leur taux d'intérêt ne doit pas excéder 3 p. 100. En outre, s'ils sont consentis pour la construction de logements dépassant les normes prévues pour les habitations à loyer modéré ou les logements économiques, ils ne sont pris en compte que pour la fraction n'excédant pas 20 p. 100, prix d'achat du terrain compris.

2. — Si des prêts sont accordés à des salariés qui n'ont pas contracté d'emprunts auprès de l'un des organismes susvisés, ces prêts ne seront pris en considération qu'à la condition qu'il s'agisse de logements répondant aux normes visées ci-dessus. Si cette condition est remplie, leur montant pourra être retenu même au delà de 20 p. 100 des dépenses de construction et d'achat du terrain.

3. — Les prêts peuvent faire l'objet de remboursement par annuités constantes, ainsi que de remboursements anticipés laissés à l'initiative des emprunteurs.

Toute somme remboursée avant l'expiration d'un délai de dix ans doit être réinvestie, pour la durée restant à courir, sous l'une des formes prévues par le décret du 9 août 1953.

(21) SECTION 4. — CARACTÉRISTIQUES AUXQUELLES DOIVENT RÉPONDRE LES RÉALISATIONS EFFECTUÉES

1° En règle générale, les logements édifiés dans le cadre de l'obligation d'investissement de 1 p. 100 ne doivent pas excéder les normes prévues pour les habitations à loyer modéré ou les logements économiques et familiaux.

Il ne peut en être autrement que pour les logements construits par les sociétés immobilières visées à l'article 2, quatrième alinéa, du décret du 9 août 1953 ainsi que pour les logements construits par des bénéficiaires de prêts complémentaires effectués au moyen de fonds correspondant au 1 p. 100.

Les constructions provisoires ne peuvent être prises en considération. Par contre, seront admis, s'ils présentent des caractéristiques satisfaisantes, et après agrément du directeur des services départementaux du ministère de la reconstruction et du logement, les logements destinés à l'habitation en commun, notamment ceux conçus pour la main-d'œuvre nord-africaine.

Ne sont pas pris en considération les versements effectués pour l'acquisition de logements situés dans des immeubles commencés avant la publication du décret du 9 août 1953.

(22) 2° Ne peuvent être pris en considération les locaux affectés aux gardiens et concierges, ainsi que ceux dont l'accès n'est pas indépendant de celui de l'établissement industriel ou commercial.

C'est ainsi que les locaux destinés aux gérants de magasins tenus par des sociétés à succursales multiples devront comporter une entrée distincte pour l'habitation.

(23) 3° Les opérations de surélévation et d'addition sont assimilées à des constructions. Il en est de même des travaux de mise en état d'habitabilité lorsque leur importance justifie l'octroi de primes à taux réduit (200 ou 300 F); les logements résultant de ces travaux ne doivent pas dépasser les normes fixées précédemment.

(24) 4° *a*) Les acquisitions de terrains par un employeur qui construit directement peuvent être prises en considération si la construction intervient dans un délai de trois ans. A l'expiration de ce délai, l'employeur devra fournir les justifications demandées à l'article 1371 *quater* du code général des impôts. A défaut, il sera fait application de l'article 3 du décret du 9 août 1953 instituant une cotisation de 2 p. 100 à l'encontre des entreprises défaillantes.

Le prix du terrain et les frais de mise en état de viabilité ne peuvent être pris en compte qu'à concurrence de 20 p. 100 du montant de l'investissement obligatoire.

*b*) La même faculté est ouverte, dans les mêmes conditions, aux organismes collecteurs qui construisent ou font construire. Toutefois, ceux-ci auront exceptionnellement la faculté, jusqu'au 31 décembre 1954, de porter à 40 p. 100 des fonds recueillis la part affectée au financement de l'acquisition de terrains et à l'exécution des travaux de mise en état de viabilité. Ils pourront, de la même manière, utiliser, du 1er janvier au 31 décembre 1955, 30 p. 100 des fonds recueillis pendant cette période. Les fonds correspondant à cette faculté supplémentaire d'utilisation (au delà de 20 p. 100) devront être réinvestis ultérieurement dans des travaux de construction proprement dits.

Le délai de trois ans prévu au paragraphe *a*) ci-dessus pourra être exceptionnellement prorogé, année par année, dans la limite d'un délai de six ans, en faveur des organismes collecteurs qui construisent ou font construire des ensembles à réaliser par tranches successives.

(25) 5° Les dépenses de construction comportent les frais de branchement aux réseaux de distribution et aux canalisations d'égouts, ainsi que les honoraires d'architectes.

(26) 6° Si les logements construits directement par un employeur sont cédés avant un délai de dix ans, le réinvestissement des sommes correspondantes doit être effectué dans les conditions habituelles.

(27) 7° Les investissements peuvent être effectués en Algérie ou dans les départements d'outre-mer par les employeurs qui y ont des établissements.

SECTION 5. — MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

Aux termes de l'article 9 du règlement d'administration publique du 2 décembre 1953, seules les sommes effectivement versées sont prises en considération pour l'application du décret du 9 août.

(28) 1. — Les sommes doivent avoir été effectivement déboursées à l'expiration de l'exercice considéré. Toutefois, pendant la période comprise entre le 1er septembre 1953 et la fin de l'exercice en cours à cette date, les sommes correspondant à des dépenses effectivement engagées et afférentes à des travaux de construction de logements pourront, exceptionnellement, être prises en considération pour la détermination des investissements réalisés, sous réserve que ces travaux aient fait l'objet d'un commencement d'exécution.

(29) 2. — Les versements effectués auprès des organismes habilités à collecter les fonds doivent faire l'objet de la délivrance de reçus libératoires signés, datés et numérotés, tirés d'un registre à souche.

Lorsqu'un organisme reçoit des versements sous plusieurs formes, il est recommandé d'utiliser des registres distincts par chaque catégorie de versements (versements à fonds perdus, prêts ou souscriptions d'obligations, souscriptions d'actions ou de parts).

Certains organismes collecteurs tels que les chambres de commerce ou les C. I. L. pourront être conduits à recevoir des versements effectués par des employeurs désireux d'obtenir ultérieurement, en contrepartie, des titres de sociétés immobilières. Les organismes collecteurs délivreront dans ce cas des reçus provisoires signés et datés portant indication de la destination des fonds. Dans un délai au plus égal à trois mois à compter de la date de délivrance des reçus provisoires, des reçus définitifs se substituant à eux devront être délivrés aux employeurs par les sociétés ou autres organismes auxquels les fonds auront été définitivement affectés.

(30) 3. — Ne sont pas pris en considération, les investissements effectués au moyen d'emprunts à long terme ou à moyen terme contractés en vue de la construction d'habitations. Par contre sont déductibles les annuités d'amortissement afférentes à ces emprunts.

A titre d'exemple, une société qui serait astreinte à un investissement annuel de 10 millions et qui réaliserait une opération de construction de 20 millions dont 15 seraient financés grâce à un emprunt auprès du Crédit foncier de France serait considérée comme n'ayant investi que 5 millions et demeurerait redevable de 5 autres millions au titre de l'exercice considéré.

Les annuités déductibles ne comportent pas, bien entendu, les annuités d'intérêt, mais seulement les annuités d'amortissement du capital.

En cas d'acquisition par un employeur d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble en cours de construction pour lequel un prêt du Crédit foncier ou de la caisse des dépôts a été accordé, le montant de l'investissement réalisé est égal à la somme effectivement versée et non au prix d'acquisition.

(31) 4. — Peuvent être prises en considération dans le cadre du décret du 9 août 1953 les sommes versées par un employeur au créancier d'un salarié auquel il a donné sa caution pour une opération de construction concernant un logement ne dépassant pas les normes prévues. Mais les sommes que l'employeur pourra ultérieurement récupérer auprès de ce salarié devront être réinvesties dans les conditions fixées par le décret du 9 août 1953.

(32) 5. — *Investissements à effectuer pendant la période comprise entre le 1er septembre 1953 et la fin de l'exercice en cours à cette date.*

L'article 5 du décret n° 53-701 du 9 août 1953 a précisé que les dispositions de ce décret prendraient effet « en ce qui concerne les investissements visés à l'article 1er », à compter du 1er septembre 1953, et pour la première fois pour la période comprise entre cette date et la fin de l'exercice en cours à ladite date.

Cet article vise les investissements à effectuer pendant la période considérée et non les salaires versés pendant la même période. C'est donc avant la fin de l'exercice en cours au 1er septembre 1953 qu'il doit être satisfait pour la première fois à l'obligation d'investissement sur la base des salaires versés pendant les mois correspondants de l'exercice précédent.

En raison des difficultés que certaines entreprises risqueraient de rencontrer pour réaliser avant la fin de l'exercice en cause, l'investissement obligatoire, celles-ci disposeront, quelle que soit la date de clôture de l'exercice, d'un délai supplémentaire expirant le 31 mars 1954.

A titre transitoire également, il sera admis que si les salaires versés entre le 1er septembre 1953 et la fin de l'exercice en cours à cette date, sont inférieurs à ceux versés pendant la période correspondante de l'exercice précédent, le montant des investissements à réaliser sera calculé exceptionnellement en fonction des premiers.

### Section 6. — Report des investissements excédentaires sur les exercices ultérieurs

(33) Les entreprises qui ont investi, postérieurement à l'exercice 1948, une somme supérieure à 1 p. 100 des salaires payés au cours de l'exercice écoulé peuvent reporter l'excédent sur les exercices postérieurs. Cette faculté de report n'est pas limitée aux excédents constatés antérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 9 août 1953.

1. — L'exercice 1948 s'entend de l'exercice clos en 1948 ou du premier exercice clos en 1949 si aucune clôture d'exercice n'est intervenue en 1948.

2. — Pour la période comprise entre la clôture de l'exercice 1948 et le 1er septembre 1953, les excédents d'investissements sont calculés en fonction d'un exercice déterminé et non pas en fonction de l'ensemble de cette période. Ainsi une entreprise ayant investi 3 millions en 1950 et 2 millions en 1951, alors que l'effort financier à fournir sur la base d'une cotisation de 1 p. 100 aurait été limité à 1 million pour chacune des années, pourra reporter les 3 millions excédentaires sur les exercices postérieurs à l'entrée en vigueur du décret, même si aucun autre investissement n'a été effectué depuis 1950.

3. — Ne peuvent être pris en considération pour un report éventuel sur les exercices ultérieurs, les investissements réalisés à l'aide d'indemnités de dommages de guerre; toutefois, les sommes affectées, avant le 1er septembre 1953, à l'acquisition d'indemnités de dommages de guerre, pourront, sur autorisation spéciale du ministre de la reconstruction et du logement, être considérées comme des investissements déductibles.

4. — Les investissements afférents à des constructions dépassant les normes des habitations à loyer modéré, édifiées antérieurement au 1er septembre 1953, peuvent exceptionnellement être prises en considération à concurrence d'un maximum forfaitaire de 2,5 millions par logement sur autorisation spéciale du ministre de la reconstruction et du logement.

5. — L'excédent d'investissement peut être reporté, suivant l'importance des sommes considérées sur un ou plusieurs exercices.

6. — En cas de fusion ou de regroupement d'entreprises, celles-ci peuvent transmettre à l'entreprise (ou aux entreprises) qui ont pris en charge le personnel des établissements regroupés le bénéfice éventuel de leur droit à report des investissements excédentaires.

7. — Une entreprise dont l'exercice s'achève au 31 décembre et qui aurait investi antérieurement au 1er septembre 1953 une somme inférieure à 1 p. 100 des salaires versés pendant la période correspondante de l'exercice 1952 ne peut pas faire état de ces investissements pour réduire ceux afférents à la période du 1er septembre-31 décembre 1953.

Au contraire si l'investissement effectué avant le 1er septembre 1953 est supérieur à 1 p. 100 des salaires versés pendant la période correspondante de l'exercice antérieur, la possibilité de report prévue à l'article 1er du décret du 9 août 1953 dispense l'employeur de tout investissement pendant la fin de l'exercice 1953 ou l'allège dans une proportion correspondant à l'effort effectué.

### Section 7. — Cas particuliers

(34) 1. — *Cession ou cessation d'entreprise.* — En cas de cession ou de cessation d'entreprise, l'ancien exploitant est immédiatement assujetti au payement d'une cotisation de 1 p. 100 calculée sur la base des salaires versés au cours de l'exercice de cession ou de cessation et des douze mois précédant l'ouverture de cet exercice. Cette cotisation est établie et recouvrée dans les mêmes conditions que la cotisation de 2 p. 100 prévue par l'article 3 du décret du 9 août 1953 à l'encontre des entreprises défaillantes.

Bien entendu les investissements éventuellement réalisés au cours de ces périodes sur la base des salaires y afférents viennent en déduction pour l'établissement de la cotisation de 1 p. 100.

Par ailleurs, le nouvel exploitant a la possibilité de prendre à sa charge l'obligation d'investir correspondant aux salaires versés au cours des périodes de référence susvisées: pour s'acquitter de cette obligation, le nouvel exploitant disposera des délais habituels et il ne sera pas établi dans cette hypothèse de cotisation au taux de 1 p. 100. L'article 8 du décret du 2 décembre 1953 précise que l'engagement de prise en charge doit être annexé à la déclaration spéciale souscrite par l'ancien exploitant en application de l'article 201 ou 222 du code général des impôts.

(35) 2. — *Décès de l'employeur.* — Les dispositions du paragraphe (34) ci-dessus sont applicables en cas de décès de l'employeur; la cotisation de 1 p. 100 est due en ce cas par les ayants droit, sauf prise en charge par le nouvel exploitant. Un délai de trois mois est laissé aux ayants droit du défunt, à compter du décès, pour souscrire la déclaration spéciale.

(36) ### Section 8. — Déclarations a effectuer par les employeurs

L'article 6 du décret du 2 décembre 1953 indique les conditions dans lesquelles les employeurs sont tenus de remplir une déclaration spéciale au sujet de l'investissement obligatoire. La direction générale des impôts mettra à la disposition des intéressés des feuilles de déclarations spéciales.

(37) ### Section 9. — Contrôle des investissements et sanctions

1. — L'article 4 du décret du 9 août 1953 a prévu les conditions dans lesquelles seraient contrôlées les déclarations présentées par les employeurs.

a) *Contrôle des investissements effectués par les employeurs.*

Le rôle des agents du ministère de la reconstruction et du logement, en ce domaine, consistera à vérifier l'emploi par les employeurs des sommes qu'ils ont déclarées avoir investies dans la construction, directement ou indirectement.

Le contrôle, effectué par sondages, consistera à la fois en des examens sur pièces (par référence au permis de construire et au certificat de conformité) et des visites sur place, pour vérifier que les investissements réalisés répondent bien aux autres conditions rappelées plus haut (section 4). En cas de besoin, les agents chargés du contrôle exigeront des entreprises les justifications nécessaires: mémoires d'entrepreneurs, reçus des versements effectués au profit d'organismes collecteurs, éventuellement conventions ou contrats intervenus avec ces organismes ou avec des salariés.

b) *Contrôle des organismes collecteurs de fonds.*

Les agents du ministère de la reconstruction et du logement contrôleront l'emploi effectué par les organismes collecteurs des fonds reçus par eux; ils vérifieront notamment que ces fonds ont bien été utilisés en constructions ne dépassant pas les normes fixées, et n'ont pas servi à financer au delà des limites permises des opérations telles que l'acquisition de ter-

rains ou la mise en état de viabilité de ces derniers. Ils veilleront également à ce que les fonds collectés soient effectivement utilisés dans les délais les plus brefs (en particulier dans le cas prévu au paragraphe 29, dernier alinéa, ci-dessus).

Au cas où les contrôles ainsi effectués feraient apparaître qu'un organisme collecteur n'a pas satisfait aux règles fixées, celui-ci cesserait d'être habilité à recueillir les fonds en cause, sans préjudice des sanctions civiles et pénales éventuellement applicables. Une large publicité devra être faite sur le plan local pour éviter que les employeurs ne continuent à effectuer des versements auprès de ces organismes.

2. — *Sanctions.*

(38) En vertu de l'article 3 du décret du 9 août 1953, les employeurs qui dans un délai d'un an à compter de la clôture de chaque exercice n'auront pas procédé à des investissements représentant 1 p. 100 des salaires versés au cours dudit exercice sont assujettis à une cotisation de 2 p. 100 sur ces salaires, dont le produit est destiné à alimenter le fonds de construction d'équipement rural et d'expansion économiques.

Les conditions dans lesquelles cette cotisation de 2 p. 100 sera exigée font l'objet des dispositions de l'article 7 du décret du 2 décembre 1953.

MAURICE LEMAIRE.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## CONGRES DU PARLEMENT

### Ordre du jour du jeudi 17 décembre 1953.

**A quatorze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Scrutin pour la nomination du Président de la République.

## ASSEMBLEE NATIONALE

ANNEE 1953

### Ordre du jour du lundi 21 décembre 1953.

**A quinze heures.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion des interpellations: 1° de M. Marc Dupuy sur: a) les intentions du Gouvernement concernant la fixation du prix moyen global du tabac à la production pour la récolte 1953 en tenant compte du prix de revient; b) la nécessité et l'urgence de l'élargissement de la garantie accordée aux cultures de tabac par les caisses d'assurances contre les avaries de force majeure; 2° de M. Delachenal sur les instructions que le Gouvernement a données à ses représentants à la commission paritaire en ce qui concerne la fixation du prix du tabac.

2. — Discussion de la proposition de loi (n° 3597) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale. (N°s 4391-4788. — M. Meck, rapporteur.)

3. — Discussion du projet de loi (n° 6679) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur le blé signé à Washington le 13 avril 1953. (N° 7216. — M. Charpentier, rapporteur.)

4. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée relatif à la conversion du métayage en fermage. (N°s 6946-7076. — M. Lamarque-Cando, rapporteur.)

5. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant les articles 11 et 12 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise. (N°s 6116-6625. — M. Gazier, rapporteur.)

6. — Suite de la discussion de la proposition de loi (n° 6299) de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui étatisent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations. (N° 6551. — M. Gazier, rapporteur.)

7. — Discussion du projet de loi (n° 5003) et de la lettre rectificative (n° 6122) au projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945 qui n'ont pas accompli de service militaire. (N° 6174. — M. Métayer, rapporteur.)

8. — Discussion de la proposition de loi (n° 2826) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises. (N° 6417. — M. Camphin, rapporteur.)

9. — Discussion: I. des propositions de loi: 1° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 6260) tendant: a) à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille en 1953; b) à abroger le décret n° 53-453 du 11 mai 1953; 2° de M. Denvers, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 6621), tendant à l'annulation des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953 pour le rétablissement de l'assistance à la famille. II. des propositions de résolution: 1° de M. Charret et plusieurs de ses collègues (n° 6184) tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille et le décret n° 53-403 du 11 mai 1953; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 6520) tendant à inviter le Gouvernement à décider d'urgence le rétablissement des allocations d'assistance à la famille supprimées par application des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953, en faveur des familles auxquelles ne peut être accordée l'allocation d'assistance à l'enfance. (N° 7016. — M. Savale, rapporteur.)

**A vingt et une heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

### Commission des finances.

*Séance du lundi 14 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Bénard (François), Buriot, Cristofol, Dagain, David (Marcel) (Landes), Denais (Joseph), Faggianelli, Gabelle, Gosnat, Gozard (Gilles), Lanet (Joseph-Pierre) (Seine), Lebon, Massot, Maurice-Bokanowski, Mazier, Mendès-France, Meunier (Pierre) (Côte-d'Or), Palewski (Jean-Paul) (Seine-et-Oise), Pineau, Pluchet, Simonnet, de Tinguy, Tourtaud, Vallon (Louis).

*Suppléants.* — MM. Boutavant (de M. Jacques Duclos); Guérard (de M. Courant); Hénault (de M. Bardon).

*Séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Cristofol, Dagain, David (Marcel) (Landes), Denais (Joseph), Dorey, Frédéric-Dupont, Jean-Moreau, Jules-Julien, Lamps, Lebon, Mendès-France, Pineau, Pluchet, de Tinguy.

*Suppléants.* — MM. Abelin (de M. Gabelle); Hénault (de M. Bardon).

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Besset, Bouxom, Coutant (Robert), Fayet, Linet, Musmeaux, Patinaud, Sion.

*Excusés.* — M. Meck.

*Suppléants.* — MM. Gosset (de Mme Lefebvre), Pradeau (de M. Dubois), Lenormand (de M. Camphin), Jean Léon (de M. Gazier), Mme Prin (de Mme Galicier), M. Estachy (de M. Renard), M. Marcel David (de M. Arbeltier).

### Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises.

*Séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Arnal, Bettencourt, Bouhey (Jean), Cadi (Abdelkader), Durbet, Fonlupt-Esperaber, Gaillemin, Mme Guérin (Rose), MM. Kriegel-Valrimont, Manceau (Robert) (Sarthe), Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Mondon, Paquel.

### Convocations de commissions.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 16 décembre 1953, à onze heures (local de la commission n° 262):

Communication du président.

La commission des finances se réunira le lundi 21 décembre 1953, à quatorze heures trente et dix-sept heures (local de la commission des finances):

I. — Rapport (n° 4391) fait par M. Meck au nom de la commission du travail sur la proposition de loi (n° 3597) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale. — M. de Tinguy, rapporteur pour avis.

II. — Projets de loi relatifs aux crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils et militaires pour l'exercice 1954:

a) Avis divers du Conseil de la République;

b) Douzièmes provisoires·

Education nationale. — MM. Simonnet et Marcel David, rapporteurs;

Prestations familiales agricoles. — M. Raffarin, rapporteur.

Dépenses militaires. — M. Christian Pineau, rapporteur.

A dix-sept heures.

III. — Projet de décret portant transfert de crédits au sein du budget de la défense nationale et du budget des Etats associés (application des dispositions de l'article 12 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953). — M. Pineau, rapporteur.

La sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, modifié par l'article 11 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953) se réunira le lundi 21 décembre 1953, à dix heures et à quinze heures (local du 5e bureau):

Projet de douzièmes provisoires pour les budgets militaires de l'exercice 1954.

Projet de décret portant transfert de crédits au sein du budget de la défense nationale et du budget des Etats associés (application des dispositions de l'article 12 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953).

Budget, pour l'exercice 1954, de la section des forces terrestres d'Extrême-Orient. — M. Frédéric-Dupont, rapporteur.

Budget, pour l'exercice 1954, de la France d'outre-mer (dépenses militaires). — M. Massot, rapporteur.

### Réunions de commissions du mercredi 16 décembre 1953.

Commission des affaires étrangères, à dix heures. — Local du 6e bureau.

Commission de la défense nationale, à dix heures. — Local n° 213.

Commission de l'éducation nationale, à onze heures. — Local n° 262.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1953

### Ordre du jour du lundi 21 décembre 1953.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954. (Nos 553 et 632, année 1953. — M. Saller, rapporteur.)

### Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

GROUPE DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE ET DU RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES

I. — (*Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.*)

(4 membres du lieu de 5.)

Supprimer le nom de M. Malécot.

II. — (66 membres au lieu de 65.)

Ajouter le nom de M. Malécot parmi les membres du groupe.

### Nomination d'une commission de poursuites.

Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 575, année 1953) (nommée le 15 décembre 1953).

Premier bureau: M. Charles Morel.
Deuxième bureau: M. Félix Lelant.
Troisième bureau: M. Paul Longuet.
Quatrième bureau: M. Bernard Chochoy.
Cinquième bureau: M. Jean Primet.
Sixième bureau: M. Robert Brizard.

### Commission de l'agriculture.

*Séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. de Bardonnèche, Bataille, Georges Boulanger, Capelle, Darmanthé, Jean Doussot, Briant, Dulin, Jean Durand, Durieux, Robert Gravier, Le Bot, Le Léannec, Marcel Lemaire, Naveau, Jules Pinsard, de Montbriand, de Raincourt, Restat.

*Excusés.* — MM. Hœffel, Primet.

*Suppléants.* — MM. Tellier, Vandaele.

### Commission des finances.

*Séance du lundi 14 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Armengaud, Berthoin (Jean), Bousch, Boutemy, Courrière, Debû-Bridel (Jacques), Emilien Lieutaud, Litaise, Marrane (Georges), Jacques Masteau, de Montalembert, Rogier, Roubert (Alex), Sclafer.

*Assistaient, en outre à la séance.* — MM. Malécot (au titre de la commission de la reconstruction), Motais de Narbonne (au titre de la commission de la France d'outre-mer), de Villoutreys (au titre de la commission de la production industrielle).

*1re séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Alric, Armengaud, Berthoin (Jean), Bousch, Brousse (Martial), Chapalain, Courrière, Emilien Lieutaud, Litaise, Marrane (Georges), Roubert (Alex), Sclafer.

*Excusés.* — MM. Liot, Maroger, Saller.

*Assistait, en outre, à la séance.* — M. Malécot (au titre de la commission de la reconstruction).

*2e séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Armengaud, Auberger, Berthoin (Jean), Boudet (Pierre), Bousch, Chapalain, Clavier, Coudé du Foresto, Courrière, Debû-Bridel (Jacques), Lamarque (Albert), Maroger (Jean), Marrane (Georges), de Montalembert, Pellenc, Roubert (Alex).

*Excusé.* — M. Liot.

*Suppléant.* — M. Brousse.

### Commission de la France d'outre-mer.

*1re séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Aubé (Robert), Castellani, Coupigny, Gondjout, Kalenzaga, Lafleur (Henri), Le Sassier-Boisauné, Longuet, Razac, Sahoulba (Gontchomé).

*Excusés.* — MM. Durand-Réville, Grassard, Rivierez, Rucart (Marc).

*Suppléant.* — M. Poisson.

*Assistaient, en outre, la séance* — M. Gautier (au nom de la commission des affaires économiques), M. Saller (au nom de la commission des finances).

*2e séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Aubé (Robert), Castellani, Coupigny, Dia (Mamadou), Gondjout, Grassard, Hassen Gouled, Kalenzaga, Lafleur (Henri), Longuet, N'Joya (Arouna), Okala (Charles), Razac, Romani.

*Excusés.* — MM. Boisrond, Durand-Réville, Le Sassier Boisauné, Riviérez, Rucart (Marc).

*Suppléants.* — MM. Legros, Poisson.

### Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

*Séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Auberger, de Bardonnèche, Mme Cardot (Marie-Hélène), MM. Chapalain, Dassaud, Gatuing, Glauque, Jézéquel, Le Gros, de Montullé, Namy, Parisot, Ramampy, Ternynck.

### Commission de comptabilité.

*Séance du mardi 15 décembre 1953.*

*Présents.* — MM. Brizard, Delorme, Estève, Jacques Gadoin, Le Sassier-Boisauné, Ruin (François).

### Convocations de commissions.

La commission des finances se réunira le mercredi 16 décembre 1953, à neuf heures (local de la commission):

Budget du ministère de l'intérieur. — Rapporteur: M. Masteau.

La commission des pensions se réunira le mercredi 16 décembre 1953, à seize heures (local n° 217):

Suite de l'examen du rapport de M. Glauque sur le projet de loi (n° 600, année 1953) pour l'application des nouveaux taux d'émoluments pour les anciens combattants et victimes de guerre.

Examen du projet de rapport pour avis de M. Auberger sur le budget des anciens combattants et victimes de guerre.

La commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 575, année 1953) est convoquée pour se constituer le mardi 22 décembre 1953, à dix-sept heures (local n° 217).

### Réunions de commissions du mercredi 16 décembre 1953.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, à neuf heures quarante-cinq. — Local n° 202.

Commission des pensions, à seize heures. — Local n° 217.

Commission des finances, à neuf heures. — Local de la commission.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Présidence du conseil.

### Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

**La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 7 décembre au 12 décembre 1953:**

**I. — Notes et études documentaires.**

N° 1808. — Le rapport de A. I. Mikoian, ministre du commerce de l'U. R. S. S. et les problèmes commerciaux en U.R.S.S. (17 octobre 1953) ..... 75 F.

N° 1810. — Accords entre l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique (Madrid, 26 septembre 1953) ..... 25 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 francs; un an, 7.500 F.

**II. — Chroniques étrangères.**

N° 141. — Espagne ..... 50 F.

N° 136. — U.R.S.S. ..... 50 F.

Abonnement à chacune des six chroniques étrangères: six mois, 275 F; un an, 500 F.

**III. — Articles et documents.**

N° 2774. — Commonwealth (Les Britanniques au Canada. — L'avenir incertain de l'Ouganda) ..... 20 F.

N° 2775. — Orient-Occident (L'Asie et la civilisation occidentale. — Une nouvelle époque en Arabie saoudite. — Problèmes du Proche-Orient) ..... 60 F.

N° 2776. — Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. (Les conditions d'une détente. — Le régime Malenkov et la paix) .... 20 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.000 F; un an, 3.800 F.

**IV. — Problèmes économiques.**

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 310 du 8 décembre 1953 publie, notamment: La modernisation des industries de transformation dans le deuxième plan français de modernisation et d'équipement. — La politique agricole de la Hongrie.

Le numéro ..... 35 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

**V. — Cahiers français d'information.**

N° 241 du 1er décembre 1953 présente: Un grand savant français, Emile Roux. — La médecine du travail. — L'urbanisme et la propriété privée.

Abonnement aux « Cahiers français d'information »: six mois, 500 F; un an, 900 F.

**VI. — Chroniques d'outre-mer.**

(Rédigées par le ministère de la France d'outre-mer et le secrétariat d'Etat aux relations avec les Etats associés.)

N° 9 d'octobre 1953 présente, notamment: L'Inde française. — La réforme agraire au Viet-Nam.

Le numéro ..... 150 F.

Abonnement aux « Chroniques d'outre-mer »: un an, 1.500 F.

**VII. — Cartes géographiques.**

Hors série: carte scolaire et universitaire de la France:

Feuille Nord ..... 250 F.

Feuille Sud ..... 250 F.

**VIII. — Bulletin hebdomadaire de statistique.**

(Rédigé par l'institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 293 du 12 décembre 1953 présente, notamment, en variétés statistiques: 1. Permis de construire; 2. Comptes budgétaires des collectivités locales.

Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.

**IX. — Bulletin quotidien de presse étrangère.**

Annexe au numéro 2614 du 10 décembre 1953: Discours du président Eisenhower prononcé devant l'assemblée générale des Nations Unies (8 décembre 1953).

Le numéro ..... 20 F.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements et commandes au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron. Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).

## Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'industrie et du commerce.

### Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Espagne.

Rectificatif à l'avis publié au *Journal officiel* du 14 novembre 1953: titre II: Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur dépôt, poste 76, Perles artificielles, au lieu de: « Numéro de tarif: 1249 B », lire: « 1249 A ».

## Ministère des finances et des affaires économiques.

### Avis concernant le résultat du tirage des obligations 5 p. 100 amortissable 1938-1948.

(Décret du 13 mai 1938, arrêté du 16 mars 1948.)

Le 15 décembre 1953, à dix heures, il a été procédé publiquement, dans l'une des salles du ministère des finances, au tirage au sort des trois séries des obligations 5 p. 100 amortissable 1938-1948 (décret du 13 mai 1938 et arrêté du 16 mars 1948) qui devront être remboursées à partir du 15 février 1954.

Le sort a désigné les séries 46, 70 et 42.

Les porteurs de titres sont, en conséquence, prévenus que le remboursement des inscriptions appartenant à ces séries aura lieu à partir de la date précitée du 15 février 1954, savoir: pour Paris, à la paierie générale de la Seine, à la recette centrale des finances de la Seine et aux recettes-perceptions, et, pour les départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers des finances et des percepteurs.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

# Résultats de l'exercice 1953 au 31 octobre 1953.

(En millions de francs.)

| | |
|---|---|
| Recettes | 2.463.745 |
| Dépenses | 2.870.966 |
| Excédent de dépenses | 407.221 |

**Etat de développement, par ministères, des dépenses budgétaires de l'exercice 1953.**

| DESIGNATION DES MINISTERES | MONTANT des dépenses. |
|---|---|
| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | |
| I. — *Services civils.* | |
| Affaires étrangères | 8.081 |
| Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes | 1.934 |
| Agriculture | 14.858 |
| Anciens combattants et victimes de la guerre | 63.414 |
| Affaires économiques | 52.916 |
| Finances. — Services financiers | 77.472 |
| Education nationale | 183.295 |
| France d'outre-mer | 5.420 |
| Intérieur | 65.008 |
| Justice | 13.454 |
| Haut commissariat de la République française en Sarre | 962 |
| Présidence du conseil: | |
| Services administratifs de la présidence du conseil | 5.094 |
| Direction des Journaux officiels | 558 |
| Service de la défense nationale. — Secrétariat général permanent de la défense nationale | 138 |
| Services de documentation extérieure et contre-espionnage | 653 |
| Groupement des contrôles radioélectriques | 520 |
| Commissariat général au plan | 78 |
| Service de presse | 1.692 |
| *A reporter* | 495.547 |

| DESIGNATION DES MINISTERES | MONTANT des dépenses. |
|---|---|
| *Report* | 495.547 |
| Etats associés | 5.068 |
| Industrie et commerce | 14.830 |
| Reconstruction et urbanisme | 10.261 |
| Santé publique et population | 50.828 |
| Travail et sécurité sociale | 20.333 |
| Travaux publics, transports et tourisme: | |
| Travaux publics, transports et tourisme | 160.636 |
| Aviation civile et commerciale | 10.892 |
| Marine marchande | 11.006 |
| Finances. — Charges communes | 419.973 |
| Total des services civils | 1.199.164 |
| II. — *Services militaires.* | |
| Défense nationale: | |
| Section commune | 56.413 |
| Air | 76.135 |
| Guerre | 161.225 |
| Marine | 67.936 |
| France d'outre-mer et Etats associés: | |
| Section commune | 283 |
| Etats associés | 197.918 |
| France d'outre-mer | 27.462 |
| Total des services militaires | 587.372 |
| Total des dépenses de fonctionnement | 1.786.836 |

| DÉSIGNATION DES MINISTERES | MONTANT des dépenses. |
|---|---|
| DÉPENSES D'INVESTISSEMENT | |
| A. — *Equipement des services civils.* | |
| Affaires étrangères. — Services des affaires étrangères | 89 |
| Agriculture | 9.480 |
| Education nationale | 27.588 |
| Finances. — Services financiers | 1.291 |
| Affaires économiques | 3.870 |
| France d'outre-mer | 41.770 |
| Industrie et commerce | 4.660 |
| Intérieur | 3.393 |
| Justice | 35 |
| Présidence du conseil: | |
| Services administratifs de la présidence du conseil | 2.324 |
| Direction des Journaux officiels | 50 |
| Services de documentation extérieure et contre-espionnage | 11 |
| Groupement des contrôles radioélectriques | 3 |
| Reconstruction et urbanisme | 1.215 |
| Santé publique et population | 756 |
| Travail et sécurité sociale | 43 |
| Travaux publics et transports: | |
| Travaux publics et transports | 12.084 |
| Aviation civile et commerciale | 5.540 |
| Marine marchande | 3.594 |
| Etats associés | 42 |
| Total des services civils | 117.868 |

| DÉSIGNATION DES MINISTERES | MONTANT des dépenses. |
|---|---|
| B. — *Equipement des services militaires.* | |
| Défense nationale: | |
| Dépenses communes | 12.812 |
| Air | 147.383 |
| Guerre | 102.636 |
| Marine | 45.929 |
| Etats associés | 48.302 |
| France d'outre-mer | 1.310 |
| Total des services militaires | 359.092 |
| Total des dépenses d'équipement | 476.960 |
| C. — *Prêts et garanties.* | |
| Finances: | |
| Versements du Trésor au fonds de modernisation et d'équipement | 223.136 |
| Prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré | 42.610 |
| Versements à la caisse autonome de la reconstruction | 244.928 |
| Marine marchande. — Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche | 31.281 |
| Finances. — Autres dépenses de reconstitution | 25.701 |
| Total | 537.656 |

RECAPITULATION DES DEPENSES

| | | |
|---|---|---|
| Dépenses de fonctionnement « Imputation définitive » | 1.786.836 | |
| Dépenses d'investissement. — Equipement des services civils et militaires « Imputation définitive » | 476.960 | |
| Dépenses d'investissement. — Prêts et garanties et investissements sociaux « Imputation définitive » | 537.656 | |
| Total | 2.801.452 | (1) |
| Derniers renseignements complémentaires statistiques parvenus des territoires d'outre-mer | 123 | |
| Dépenses à imputer | 75.740 | (2) |
| Total général | 2.877.329 | |
| A déduire: montant des virements bancaires ou postaux en cours d'exécution | 6.354 | |
| Total général net | 2.870.966 | |

(1) Ce chiffre comprend les résultats comptables des dépenses effectuées dans la métropole et en Afrique du Nord, ainsi que les derniers résultats comptables parvenus des autres territoires.
(2) Chiffre résultant d'évaluations statistiques.

**Etat de développement des recettes budgétaires de l'exercice 1953 au 31 octobre 1953.**

| DÉSIGNATION | MONTANT des recettes. |
|---|---|
| § 1er. — Impôts et monopoles. | |
| 1° Produits des contributions directes et taxes assimilées | 792.713 |
| 2° Produits de l'enregistrement | 101.783 |
| 3° Produits du timbre | 20.710 |
| 4° Produits de l'impôt sur les opérations de Bourse | 2.787 |
| 5° Produits de l'impôt de solidarité nationale | 594 |
| 6° Produits des douanes | 210.158 |
| 7° Produits des contributions indirectes | 49.446 |
| 8° Produits de la taxe sur le chiffre d'affaires | 853.258 |
| 9° Produits des taxes uniques | 75.420 |
| 10° Produits du monopole des poudres à feu | 1.157 |
| Total du paragraphe 1er | 2.108.023 |
| § 2. — Exploitations industrielles | 3.206 |
| § 3. — Produits et revenus du domaine de l'Etat | 10.323 |
| § 4. — Produits divers | 180.313 |
| Total des paragraphes 1er, 2, 3 et 4 | 2.301.955 |

| DÉSIGNATION | MONTANT des recettes. |
|---|---|
| § 5. — Ressources exceptionnelles. | |
| Produits du prélèvement exceptionnel et de l'emprunt libératoire de ce prélèvement institués par les lois nos 48-30 et 48-31 du 7 janvier 1948 et par les lois subséquentes | 200 |
| Intérêts et amortissement des prêts consentis en exécution de l'article 12 de la loi no 48-466 du 31 mars 1948 | 20.003 |
| Ressources affectées à la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane | 2.668 |
| Recettes affectées à la caisse autonome de la reconstruction | 5.338 |
| Contre-valeur de l'aide consentie par le gouvernement des Etats-Unis en application de l'accord du 28 juin 1948 (art. 4, § 6, alinéa *a*) | 65.076 |
| Contre-valeur de l'aide militaire accordée à la France par les Etats-Unis d'Amérique | 9.330 |
| Total des ressources exceptionnelles | 111.695 |
| Total | 2.413.650 |

RECAPITULATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1953

| | | |
|---|---|---|
| Imputation définitive | 2.413.650 | (1) |
| Recettes à imputer | 50.086 | (2) |
| Derniers renseignements complémentaires statistiques parvenus des territoires d'outre-mer | 9 | |
| Total des recettes du budget | 2.463.745 | |

(1) Ce chiffre comprend les résultats comptables des recettes effectuées dans la métropole et en Afrique du Nord, ainsi que les derniers résultats comptables parvenus des autres territoires.
(2) Chiffre résultant d'évaluations statistiques.

# BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## PUBLICATION DES RECETTES

**I. — Evaluation des recettes de la quarante-septième semaine du 21 au 27 novembre 1953.** (En milliers de francs.)

| NATURE DU TRAFIC | 1953 — Recettes évaluées | 1952 — Recettes comptables | DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE: 1953 | | 1952 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | En valeur absolue | Pourcentage | En valeur absolue | Pourcentage |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Voyageurs | 1.573.940 | 1.321.599 | 252.341 | 19,1 | » | » |
| Bagages et consigne | 27.540 | 23.497 | 4.043 | 17,2 | » | » |
| Colis postaux, petits colis | 349.760 | 310.640 | 39.120 | 12,6 | » | » |
| Marchandises (détail et wagons) | 5.564.330 | 5.437.796 | 126.534 | 2,3 | » | » |
| Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français | 7.515.570 | 7.093.532 | 422.038 | 5,9 | » | » |

**II. — Evaluation des recettes au 27 novembre 1953.**

| NATURE DU TRAFIC | RECETTES comptables du 1er janvier au 30 septembre 1953 | RECETTES évaluées du 1er octobre au 27 novembre 1953 | TOTAL des recettes du 1er janvier au 27 novembre 1953 | RECETTES comptables du 1er janvier au 27 novembre 1952 | DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE: 1953 | | 1952 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | En valeur absolue | Pourcentage | En valeur absolue | Pourcentage |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Voyageurs | 80.320.539 | 14.790.080 | 95.110.619 | 94.478.171 | 632.448 | 0,7 | » | » |
| Bagages et consigne | 1.676.424 | 313.020 | 1.989.444 | 2.001.546 | » | » | 12.102 | 0,6 |
| Colis postaux, petits colis | 10.217.250 | 2.892.930 | 13.110.180 | 12.141.437 | 968.743 | 8,0 | » | » |
| Marchandises (détail et wagons) | 181.672.324 | 44.961.040 | 226.633.364 | 244.263.006 | » | » | 17.629.642 | 7,2 |
| Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français | 273.886.537 | 62.957.070 | 336.843.607 | 352.884.160 | » | » | 16.040.553 | 4,5 |

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* JEAN REYMOND.

# COTE DES CHANGES

## VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Dernière cours cotés en Bourse | Pays | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 15 déc. 1953 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 349 95 | Etats-Unis | 1 $ U.S.A | 350 .. (1) | .... .. | .... .. | 349 95 | .... .. |
| 360 .. | Canada | 1 $ Can | .... .. | .... .. | .... .. | 360 50 | .... .. |
| 163 70 | Côte Fse Somalis | 100 F Djib | 164 6727 | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. |
| 8378 .. | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 .. | 8384 .. | 8379 .. |
| 699 50 | Belgique | 100 F b. | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 699 65 | 699 75 |
| 5059 .. | Danemark | 100 c. d | 5067 22 | 5029 15 | 5105 25 | 5062 .. | 5060 .. |
| 980 45 | Gde-Bretagne | 1 liv. st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 980 40 | 980 30 |
| 4980 .. | Norvège | 100 c. n. | 4900 .. | 4863 50 | 4937 .. | 4898,.. | .... .. |
| 9224 .. | Pays-Bas | 100 fl. | 9210 52 | 9141 60 | 9279 80 | 9224 .. | 9223 .. |

| Dernières cours cotés en Bourse | Pays | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 15 déc. 1953 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6765 .. | Suède | 100 c. s. | 6763 623 | 6715 .. | 6816 50 | 6764 50 | 6764 .. |
| 8017 50 | Suisse | 100 F s | 8003 95 | 7944 .. | 8064 .. | 8020 .. | 8018 .. |
| 1002 25 | Égypte | 1 liv. ég | 1003 04 | 997 .. | 1013 .. | 1002 50 | .... .. |
| 56 45 | Italie | 100 lire | 56 022 | 55 00 | 56 45 | 56 45 | .... .. |
| 4025 .. | Mexique | 100 pes | 4037 97 | 4025 .. | 4090 | 4055 .. | 4045 .. |
| 1216 .. | Portugal | 100 esc. | 1217 39 | 1208 25 | 1225 50 | 1215 .. | 1214 .. |
| 4897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs. | 4861 11 | 1824 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... .. |
| 117 60 | Yougoslavie | 100 din. | 116 666 | 115 70 | 117 60 | .... .. | .... .. |
| | Autriche | 100 sch | 1346 15 | 1335 .. (2) | 1353 .. (2) | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Zone C. F. A | 100 F C. F. A | 200 | États associés du Cambodge, du Laos, Viet-Nam: 100 piastres: 1600 |
| Zone C. F. P | 100 F C. F. P | 450 | Comptoirs français dans l'Inde: 100 roupies I. F: 7350 |

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

(2) Cours de reprise et de cession des chèques aux voyageurs.

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris,
ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### The Rio de Janeiro Tramway, Light & Power Company, Limited

(Société anonyme constituée sous le régime des lois du Canada.)

**OBLIGATIONS HYPOTHECAIRES 5 0/0 A 50 ANS**

ET

**OBLIGATIONS DE CINQ CENTS FRANCS 5 0/0**

*Tirage des obligations hypothécaires et obligations pour le remboursement par le fonds d'amortissement.*

Avis à tous les porteurs d'obligations hypothécaires 5 0/0 à 50 ans et/ou d'obligations de cinq cents francs 5 0/0 venant à échéance le 1er avril 1958 de la Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited, Société anonyme constituée sous le régime des lois du Canada

*Avis est donné par la présente* que suivant les dispositions du Trust Deed (Acte de Fidéicommis) daté du 1er avril 1908, garantissant lesdites obligations hypothécaires et obligations, conclu entre la Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited, et la National Trust Company, Limited en qualité de Fidéicommissaire, les obligations hypothécaires et obligations mentionnées ci-dessous sont sorties au tirage pour remboursement par le Fonds d'amortissement et seront, comme mentionné ci-dessous, remboursées par la Compagnie à partir du 1er avril 1954 dans les conditions indiquées ci-après.

*Avis est également donné* qu'en accord avec les termes dudit Trust Deed la Compagnie a décidé que les places, où les montants en principal de ces remboursements seront payables, sont celles précisées ci-après.

CATÉGORIE A

**OBLIGATIONS HYPOTHECAIRES 5 0/0 A 50 ANS**

Chacune du montant principal de £ 100 sterling ou $ 486,66 Fonds Canadiens.

Payables en livres sterling à la Canadian Bank of Commerce, Londres, Angleterre, ou en dollars canadiens au siège de la Canadian Bank of Commerce, Toronto, Canada, au choix du détenteur.

**Numéros des obligations sorties au tirage.**

(Chacune desdites obligations porte comme préfixe la lettre B.)

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 36 | 40 | 51 | 89 | 2612 | 2630 | 2645 | 2671 | 2672 |
| 92 | 132 | 178 | 188 | 195 | 2673 | 2676 | 2695 | 2705 | 2721 |
| 214 | 228 | 229 | 231 | 232 | 2742 | 2746 | 2748 | 2758 | 2760 |
| 253 | 269 | 273 | 279 | 282 | 2765 | 2775 | 2778 | 2785 | 2796 |
| 345 | 352 | 356 | 372 | 404 | 2841 | 2857 | 2861 | 2863 | 2878 |
| 414 | 416 | 419 | 467 | 470 | 2880 | 2884 | 2941 | 2944 | 2953 |
| 487 | 488 | 521 | 557 | 583 | 3042 | 3095 | 3110 | 3120 | 3129 |
| 595 | 599 | 615 | 616 | 621 | 3133 | 3135 | 3137 | 3156 | 3198 |
| 648 | 762 | 763 | 770 | 771 | 3244 | 3272 | 3275 | 3282 | 3288 |
| 798 | 834 | 910 | 959 | 1011 | 3300 | 3303 | 3315 | 3329 | 3331 |
| 1053 | 1054 | 1063 | 1093 | 1096 | 3335 | 3398 | 3402 | 3403 | 3441 |
| 1144 | 1147 | 1221 | 1285 | 1286 | 3489 | 3519 | 3544 | 3566 | 3574 |
| 1299 | 1352 | 1363 | 1407 | 1408 | 3576 | 3581 | 3588 | 3591 | 3613 |
| 1423 | 1424 | 1451 | 1500 | 1508 | 3617 | 3621 | 3623 | 3664 | 3674 |
| 1519 | 1537 | 1547 | 1560 | 1562 | 3685 | 3694 | 3719 | 3722 | 3735 |
| 1596 | 1659 | 1662 | 1725 | 1770 | 3763 | 3767 | 3839 | 3869 | 3870 |
| 1817 | 1828 | 1834 | 1848 | 1986 | 3890 | 3891 | 3899 | 3900 | 3932 |
| 2097 | 2109 | 2132 | 2162 | 2163 | 3946 | 3947 | 3952 | 3955 | 3960 |
| 2173 | 2186 | 2199 | 2200 | 2231 | 3998 | 4017 | 4040 | 4042 | 4084 |
| 2237 | 2244 | 2274 | 2277 | 2282 | 4110 | 4181 | 4201 | 4223 | 4237 |
| 2284 | 2301 | 2311 | 2313 | 2341 | 4257 | 4305 | 4308 | 4312 | 4321 |
| 2360 | 2364 | 2365 | 2386 | 2402 | 4323 | 4425 | 4435 | 4459 | 4472 |
| 2403 | 2404 | 2437 | 2454 | 2486 | 4478 | 4505 | 4511 | 4545 | 4603 |
| 2495 | 2499 | 2501 | 2518 | 2538 | 4618 | 4624 | 4657 | 4740 | 4765 |
| 2549 | 2575 | 2578 | 2592 | 2596 | 4793 | 4812 | 4815 | 4822 | 4835 |
| 4854 | 4855 | 4862 | 4863 | 4901 | 13117 | 13131 | 13159 | 13164 | 13195 |
| 4907 | 4920 | 4921 | 4925 | 4939 | 13257 | 13260 | 13266 | 13268 | 13310 |
| 4951 | 4952 | 4953 | 4954 | 4958 | 13463 | 13467 | 13469 | 13497 | 13513 |
| 4967 | 5032 | 5052 | 5054 | 5057 | 13547 | 13562 | 13613 | 13615 | 13662 |
| 5093 | 5095 | 5099 | 5133 | 5230 | 13665 | 13669 | 13679 | 13702 | 13719 |
| 5246 | 5285 | 5301 | 5345 | 5385 | 13793 | 13794 | 13857 | 13915 | 13925 |
| 5403 | 5413 | 5455 | 5518 | 5540 | 13957 | 13985 | 14019 | 14049 | 14054 |
| 5593 | 5607 | 5684 | 5735 | 5739 | 14060 | 14073 | 14082 | 14088 | 14093 |
| 5756 | 5766 | 5769 | 5779 | 5786 | 14097 | 14101 | 14161 | 14162 | 14168 |
| 5787 | 5813 | 5820 | 5823 | 5854 | 14216 | 14262 | 14297 | 14308 | 14343 |
| 5897 | 5907 | 5960 | 5980 | 6016 | 14350 | 14366 | 14379 | 14385 | 14405 |
| 6017 | 6037 | 6043 | 6082 | 6303 | 14422 | 14424 | 14442 | 14444 | 14451 |
| 6319 | 6325 | 6421 | 6477 | 6482 | 14472 | 14494 | 14500 | 14506 | 14512 |
| 6488 | 6494 | 6499 | 6500 | 6532 | 14582 | 14622 | 14634 | 14639 | 14643 |
| 6550 | 6559 | 6565 | 6583 | 6608 | 14774 | 14799 | 14818 | 14877 | 14921 |
| 6781 | 6794 | 6807 | 6813 | 6832 | 14947 | 14987 | 15029 | 15036 | 15112 |
| 6834 | 6889 | 6896 | 6947 | 6952 | 15156 | 15205 | 15214 | 15218 | 15325 |
| 7059 | 7085 | 7099 | 7114 | 7133 | 15340 | 15343 | 15344 | 15388 | 15413 |
| 7160 | 7214 | 7254 | 7255 | 7256 | 15420 | 15426 | 15431 | 15452 | 15454 |
| 7257 | 7260 | 7337 | 7346 | 7348 | 15480 | 15510 | 15520 | 15522 | 15523 |
| 7349 | 7359 | 7413 | 7487 | 7491 | 15540 | 15543 | 15586 | 15595 | 15601 |
| 7550 | 7610 | 7672 | 7696 | 7724 | 15612 | 15642 | 15652 | 15653 | 15677 |
| 7726 | 7729 | 7760 | 7777 | 7779 | 15680 | 15682 | 15696 | 15732 | 15735 |
| 7809 | 7812 | 7843 | 7855 | 7865 | 15760 | 15763 | 15774 | 15785 | 15790 |
| 7877 | 7884 | 7899 | 7954 | 7963 | 15816 | 15847 | 15861 | 15969 | 15970 |
| 8021 | 8045 | 8054 | 8063 | 8065 | 15985 | 15990 | 15994 | 15995 | 15997 |
| 8067 | 8076 | 8077 | 8079 | 8093 | 16016 | 16039 | 16073 | 16114 | 16115 |
| 8109 | 8119 | 8124 | 8126 | 8128 | 16164 | 16169 | 16195 | 16204 | 16239 |
| 8147 | 8175 | 8182 | 8184 | 8222 | 16241 | 16289 | 16334 | 16370 | 16383 |
| 8285 | 8352 | 8372 | 8380 | 8395 | 16388 | 16394 | 16396 | 16402 | 16416 |
| 8401 | 8437 | 8526 | 8533 | 8534 | 16464 | 16491 | 16504 | 16512 | 16531 |
| 8538 | 8540 | 8541 | 8552 | 8572 | 16542 | 16549 | 16551 | 16602 | 16611 |
| 8586 | 8592 | 8603 | 8605 | 8630 | 16656 | 16670 | 16674 | 16675 | 16678 |
| 8652 | 8667 | 8698 | 8701 | 8710 | 16690 | 16696 | 16770 | 16782 | 16782 |
| 8749 | 8750 | 8833 | 8846 | 8847 | 16837 | 16863 | 16879 | 16895 | 16919 |
| 8852 | 8853 | 8872 | 8881 | 8999 | 16919 | 16942 | 16986 | 16990 | 17028 |
| 9048 | 9051 | 9057 | 9066 | 9074 | 17029 | 17062 | 17076 | 17083 | 17115 |
| 9087 | 9089 | 9116 | 9129 | 9162 | 17132 | 17133 | 17138 | 17143 | 17156 |
| 9211 | 9233 | 9267 | 9269 | 9272 | 17159 | 17168 | 17183 | 17196 | 17198 |
| 9285 | 9319 | 9361 | 9362 | 9379 | 17205 | 17229 | 17237 | 17242 | 17284 |
| 9286 | 9414 | 9426 | 9431 | 9435 | 17285 | 17290 | 17294 | 17309 | 17315 |
| 9454 | 9457 | 9467 | 9470 | 9471 | 17316 | 17326 | 17332 | 17333 | 17339 |
| 9474 | 9482 | 9488 | 9507 | 9511 | 17352 | 17358 | 17365 | 17374 | 17395 |
| 9513 | 9573 | 9577 | 9617 | 9672 | 17412 | 17438 | 17470 | 17471 | 17475 |
| 9680 | 9714 | 9722 | 9728 | 9774 | 17480 | 17492 | 17525 | 17552 | 17565 |
| 9840 | 9850 | 9851 | 9853 | 9877 | 17578 | 17586 | 17606 | 17620 | 17622 |
| 9889 | 9896 | 9907 | 9908 | 9937 | 17682 | 17686 | 17698 | 17788 | 17816 |
| 9965 | 9974 | 9980 | 9983 | 9984 | 17831 | 17877 | 17881 | 17934 | 17944 |
| 10000 | 10003 | 10033 | 10037 | 10057 | 17981 | 17988 | 17990 | 17995 | 18006 |
| 10063 | 10065 | 10066 | 10073 | 10121 | 18023 | 18041 | 18041 | 18067 | 18073 |
| 10134 | 10139 | 10140 | 10142 | 10150 | 18078 | 18087 | 18115 | 18144 | 18150 |
| 10186 | 10210 | 10211 | 10221 | 10278 | 18160 | 18189 | 18197 | 18202 | 18205 |
| 10315 | 10374 | 10458 | 10467 | 10487 | 18320 | 18344 | 18363 | 18369 | 18388 |
| 10505 | 10519 | 10521 | 10529 | 10546 | 18380 | 18452 | 18458 | 18466 | 18484 |
| 10549 | 10550 | 10582 | 10591 | 10671 | 18485 | 18498 | 18636 | 18637 | 18694 |
| 10682 | 10702 | 10732 | 10740 | 10766 | 18707 | 18720 | 18723 | 18732 | 18780 |
| 10819 | 10872 | 10875 | 10893 | 10905 | 18783 | 18818 | 18839 | 18896 | 18979 |
| 10906 | 10907 | 10921 | 10922 | 10945 | 19049 | 19079 | 19086 | 19151 | 19153 |
| 10946 | 10951 | 10985 | 10987 | 10994 | 19154 | 19172 | 19175 | 19178 | 19192 |
| 11025 | 11044 | 11065 | 11166 | 11179 | 19217 | 19218 | 19254 | 19257 | 19258 |
| 11180 | 11208 | 11213 | 11231 | 11269 | 19318 | 19331 | 19369 | 19370 | 19410 |
| 11270 | 11328 | 11357 | 11393 | 11404 | 19433 | 19435 | 19468 | 19495 | 19501 |
| 11438 | 11447 | 11493 | 11551 | 11583 | 19514 | 19516 | 19644 | 19650 | 19683 |
| 11589 | 11595 | 11598 | 11601 | 11603 | 19687 | 19688 | 19694 | 19709 | 19719 |
| 11617 | 11647 | 11661 | 11672 | 11675 | 19720 | 19773 | 19815 | 19860 | 19875 |
| 11680 | 11714 | 11793 | 11847 | 11872 | 19877 | 19893 | 19905 | 19919 | 19996 |
| 11899 | 11937 | 11940 | 11946 | 11961 | 20020 | 20026 | 20038 | 20042 | 20087 |
| 11998 | 12027 | 12040 | 12042 | 12082 | 20092 | 20105 | 20373 | 20379 | 20380 |
| 12116 | 12119 | 12123 | 12128 | 12132 | 20390 | 20446 | 20452 | 20513 | 20533 |
| 12163 | 12174 | 12186 | 12213 | 12227 | 20543 | 20544 | 20547 | 20549 | 20618 |
| 12252 | 12261 | 12302 | 12305 | 12306 | 20694 | 20761 | 20834 | 20849 | 20853 |
| 12325 | 12367 | 12377 | 12378 | 12392 | 20855 | 20862 | 20863 | 20891 | 20912 |
| 12399 | 12417 | 12453 | 12454 | 12498 | 20923 | 20952 | 20962 | 20974 | 21017 |
| 12525 | 12537 | 12568 | 12571 | 12605 | 21032 | 21038 | 21089 | 21092 | 21093 |
| 12698 | 12702 | 12736 | 12747 | 12770 | 21096 | 21098 | 21099 | 21112 | 21127 |
| 12775 | 12788 | 12795 | 12808 | 12828 | 21178 | 21181 | 21302 | 21309 | 21313 |
| 12848 | 12863 | 12869 | 12877 | 12915 | 21315 | 21346 | 21351 | 21373 | 21376 |
| 12939 | 12979 | 13051 | 13061 | 13113 | 21388 | 21392 | 21413 | 21414 | 21424 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21442 | 21515 | 21519 | 21538 | 21581 | 25474 | 25475 | 25524 | 25658 | 25664 |
| 21598 | 21614 | 21620 | 21626 | 21631 | 25677 | 25680 | 25699 | 25727 | 25729 |
| 21684 | 21688 | 21724 | 21726 | 21729 | 25734 | 25776 | 25786 | 25805 | 25816 |
| 21730 | 21745 | 21749 | 21771 | 21772 | 25890 | 25895 | 25897 | 25928 | 25930 |
| 21773 | 21899 | 21918 | 21922 | 21974 | 25933 | 25954 | 25968 | 25970 | 26025 |
| 21985 | 22052 | 22067 | 22088 | 22089 | 26031 | 26033 | 26035 | 26041 | 26082 |
| 22140 | 22145 | 22146 | 22150 | 22152 | 26100 | 26123 | 26158 | 26171 | 26251 |
| 22181 | 22187 | 22204 | 22217 | 22238 | 26282 | 26321 | 26327 | 26331 | 26342 |
| 22240 | 22514 | 22601 | 22667 | 22698 | 26343 | 26357 | 26359 | 26360 | 26370 |
| 22779 | 22805 | 22806 | 22850 | 22853 | 26379 | 26391 | 26403 | 26159 | 26161 |
| 22858 | 22859 | 22881 | 22887 | 22907 | 26523 | 26531 | 26533 | 26535 | 26538 |
| 22910 | 22930 | 22938 | 22959 | 22975 | 26606 | 26673 | 26731 | 26736 | 26773 |
| 22990 | 23043 | 23048 | 23060 | 23062 | 26776 | 26816 | 26817 | 26855 | 26880 |
| 23098 | 23099 | 23164 | 23165 | 23213 | 26931 | 26933 | 26968 | 26969 | 26973 |
| 23276 | 23335 | 23352 | 23411 | 23415 | 26985 | 27025 | 27256 | 27293 | 27314 |
| 23342 | 23452 | 23498 | 23508 | 23511 | 27330 | 27340 | 27348 | 27476 | 27492 |
| 23558 | 23566 | 23575 | 23579 | 23616 | 27522 | 27524 | 27537 | 27541 | 27657 |
| 23621 | 23624 | 23632 | 23646 | 23665 | 27671 | 27672 | 27674 | 27688 | 27696 |
| 23684 | 23721 | 23724 | 23727 | 23758 | 27731 | 27781 | 27977 | 28004 | 28009 |
| 23758 | 23784 | 23785 | 23864 | 23876 | 28023 | 28072 | 28089 | 28160 | 28219 |
| 23892 | 23903 | 23909 | 23923 | 23953 | 28232 | 28240 | 28256 | 28295 | 28297 |
| 24061 | 24094 | 24100 | 24102 | 24147 | 28298 | 28310 | 28332 | 28336 | 28347 |
| 24165 | 24167 | 24196 | 24271 | 24308 | 28384 | 28403 | 28408 | 28425 | 28472 |
| 24337 | 24340 | 24341 | 24359 | 24360 | 28190 | 28551 | 28629 | 28642 | 28657 |
| 24371 | 24396 | 24402 | 24406 | 24435 | 28676 | 28678 | 28683 | 28705 | 28723 |
| 24466 | 24523 | 24573 | 24577 | 24592 | 28734 | 28747 | 28763 | 28782 | 28795 |
| 24594 | 24600 | 24611 | 24709 | 24880 | 28797 | 28861 | 28837 | 28838 | 28839 |
| 24895 | 24904 | 24907 | 24908 | 24917 | 28847 | 28851 | 28852 | 28860 | 28911 |
| 24923 | 24927 | 24928 | 24939 | 24940 | 28912 | 28940 | 28966 | 28979 | 28990 |
| 24943 | 24944 | 24945 | 24950 | 24960 | 28991 | 29053 | 29167 | 29183 | 29201 |
| 24996 | 25009 | 25022 | 25028 | 25032 | 29206 | 29224 | 29239 | 29240 | 29243 |
| 25042 | 25045 | 25047 | 25122 | 25129 | 29474 | 29495 | 29570 | 29578 | 29588 |
| 25130 | 25131 | 25147 | 25151 | 25160 | 29609 | 29627 | 29660 | 29739 | 29748 |
| 25192 | 25205 | 25206 | 25249 | 25251 | 29847 | 29859 | 29884 | 29904 | 29911 |
| 25261 | 25271 | 25279 | 25358 | 25416 | 29948 | 30036 | 30039 | 30040 | 30068 |
| 25425 | 25440 | 25445 | 25449 | 25454 | 30069 | 30088 | 30089 | 30114 | |

CATÉGORIE B

## OBLIGATIONS DE CINQ CENTS FRANCS 5 0/0

**libellées en langue française, d'une valeur nominale de 500 F chacune** et portant l'estampille ramenant le capital nominal à £ 14.5.0 sterling.

Payables en livres sterling exclusivement à la Canadian Bank of Commerce, Londres, Angleterre, ou au siège de la Canadian Bank of Commerce, Toronto, Canada, au choix du détenteur.

### Numéros des obligations sorties au tirage.

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 72 | 224 | 367 | 540 | 556 | 10557 | 10563 | 10580 | 10582 | 10597 |
| 598 | 600 | 670 | 691 | 754 | 10604 | 10610 | 10613 | 10633 | 10634 |
| 756 | 944 | 1096 | 1105 | 1210 | 10635 | 10648 | 10655 | 10659 | 10663 |
| 1212 | 1380 | 1408 | 1525 | 1686 | 10664 | 10667 | 10672 | 10687 | 10688 |
| 1910 | 1979 | 2028 | 2063 | 2193 | 10692 | 10694 | 10700 | 10736 | 10844 |
| 2305 | 2364 | 2388 | 2412 | 2419 | 10845 | 10849 | 10887 | 11159 | 11236 |
| 2453 | 2459 | 2476 | 2479 | 2500 | 11325 | 11316 | 11318 | 11377 | 11448 |
| 2553 | 2620 | 2629 | 2645 | 2669 | 11527 | 11537 | 11580 | 11589 | 11599 |
| 2701 | 2702 | 2813 | 2889 | 2909 | 11628 | 11669 | 11686 | 11787 | 11844 |
| 2943 | 2979 | 3260 | 3416 | 3419 | 12004 | 12009 | 12010 | 12014 | 12018 |
| 3420 | 3424 | 3434 | 3557 | 3560 | 12022 | 12084 | 12194 | 12204 | 12210 |
| 3569 | 3580 | 3582 | 3594 | 3614 | 12211 | 12229 | 12230 | 12259 | 12324 |
| 3621 | 3641 | 3643 | 3644 | 3646 | 12122 | 12161 | 12502 | 12508 | 12525 |
| 3648 | 3657 | 3664 | 3674 | 3720 | 12543 | 12550 | 12551 | 12554 | 12557 |
| 3748 | 3752 | 3824 | 3838 | 3895 | 12567 | 12567 | 12583 | 12586 | 12590 |
| 3924 | 4074 | 4152 | 4287 | 4318 | 12593 | 12609 | 12625 | 12652 | 12664 |
| 4329 | 4336 | 4328 | 4361 | 4362 | 12707 | 12724 | 12801 | 12825 | 12840 |
| 4385 | 4400 | 4414 | 4416 | 4492 | 12899 | 12909 | 12910 | 12911 | 12945 |
| 4557 | 4695 | 4891 | 4908 | 4912 | 12946 | 12972 | 13039 | 13062 | 13080 |
| 5116 | 5152 | 5158 | 5286 | 5308 | 13141 | 13229 | 13336 | 13337 | 13348 |
| 5346 | 5389 | 5390 | 5432 | 5436 | 13286 | 13395 | 13128 | 13168 | 13541 |
| 5525 | 5553 | 5567 | 5591 | 5656 | 13647 | 13710 | 13717 | 13759 | 13813 |
| 5697 | 5699 | 5722 | 5795 | 5797 | 13927 | 13954 | 13955 | 13957 | 14040 |
| 5831 | 5862 | 5864 | 5872 | 5874 | 14140 | 14266 | 14268 | 14372 | 14395 |
| 5876 | 5932 | 5964 | 5967 | 5977 | 14403 | 14129 | 14461 | 14466 | 14470 |
| 6015 | 6022 | 6024 | 6042 | 6180 | 14692 | 14632 | 14662 | 14684 | 14798 |
| 6219 | 6266 | 6269 | 6299 | 6482 | 14846 | 14876 | 14903 | 14932 | 14935 |
| 6602 | 6621 | 6646 | 6786 | 6885 | 14979 | 15129 | 15143 | 15150 | 15228 |
| 6807 | 6908 | 6926 | 6931 | 6934 | 15262 | 15266 | 15268 | 15382 | 15418 |
| 6943 | 6951 | 6956 | 6962 | 6965 | 15555 | 15562 | 15618 | 15625 | 15626 |
| 6971 | 6977 | 6992 | 6999 | 7005 | 15647 | 15666 | 15669 | 15783 | 15787 |
| 7010 | 7024 | 7025 | 7026 | 7042 | 15793 | 15832 | 15853 | 15858 | 15943 |
| 7063 | 7135 | 7196 | 7223 | 7230 | 15945 | 16023 | 16085 | 16206 | 16270 |
| 7240 | 7273 | 7296 | 7338 | 7344 | 16313 | 16351 | 16369 | 16373 | 16411 |
| 7589 | 7590 | 7600 | 7602 | 7715 | 16121 | 16122 | 16133 | 16135 | 16437 |
| 7741 | 7761 | 7777 | 7803 | 7818 | 16143 | 16181 | 16182 | 16539 | 16589 |
| 7827 | 7834 | 7837 | 7994 | 8000 | 16628 | 16660 | 16818 | 16833 | 17044 |
| 8002 | 8006 | 8034 | 8174 | 8315 | 17055 | 17090 | 17130 | 17160 | 17242 |
| 8348 | 8351 | 8354 | 8371 | 8611 | 17266 | 17338 | 17353 | 17377 | 17470 |
| 8633 | 8733 | 8760 | 8762 | 8772 | 17482 | 17486 | 17594 | 17617 | 17626 |
| 8799 | 8819 | 8839 | 8879 | 8885 | 17667 | 17757 | 17759 | 17879 | 17904 |
| 9037 | 9039 | 9048 | 9274 | 9285 | 17925 | 17927 | 17989 | 18055 | 18056 |
| 9294 | 9297 | 9306 | 9316 | 9331 | 18081 | 18157 | 18176 | 18213 | 18302 |
| 9347 | 9358 | 9384 | 9404 | 9560 | 18339 | 18126 | 18547 | 18551 | 18667 |
| 9571 | 9615 | 9623 | 9625 | 9684 | 18704 | 18720 | 18743 | 18746 | 18809 |
| 9713 | 9800 | 9805 | 9831 | 9879 | 18868 | 18895 | 18897 | 18925 | 18929 |
| 9935 | 9990 | 10034 | 10035 | 10097 | 18903 | 19296 | 19297 | 19508 | 19519 |
| 10113 | 10162 | 10170 | 10174 | 10192 | 19535 | 19536 | 19548 | 19578 | 19620 |
| 10207 | 10251 | 10288 | 10399 | 10434 | 19770 | 19777 | 19786 | 19790 | 19794 |
| 10496 | 10511 | 10517 | 10528 | 10537 | 19797 | 19798 | 19800 | 19804 | 19806 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19859 | 19872 | 19895 | 19897 | 20085 | 40197 | 40201 | 40208 | 40217 | 40218 |
| 20155 | 20165 | 20286 | 20297 | 20307 | 40229 | 40238 | 40311 | 40355 | 40561 |
| 20319 | 20386 | 20432 | 20471 | 20480 | 40569 | 40580 | 40621 | 40636 | 40615 |
| 20488 | 20505 | 20543 | 20567 | 20569 | 40658 | 40661 | 40701 | 40708 | 40783 |
| 20764 | 20788 | 20806 | 20832 | 21033 | 40792 | 40797 | 40798 | 40803 | 40817 |
| 21074 | 21076 | 21117 | 21231 | 21278 | 40947 | 40970 | 41108 | 41129 | 41206 |
| 21303 | 21362 | 21384 | 21480 | 21558 | 41217 | 41245 | 41327 | 41337 | 41375 |
| 21586 | 21611 | 21644 | 21679 | 21724 | 41383 | 41385 | 41447 | 41463 | 41520 |
| 21748 | 21775 | 21797 | 21848 | 21849 | 41533 | 41534 | 41577 | 41590 | 41592 |
| 21875 | 21961 | 21969 | 22019 | 22167 | 41614 | 41613 | 41651 | 41686 | 41765 |
| 22389 | 22418 | 22439 | 22442 | 22574 | 41813 | 41839 | 41843 | 41954 | 42007 |
| 22581 | 22602 | 22723 | 22780 | 22783 | 42041 | 42098 | 42105 | 42120 | 42123 |
| 22791 | 22806 | 22811 | 22815 | 22822 | 42124 | 42180 | 42355 | 42371 | 42176 |
| 22829 | 22832 | 22865 | 23030 | 23031 | 42526 | 42577 | 42617 | 42664 | 42666 |
| 23032 | 23156 | 23190 | 23224 | 23227 | 42674 | 42680 | 42730 | 42811 | 42826 |
| 23244 | 23274 | 23410 | 23589 | 23661 | 42926 | 42923 | 42976 | 43093 | 43190 |
| 23761 | 23790 | 23819 | 23861 | 23862 | 43192 | 43197 | 43202 | 43285 | 43313 |
| 23885 | 23923 | 23984 | 23995 | 24042 | 43326 | 43337 | 43366 | 43398 | 43406 |
| 24053 | 24110 | 24114 | 24132 | 24202 | 43407 | 43452 | 43535 | 43558 | 43569 |
| 24254 | 24260 | 24368 | 24370 | 24396 | 43610 | 43617 | 43623 | 43727 | 43748 |
| 24440 | 24441 | 24450 | 24481 | 24581 | 43766 | 43794 | 43824 | 43913 | 43928 |
| 24593 | 24614 | 24618 | 24625 | 24658 | 43984 | 44082 | 44133 | 44196 | 44201 |
| 24665 | 24843 | 24901 | 24969 | 25036 | 44278 | 44394 | 44402 | 44415 | 44447 |
| 25038 | 25042 | 25211 | 25243 | 25248 | 44499 | 44532 | 44599 | 44600 | 44601 |
| 25236 | 25342 | 25365 | 25430 | 25431 | 44604 | 44633 | 44659 | 44734 | 44761 |
| 25490 | 25585 | 25624 | 25648 | 25675 | 44905 | 44908 | 45007 | 45038 | 45039 |
| 25771 | 25802 | 25824 | 25825 | 25867 | 45041 | 45042 | 45048 | 45080 | 45121 |
| 25976 | 26025 | 26039 | 26093 | 26094 | 45163 | 45213 | 45242 | 45259 | 45302 |
| 26106 | 26188 | 26217 | 26219 | 26349 | 45320 | 45359 | 45377 | 45382 | 45385 |
| 26381 | 26383 | 26386 | 26614 | 26618 | 45386 | 45388 | 45392 | 45455 | 45521 |
| 26738 | 26757 | 26909 | 26941 | 26956 | 45573 | 45616 | 45632 | 45633 | 45723 |
| 26958 | 27032 | 27033 | 27037 | 27048 | 45730 | 45762 | 45771 | 45874 | 45881 |
| 27045 | 27073 | 27092 | 27097 | 27099 | 45948 | 45955 | 46065 | 46072 | 46096 |
| 27154 | 27183 | 27243 | 27298 | 27318 | 46107 | 46144 | 46155 | 46181 | 46183 |
| 27383 | 27478 | 27482 | 27553 | 27601 | 46285 | 46131 | 46555 | 46570 | 46596 |
| 27792 | 27851 | 27949 | 27962 | 27983 | 46646 | 46653 | 46667 | 46672 | 46776 |
| 27984 | 27900 | 27993 | 28021 | 28034 | 46785 | 46798 | 46799 | 46831 | 46921 |
| 28077 | 28078 | 28137 | 28139 | 28168 | 46993 | 46994 | 46997 | 47020 | 47023 |
| 28172 | 28314 | 28356 | 28362 | 28365 | 47033 | 47119 | 47144 | 47150 | 47167 |
| 28367 | 28374 | 28375 | 28380 | 28382 | 47209 | 47287 | 47288 | 47189 | 47596 |
| 28405 | 28413 | 28418 | 28420 | 28421 | 47522 | 47563 | 47591 | 47606 | 47681 |
| 28424 | 28425 | 28441 | 28445 | 28450 | 47712 | 47856 | 47872 | 47885 | 47921 |
| 28460 | 28617 | 28615 | 28754 | 28794 | 47968 | 48017 | 48052 | 48053 | 48059 |
| 28929 | 28986 | 29016 | 29028 | 29060 | 48254 | 48281 | 48286 | 48293 | 48296 |
| 29070 | 29097 | 29133 | 29168 | 29187 | 48299 | 48312 | 48320 | 48327 | 48331 |
| 29198 | 29278 | 29334 | 29364 | 29367 | 48333 | 48334 | 48342 | 48495 | 48496 |
| 29388 | 29403 | 29404 | 29511 | 29586 | 48508 | 48553 | 48594 | 48600 | 48708 |
| 29593 | 29594 | 29596 | 29626 | 29612 | 48750 | 48774 | 48865 | 48882 | 48906 |
| 29619 | 29650 | 29655 | 29734 | 29744 | 48964 | 48977 | 48983 | 48986 | 48999 |
| 29773 | 29815 | 29844 | 29862 | 29949 | 49002 | 49015 | 49027 | 49034 | 49037 |
| 29979 | 29985 | 30012 | 30093 | 30094 | 49052 | 49095 | 49155 | 49158 | 49200 |
| 30103 | 30104 | 30111 | 30175 | 30235 | 49204 | 49283 | 49288 | 49317 | 49320 |
| 30248 | 30317 | 30367 | 30404 | 30419 | 49406 | 49433 | 49521 | 49615 | 49650 |
| 30613 | 30651 | 31013 | 31015 | 31023 | 49688 | 49753 | 49816 | 49819 | 49884 |
| 31031 | 31169 | 31170 | 31235 | 31237 | 49914 | 49980 | 49981 | 50003 | 50091 |
| 31346 | 31322 | 31325 | 31449 | 31455 | 50092 | 50146 | 50222 | 50297 | 50325 |
| 31502 | 31529 | 31542 | 31551 | 31632 | 50312 | 50371 | 50372 | 50150 | 50459 |
| 31671 | 31730 | 31735 | 31736 | 31912 | 50495 | 50511 | 50571 | 50578 | 50638 |
| 31977 | 31999 | 32029 | 32071 | 32081 | 50677 | 50713 | 50770 | 50862 | 50931 |
| 32126 | 32144 | 32236 | 32238 | 32302 | 50939 | 50973 | 50975 | 50976 | 51015 |
| 32398 | 32512 | 32523 | 32531 | 32606 | 51017 | 51019 | 51065 | 51066 | 51072 |
| 32607 | 32661 | 32664 | 32738 | 32739 | 51082 | 51098 | 51099 | 51158 | 51185 |
| 32756 | 32757 | 32759 | 32789 | 32847 | 51278 | 51317 | 51321 | 51328 | 51337 |
| 32851 | 32872 | 32927 | 32942 | 32961 | 51451 | 51527 | 51549 | 51584 | 51604 |
| 32982 | 32988 | 32996 | 33063 | 33065 | 51736 | 51741 | 51825 | 51846 | 51959 |
| 33066 | 33082 | 33088 | 33159 | 33230 | 51964 | 51993 | 52017 | 52152 | 52180 |
| 33261 | 33349 | 33400 | 33438 | 33469 | 52193 | 52201 | 52210 | 52389 | 52524 |
| 33518 | 33524 | 33531 | 33535 | 33860 | 52552 | 52598 | 52663 | 52686 | 52688 |
| 33869 | 33925 | 33932 | 33944 | 33964 | 52702 | 52764 | 52796 | 52805 | 52806 |
| 34004 | 34015 | 34021 | 34025 | 34028 | 52833 | 52850 | 52854 | 52866 | 52876 |
| 34033 | 34035 | 34047 | 34050 | 34051 | 52905 | 52925 | 52962 | 52976 | 52978 |
| 34062 | 34067 | 34080 | 34243 | 34261 | 53000 | 53038 | 53112 | 53204 | 53212 |
| 34311 | 34341 | 34415 | 34420 | 34447 | 53253 | 53272 | 53280 | 53290 | 53293 |
| 34563 | 34667 | 34731 | 35053 | 35186 | 53299 | 53313 | 53314 | 53354 | 53362 |
| 35205 | 35306 | 35509 | 35527 | 35577 | 53368 | 53380 | 53390 | 53393 | 53427 |
| 35591 | 35653 | 35686 | 35786 | 35878 | 53432 | 53454 | 53456 | 53459 | 53520 |
| 35882 | 35887 | 35969 | 36097 | 36102 | 53540 | 53563 | 53659 | 53641 | 53859 |
| 36171 | 36250 | 36342 | 36351 | 36388 | 53986 | 54018 | 54062 | 54187 | 54289 |
| 36391 | 36461 | 36488 | 36514 | 36515 | 54363 | 54387 | 54506 | 54513 | 54629 |
| 36518 | 36593 | 36599 | 36600 | 36729 | 54618 | 54650 | 54652 | 54663 | 54683 |
| 36786 | 36856 | 36884 | 36937 | 36957 | 54697 | 54768 | 54789 | 54814 | 54817 |
| 36980 | 37046 | 37148 | 37164 | 37199 | 54879 | 55002 | 55012 | 55052 | 55053 |
| 37204 | 37249 | 37227 | 37260 | 37287 | 55055 | 55058 | 55072 | 55168 | 55172 |
| 37328 | 37348 | 37354 | 37378 | 37134 | 55196 | 55226 | 55230 | 55232 | 55263 |
| 37454 | 37613 | 37678 | 37723 | 37807 | 55275 | 55277 | 55460 | 55500 | 55511 |
| 37814 | 37839 | 37854 | 37856 | 37859 | 55562 | 55570 | 55651 | 55652 | 55658 |
| 37864 | 38039 | 38081 | 38167 | 38172 | 55701 | 55710 | 55735 | 55743 | 55803 |
| 38248 | 38251 | 38273 | 38278 | 38279 | 55806 | 55816 | 55817 | 55851 | 55892 |
| 38341 | 38343 | 38353 | 38477 | 38518 | 55919 | 55932 | 55940 | 55952 | 55958 |
| 38527 | 38555 | 38589 | 38592 | 38631 | 55972 | 56137 | 56149 | 56161 | 56220 |
| 38635 | 38636 | 38651 | 38675 | 38720 | 56226 | 56289 | 56412 | 56477 | 56484 |
| 38722 | 38737 | 38842 | 38816 | 38824 | 56546 | 56588 | 56600 | 56607 | 56624 |
| 38838 | 38876 | 38879 | 38963 | 38993 | 56649 | 56675 | 56762 | 56808 | 56832 |
| 39157 | 39160 | 39168 | 39171 | 39210 | 56849 | 56855 | 56916 | 56931 | 57100 |
| 39240 | 39272 | 39320 | 39362 | 39370 | 57170 | 57186 | 57346 | 57382 | 57385 |
| 39410 | 39473 | 39502 | 39544 | 39562 | 57502 | 57574 | 57620 | 57627 | 57741 |
| 39573 | 39653 | 39745 | 39788 | 39893 | 57776 | 57781 | 57812 | 57846 | 57884 |
| 39970 | 39995 | 39999 | 40026 | 40037 | 57916 | 57917 | 57953 | 58032 | 58036 |
| 40151 | 40156 | 40166 | 40185 | 40190 | 58044 | 58050 | 58054 | 58055 | 58079 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 58089 | 58133 | 58195 | 58339 | 58461 | 76212 | 76214 | 76216 | 76226 | 76285 |
| 58496 | 58504 | 58584 | 58587 | 58588 | 76289 | 76293 | 76300 | 76355 | 76359 |
| 58633 | 58686 | 58717 | 58796 | 58805 | 76409 | 76410 | 76429 | 76591 | 76645 |
| 58884 | 58932 | 58943 | 59024 | 59099 | 76661 | 76749 | 76750 | 76794 | 76811 |
| 59133 | 59139 | 59147 | 59217 | 59249 | 76818 | 76825 | 76857 | 76862 | 76876 |
| 59256 | 59295 | 59297 | 59314 | 59390 | 77253 | 77284 | 77364 | 77372 | 77393 |
| 59423 | 59436 | 59479 | 59546 | 59561 | 77484 | 77613 | 77623 | 77654 | 77721 |
| 59584 | 59616 | 59705 | 59712 | 59745 | 77730 | 77764 | 77802 | 77812 | 77825 |
| 59752 | 59757 | 59766 | 59768 | 59773 | 77901 | 77937 | 77962 | 77973 | 78015 |
| 59780 | 59805 | 59841 | 59872 | 59943 | 78098 | 78175 | 78193 | 78194 | 78195 |
| 59921 | 60040 | 60253 | 60279 | 60336 | 78285 | 78325 | 78326 | 78368 | 78374 |
| 60375 | 60405 | 60412 | 60502 | 60572 | 78378 | 78383 | 78407 | 78428 | 78483 |
| 60667 | 60673 | 60681 | 60707 | 60708 | 78500 | 78534 | 78559 | 78562 | 78662 |
| 60733 | 60793 | 60820 | 60824 | 60833 | 78736 | 78812 | 78839 | 78850 | 78877 |
| 60835 | 60884 | 60925 | 61009 | 61049 | 78910 | 78947 | 78955 | 79131 | 79149 |
| 61071 | 61116 | 61159 | 61174 | 61193 | 79151 | 79154 | 79167 | 79181 | 79213 |
| 61233 | 61358 | 61359 | 61512 | 61537 | 79297 | 79302 | 79355 | 79385 | 79391 |
| 61568 | 61591 | 61604 | 61629 | 61637 | 79404 | 79419 | 79467 | 79477 | 79543 |
| 61638 | 61681 | 61806 | 61926 | 61927 | 79545 | 79523 | 79530 | 79560 | 79567 |
| 61930 | 62042 | 62062 | 62064 | 62136 | 79583 | 79619 | 79635 | 79646 | 79674 |
| 62143 | 62347 | 62354 | 62384 | 62390 | 79737 | 79795 | 79922 | 79961 | 80063 |
| 62537 | 62565 | 62651 | 62652 | 62662 | 80218 | 80270 | 80302 | 80336 | 80390 |
| 62786 | 62837 | 62882 | 63045 | 63157 | 80391 | 80454 | 80471 | 80480 | 80498 |
| 63413 | 63439 | 63444 | 63451 | 63453 | 80591 | 80642 | 80648 | 80788 | 80827 |
| 63509 | 63561 | 63629 | 63634 | 63785 | 80836 | 80850 | 80879 | 80890 | 80949 |
| 63807 | 63823 | 63839 | 63867 | 63875 | 81077 | 81126 | 81222 | 81274 | 81300 |
| 64031 | 64043 | 64061 | 64067 | 64152 | 81314 | 81343 | 81452 | 81485 | 81503 |
| 64303 | 64310 | 64349 | 64404 | 64407 | 81549 | 81580 | 81615 | 81618 | 81660 |
| 64442 | 64477 | 64482 | 64535 | 64571 | 81664 | 81693 | 81723 | 81728 | 81789 |
| 64576 | 64917 | 64930 | 64936 | 65027 | 81834 | 81847 | 82072 | 82094 | 82109 |
| 65095 | 65122 | 65162 | 65164 | 65253 | 82268 | 82290 | 82353 | 82375 | 82432 |
| 65254 | 65258 | 65259 | 65262 | 65285 | 82486 | 82515 | 82549 | 82562 | 82586 |
| 65288 | 65326 | 65396 | 65415 | 65418 | 82654 | 82664 | 82665 | 82673 | 82680 |
| 65470 | 65473 | 65506 | 65560 | 65611 | 82713 | 82725 | 82827 | 82877 | 82878 |
| 65732 | 65823 | 65826 | 65930 | 65943 | 82883 | 82886 | 82910 | 82941 | 82947 |
| 66094 | 66095 | 66122 | 66129 | 66419 | 82976 | 82977 | 82987 | 83065 | 83173 |
| 66420 | 66476 | 66488 | 66497 | 66554 | 83179 | 83221 | 83231 | 83332 | 83355 |
| 66567 | 66603 | 66664 | 66666 | 66767 | 83386 | 83394 | 83413 | 83125 | 83481 |
| 66673 | 66681 | 66685 | 66706 | 66725 | 83598 | 83605 | 83627 | 83649 | 83707 |
| 66915 | 66918 | 66940 | 66944 | 66995 | 83709 | 83712 | 83714 | 83803 | 83818 |
| 66997 | 67019 | 67164 | 67184 | 67272 | 83854 | 83916 | 83988 | 84073 | 84173 |
| 67278 | 67446 | 67471 | 67481 | 67505 | 84181 | 84266 | 84327 | 84328 | 84336 |
| 67578 | 67584 | 67591 | 67597 | 67598 | 84457 | 84500 | 84502 | 84534 | 84567 |
| 67613 | 67614 | 67708 | 67747 | 67759 | 84582 | 84588 | 84589 | 84614 | 84634 |
| 67788 | 67789 | 67835 | 67837 | 67844 | 84641 | 84643 | 84740 | 84779 | 84810 |
| 67920 | 67921 | 67952 | 67958 | 68008 | 84841 | 84845 | 84900 | 84976 | 85012 |
| 68009 | 68058 | 68084 | 68124 | 68137 | 85063 | 85106 | 85109 | 85140 | 85184 |
| 68205 | 68223 | 68227 | 68238 | 68286 | 85217 | 85233 | 85273 | 85275 | 85339 |
| 68318 | 68340 | 68417 | 68458 | 68476 | 85423 | 85432 | 85479 | 85506 | 85535 |
| 68567 | 68764 | 68782 | 68790 | 68793 | 85666 | 85720 | 85754 | 85771 | 85803 |
| 68803 | 68811 | 68814 | 68817 | 68824 | 85804 | 85827 | 85852 | 85859 | 85864 |
| 68826 | 68849 | 68933 | 68949 | 68964 | 85905 | 85941 | 85998 | 85999 | 86127 |
| 69071 | 69104 | 69109 | 69150 | 69139 | 86138 | 86256 | 86333 | 86367 | 86401 |
| 69197 | 69263 | 69274 | 69284 | 69293 | 86575 | 86578 | 86584 | 86732 | 86839 |
| 69294 | 69367 | 69406 | 69407 | 69419 | 86840 | 86911 | 86974 | 87064 | 87077 |
| 69452 | 69463 | 69477 | 69486 | 69514 | 87114 | 87159 | 87211 | 87286 | 87303 |
| 69589 | 69687 | 69782 | 69784 | 69786 | 87330 | 87432 | 87442 | 87476 | 87514 |
| 69814 | 69829 | 69912 | 69944 | 69972 | 87532 | 87565 | 87567 | 87579 | 87582 |
| 69993 | 70004 | 70022 | 70114 | 70257 | 87705 | 87756 | 87855 | 87913 | 88034 |
| 70462 | 70410 | 70476 | 70517 | 70537 | 88037 | 88039 | 88058 | 88086 | 88092 |
| 70587 | 70596 | 70633 | 70683 | 70743 | 88130 | 88193 | 88235 | 88236 | 88265 |
| 70822 | 70823 | 70872 | 70897 | 70907 | 88296 | 88336 | 88350 | 88351 | 88465 |
| 70909 | 70917 | 70918 | 70923 | 70925 | 88569 | 88598 | 88616 | 88695 | 88803 |
| 70927 | 71073 | 71097 | 71120 | 71140 | 88809 | 88846 | 88865 | 88891 | 89005 |
| 71167 | 71169 | 71205 | 71244 | 71258 | 89015 | 89042 | 89100 | 89104 | 89115 |
| 71276 | 71278 | 71281 | 71348 | 71369 | 89174 | 89191 | 89192 | 89221 | 89228 |
| 71498 | 71503 | 71550 | 71567 | 71587 | 89230 | 89272 | 89274 | 89312 | 89322 |
| 71593 | 71633 | 71637 | 71668 | 71723 | 89376 | 89385 | 89402 | 89408 | 89431 |
| 71742 | 71784 | 71790 | 71809 | 71812 | 89444 | 89445 | 89482 | 89503 | 89505 |
| 71801 | 71816 | 71824 | 71838 | 71854 | 89512 | 89517 | 89538 | 89545 | 89547 |
| 71868 | 71871 | 71875 | 71880 | 71896 | 89570 | 89578 | 89580 | 89643 | 89602 |
| 72005 | 72006 | 72035 | 72055 | 72119 | 89712 | 89728 | 89767 | 89768 | 89945 |
| 72157 | 72158 | 72209 | 72262 | 72264 | 89940 | 89954 | 89985 | 90006 | 90054 |
| 72273 | 72285 | 72296 | 72312 | 72347 | 90063 | 90125 | 90175 | 90204 | 90209 |
| 72338 | 72339 | 72349 | 72402 | 72461 | 90218 | 90289 | 90338 | 90410 | 90421 |
| 72499 | 72508 | 72546 | 72520 | 72550 | 90431 | 90461 | 90575 | 90713 | 90780 |
| 72570 | 72576 | 72617 | 72636 | 72681 | 90781 | 90783 | 90784 | 90801 | 90807 |
| 72763 | 72786 | 72790 | 72821 | 72822 | 90921 | 90933 | 90940 | 90943 | 90944 |
| 72839 | 72854 | 72901 | 72992 | 72995 | 90950 | 91049 | 91060 | 91063 | 91088 |
| 72996 | 72999 | 73087 | 73115 | 73162 | 91095 | 91107 | 91133 | 91136 | 91137 |
| 73173 | 73179 | 73209 | 73210 | 73215 | 91158 | 91193 | 91199 | 91210 | 91212 |
| 73218 | 73226 | 73255 | 73258 | 73259 | 91221 | 91395 | 91432 | 91454 | 91522 |
| 73312 | 73417 | 73432 | 73434 | 73435 | 91537 | 91669 | 91679 | 91770 | 91798 |
| 73440 | 73470 | 73494 | 73497 | 73563 | 91823 | 91858 | 91859 | 91938 | 91940 |
| 73560 | 73644 | 73669 | 73686 | 73802 | 91954 | 92003 | 92007 | 92065 | 92131 |
| 73827 | 74127 | 74171 | 74184 | 74208 | 92132 | 92140 | 92180 | 92181 | 92228 |
| 74219 | 74332 | 74369 | 74430 | 74647 | 92236 | 92264 | 92318 | 92320 | 92353 |
| 74630 | 74696 | 74768 | 74786 | 74788 | 92428 | 92431 | 92434 | 92436 | 92454 |
| 74824 | 74928 | 74930 | 74946 | 74950 | 92581 | 92681 | 92716 | 92725 | 92748 |
| 75010 | 75029 | 75036 | 75041 | 75068 | 92777 | 92795 | 92860 | 92926 | 92992 |
| 75066 | 75096 | 75165 | 75181 | 75194 | 93039 | 93042 | 93055 | 93164 | 93194 |
| 75205 | 75305 | 75320 | 75328 | 75386 | 93268 | 93272 | 93283 | 93305 | 93326 |
| 75391 | 75415 | 75472 | 75495 | 75496 | 93340 | 93341 | 93436 | 93465 | 93663 |
| 75497 | 75517 | 75526 | 75644 | 75678 | 93673 | 93688 | 93698 | 93708 | 93849 |
| 75707 | 75742 | 75796 | 75809 | 75840 | 93851 | 93924 | 93974 | 94008 | 94035 |
| 75865 | 75867 | 75869 | 75892 | 75896 | 94045 | 94062 | 94121 | 94130 | 94175 |
| 75899 | 75909 | 75917 | 75918 | 75922 | 94192 | 94261 | 94273 | 94315 | 94436 |
| 75927 | 75932 | 75954 | 75985 | 75986 | 94438 | 94505 | 94554 | 94572 | 94590 |
| 76078 | 76093 | 76097 | 76137 | 76151 | 94592 | 94594 | 94611 | 94753 | 94755 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 94770 | 94779 | 94782 | 94795 | 94818 | 102410 | 102419 | 102680 | 102784 | 102795 |
| 94819 | 94836 | 94845 | 94907 | 94945 | 102797 | 102801 | 102817 | 102861 | 102899 |
| 94949 | 95077 | 95134 | 95138 | 95146 | 103055 | 103114 | 103126 | 103285 | 103287 |
| 95227 | 95265 | 95354 | 95542 | 95605 | 103294 | 103295 | 103343 | 103529 | 103538 |
| 95613 | 95625 | 95641 | 95671 | 95695 | 103545 | 103582 | 103612 | 103615 | 103625 |
| 95709 | 95825 | 95841 | 95880 | 95891 | 103706 | 103735 | 103743 | 103749 | 103778 |
| 95946 | 96003 | 96019 | 96063 | 96146 | 103930 | 103936 | 104020 | 104081 | 104104 |
| 96147 | 96152 | 96181 | 96221 | 96222 | 104105 | 104134 | 104167 | 104170 | 104212 |
| 96227 | 96234 | 96243 | 96245 | 96337 | 104244 | 104322 | 104329 | 104360 | 104381 |
| 96343 | 96385 | 96482 | 96527 | 96587 | 104400 | 104425 | 104430 | 104431 | 104449 |
| 96590 | 96591 | 96621 | 96656 | 96687 | 104491 | 104520 | 104525 | 104530 | 104558 |
| 96693 | 96754 | 96779 | 96835 | 96853 | 104670 | 104766 | 104767 | 104772 | 104799 |
| 96863 | 96951 | 97219 | 97288 | 97301 | 104804 | 104829 | 104904 | 105049 | 105094 |
| 97302 | 97309 | 97311 | 97315 | 97421 | 105101 | 105108 | 105160 | 105165 | 105179 |
| 97424 | 97533 | 97535 | 97536 | 97565 | 105181 | 105393 | 105395 | 105396 | 105399 |
| 97568 | 97643 | 97695 | 97721 | 97727 | 105442 | 105522 | 105671 | 105676 | 105743 |
| 97749 | 97751 | 97756 | 97762 | 97763 | 105827 | 105874 | 105876 | 105902 | 105993 |
| 97812 | 97879 | 97954 | 97956 | 97958 | 106009 | 106062 | 106087 | 106091 | 106125 |
| 97997 | 98044 | 98218 | 98219 | 98235 | 106128 | 106187 | 106209 | 106222 | 106227 |
| 98236 | 98248 | 98259 | 98272 | 98302 | 106289 | 106313 | 106345 | 106452 | 106457 |
| 98316 | 98325 | 98335 | 98374 | 98381 | 106459 | 106463 | 106529 | 106561 | 106567 |
| 98383 | 98384 | 98386 | 98399 | 98498 | 106602 | 106623 | 106630 | 106635 | 107163 |
| 98525 | 98678 | 98684 | 98919 | 98963 | 107177 | 107182 | 107218 | 107225 | 107265 |
| 98983 | 99185 | 99196 | 99200 | 99229 | 107373 | 107687 | 107750 | 107793 | 107797 |
| 99249 | 99253 | 99262 | 99288 | 99346 | 107933 | 107942 | 108026 | 108097 | 108136 |
| 99532 | 99541 | 99557 | 99558 | 99567 | 108162 | 108228 | 108368 | 108402 | 108407 |
| 99594 | 99622 | 99648 | 99670 | 99677 | 108525 | 108588 | 108597 | 108602 | 108673 |
| 99682 | 99692 | 99694 | 99703 | 99761 | 108835 | 108861 | 108874 | 108956 | 109063 |
| 99767 | 99769 | 99785 | 99820 | 99863 | 109065 | 109067 | 109114 | 109123 | 109156 |
| 99866 | 99867 | 99926 | 99990 | 100056 | 109186 | 109187 | 109293 | 109295 | 109342 |
| 100080 | 100082 | 100094 | 100155 | 100165 | 109316 | 109400 | 109441 | 109453 | 109463 |
| 100168 | 100200 | 100206 | 100214 | 100260 | 109473 | 109544 | 109554 | 109665 | 109671 |
| 100295 | 100302 | 100390 | 100419 | 100477 | 109791 | 109794 | 109882 | 109887 | 110126 |
| 100485 | 100520 | 100643 | 100621 | 100671 | 110153 | 110184 | 110196 | 110208 | 110237 |
| 100767 | 100808 | 100811 | 100933 | 100972 | 110409 | 110761 | 110841 | 111594 | 111645 |
| 101138 | 101160 | 101164 | 101177 | 101189 | 111707 | 111798 | 111831 | 111991 | 111994 |
| 101261 | 101298 | 101543 | 101545 | 101660 | 112007 | 112009 | 112014 | 112023 | 112028 |
| 101685 | 101726 | 101766 | 101800 | 101882 | 112091 | 112103 | 112111 | 112112 | 112128 |
| 101893 | 101904 | 101906 | 102017 | 102052 | 112949 | 112987 | 112989 | 113019 | 113020 |
| 102095 | 102132 | 102169 | 102191 | 102215 | 113027 | 113058 | 113077 | 113090 | 113102 |
| 102292 | 102322 | 102327 | 102334 | 102337 | 113105 | | | | |

CATÉGORIE C

**OBLIGATIONS DE CINQ CENTS FRANCS 5 0/0**

**libellées en langue française, d'une valeur nominale de 500 F chacune** et qui n'ont pas été estampillées pour ramener le capital nominal à £ 14.5.0 sterling.

**Numéros des obligations sorties au tirage.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2554 | 2804 | 6618 | 9967 | 11777 | 66161 | 68143 | 68150 | 68151 | 68153 |
| 13384 | 13439 | 13442 | 14015 | 18125 | 68404 | 71206 | 74209 | 76832 | 77808 |
| 18241 | 19282 | 21110 | 24561 | 24564 | 87502 | 90800 | 97913 | 99177 | 99657 |
| 25584 | 32350 | 44614 | 49816 | 49817 | 101733 | 101797 | 104535 | 104577 | |
| 54900 | 54901 | 57118 | 59829 | 65082 | | | | | |

Les détenteurs des susdites obligations spécifiées dans la catégorie C doivent communiquer avec les agents de la compagnie Canadian-Brazilian Services Limited, 148, Leadenhall Street, Londres E. C. 3, Angleterre, pour détails quant à la manière dont lesdites obligations peuvent être estampillées, avant remboursement, pour représenter un montant en capital de £ 14.5.0 chacune.

Les détenteurs d'obligations hypothécaires et d'obligations sorties au tirage doivent les présenter et les délivrer pour remboursement à partir du 1er avril 1954 avec le coupon échéant le 1er octobre 1954 et tous les coupons de date ultérieure attachés. Suivant les termes dudit acte de fidéicommis, lesdites obligations hypothécaires et obligations cesseront de porter intérêts à partir du 1er avril 1954. Le coupon à l'échéance du 1er avril 1954 devra être détaché des obligations hypothécaires et obligations avant la présentation et être encaissé par le détenteur selon la manière habituelle.

Daté à Toronto, Canada, ce quatrième jour de décembre 1953.

*The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, Limited,*

Par R. T. DONALD,

*Secrétaire.*

*N. B.* — 1° Les détenteurs d'obligations hypothécaires et d'obligations sorties au tirage qui résident en Belgique ou au Luxembourg, en France ou dans les Pays-Bas, peuvent obtenir tous renseignements concernant la présentation et le payement de telles obligations hypothécaires et obligations à la Lloyds & National Provincial Foreign Bank Ltd, 2-4, rue Royale, Bruxelles, Belgique, et 43, boulevard des Capucines, Paris, France, ou à l'Amsterdamsche Bank N. V., 595, Herengracht, Amsterdam, respectivement;

2° Certaines obligations hypothécaires et obligations de l'émission ci-dessus sont sorties au tirage pour remboursement le 1er avril des années 1945 à 1949 inclusivement et dans les années 1951 à 1953 inclusivement, et leurs listes peuvent être consultées au bureau de la Canadian Bank of Commerce, 2, Lombard Street, Londres E. C. 3, Angleterre, ou à la Lloyds & National Provincial Foreign Bank Limited, 2-4, rue Royale, Bruxelles, et 43, boulevard des Capucines, Paris, ou aux bureaux de l'Amsterdamsche Bank N. V., 595, Herengracht, Amsterdam.

## ETABLISSEMENTS F. DELORY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 120.960.000 F
SIÈGE SOCIAL: RUE DU PHARE, A QUIBERON
Registre du commerce : Lorient 4761.

*Obligations* 6 1/2 0/0 1949.

**Cinquième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé aux rachats en Bourse de 113 obligations, épuisant l'annuité prévue au tableau d'amortissement du 15 janvier 1954.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour le cinquième amortissement; les amortissements antérieurs ayant eu lieu par rachats en Bourse, il n'y a pas en circulation d'obligations restant à rembourser.

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1946
DE LA
**société Union pyrénéenne électrique.**

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F (émission 1946) de la société Union pyrénéenne électrique sont informés que l'amortissement du 15 janvier 1954 a été réalisé par voie de rachat en Bourse.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

Néant.

## COMPAGNIE FRANÇAISE THOMSON-HOUSTON

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.316.825.000 F
SIÈGE SOCIAL: 173, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS
R. C.: Seine 60343.

*Obligations* 4 0/0 1942 *de* 5.000 *F.*

**Douzième amortissement au 1er mars 1954.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la compagnie a procédé au rachat en Bourse des 410 obligations à amortir le 1er mars 1954.
En conséquence, le tirage au sort qui était prévu pour le 15 janvier 1954 n'aura pas lieu.
Toutes les obligations précédemment amorties ont été présentées au remboursement.

## LA TOLERIE INDUSTRIELLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 16 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 65, RUE DU CHEMIN-VERT, A PARIS (11e)
R. C.: Seine n° 68352.

*Obligations* 5 1/2 0/0 1948 *de* 5.000 *F.*

**LISTE NUMERIQUE**

1° **De la série comprenant les 94 obligations amorties au sixième tirage d'amortissement effectué le 26 novembre 1953** (la société a racheté 81 titres pour compléter cet amortissement);
2° **Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 704 à 775 | 1952 | **1.855 à 1.970** | 1954 |
| 822 à 917 | 1953 | 2.237 à 2.262 | 1954 |
| 1.407 à 1.493 | 1950 | | |

Les obligations sorties au tirage du 26 novembre 1953 seront remboursables à partir du 1er janvier 1954.

## Société Verrière de la Brie et du Bugey

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 259.200.000 F
SIÈGE SOCIAL: 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 290907 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 183 obligations 6 3/4 0/0 1950.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er janvier 1954.
Les amortissements précédents ont été réalisés par rachats en Bourse.

## SAINT FRERES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.818 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 34, RUE DU LOUVRE, PARIS (1er)
R. C.: Seine 64184.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 1.675 obligations 4 0/0 1946.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er janvier 1954.

**Rappel de la série comprenant des obligations 4 0/0 1946 sorties en 1946 et non encore remboursées.**

40.234 à 41.125

## Société d'EXPLOITATION VERRIERE BEAUCE-BOURGOGNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 132 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 4, RUE CAMBACÉRÈS, PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 264384 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 750 obligations 4 1/2 0/0 1947.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er janvier 1954.

**Rappel de la série comprenant des obligations 4 1/2 0/0 1947 sorties en 1947 et non encore remboursées.**

4.527 à 4.984

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1945
DE LA
**Société des forces motrices du Breda.**

*Amortissement* 1954.

1° **71 obligations rachetées et amorties;**
2° **Liste numérique:** *a*) **des 51 obligations sorties au tirage du 20 novembre 1953, formant le complément de l'amortissement, remboursables à partir du 1er janvier 1954 avec le coupon du 1er janvier 1955 à 5.000 F;** *b*) **des obligations amorties aux tirages antérieurs à 1953 et restant à présenter au remboursement.**

NOTA. — Les nombres portés dans la colonne en regard des numéros des titres indiquent l'année d'échéance du remboursement.

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 31 à 40 | 54 | 1.351 à 1.360 | 54 | 2.981 à 2.983 | 53 |
| 71 à 80 | 53 | 1.361 à 1.370 | 53 | 3.301 à 3.310 | 54 |
| 561 à 562 | 53 | 2.271 à 2.280 | 54 | 3.851 à 3.860 | 53 |
| 651 à 660 | 54 | 2.281 à 2.290 | 53 | 3.881 | 54 |

# Compagnie Franco-Espagnole du Chemin de Fer de Tanger à Fez
# Compania Franco-Espanola del Ferrocarril de Tanger a Fez

SOCIÉTÉ ANONYME MAROCAINE AU CAPITAL DE 15.000.000 DE FRANCS

divisé en 18.000 actions françaises et 12.000 actions espagnoles de 500 F. Constituée et fonctionnant sous le régime des lois françaises qui régissent les sociétés anonymes formées au Maroc.

SIÈGE SOCIAL : A MEKNES (MAROC)

ADMINISTRATION CENTRALE : A PARIS, 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

## OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 1929 (3e SERIE) DE 1.000 F NOMINAL

*Echéance du 1er janvier 1954.*

**Vingt-quatrième tirage effectué le 5 novembre 1953 pour amortissement de 2.000 obligations.**

La liste ci-dessous comprend : *a*) en caractères gras, les séries sorties au vingt-quatrième tirage ; *b*) les séries sorties aux tirages antérieurs et non encore totalement remboursées ; *c*) les numéros frappés d'opposition à la date du vingt-quatrième tirage.

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **71 à 80** | **1954** | 5.911 à 5.920 | 1952 | 12.591 à 12.600 | 1953 | 17.301 à 17.310 | 1953 | **22.731 à 22.740** | **1954** |
| **161 à 170** | » | **6.361 à 6.370** | **1954** | **12.611 à 12.620** | **1954** | 17.311 à 17.320 | » | 22.771 à 22.780 | 1948 |
| **171 à 180** | » | **6.601 à 6.610** | » | **12.621 à 12.630** | » | 17.321 à 17.330 | » | 22.841 à 22.850 | 1945 |
| **471 à 480** | » | **6.741 à 6.750** | » | **12.741 à 12.750** | » | 17.331 à 17.340 | 1950 | 22.851 à 22.860 | 1952 |
| 481 à 490 | 1953 | **6.771 à 6.780** | » | 12.811 à 12.820 | 1953 | **17.651 à 17.660** | **1954** | **23.021 à 23.030** | **1954** |
| **541 à 550** | **1954** | **6.801 à 6.810** | » | **12.881 à 12.890** | **1954** | 17.561 à 17.570 | 1953 | **23.081 à 23.090** | » |
| 721 à 730 | 1949 | 6.831 à 6.840 | 1953 | 13.211 à 13.220 | 1952 | **17.651 à 17.660** | **1954** | **23.171 à 23.180** | » |
| 761 à 770 | 1953 | **6.851 à 6.860** | **1954** | 13.221 à 13.230 | 1951 | 17.661 à 17.670 | 1953 | **23.241 à 23.250** | » |
| 978 à 980 | opp. | 6.881 à 6.890 | 1952 | **13.261 à 13.270** | **1954** | 17.801 à 17.810 | 1942 | 23.271 à 23.280 | 1953 |
| **1.161 à 1.170** | 1948 | 7.011 à 7.020 | » | 13.311 à 13.320 | 1949 | **17.831 à 17.840** | **1948** | 23.281 à 23.290 | 1953 |
| 1.421 à 1.430 | 1951 | 7.081 à 7.090 | » | 13.341 à 13.350 | 1951 | 18.111 à 18.120 | 1951 | 23.331 à 23.340 | 1951 |
| 1.501 à 1.510 | 1952 | **7.531 à 7.540** | **1954** | **13.391 à 13.400** | **1954** | 18.141 à 18.150 | 1953 | 23.381 à 23.390 | 1948 |
| **1.521 à 1.530** | **1954** | 7.571 à 7.580 | 1952 | **13.551 à 13.560** | » | **18.191 à 18.200** | 1952 | 23.431 à 23.440 | 1951 |
| 1.551 à 1.560 | 1951 | 7.631 à 7.640 | 1953 | 13.701 à 13.710 | 1952 | **18.231 à 18.240** | **1954** | 23.441 à 23.450 | 1953 |
| **1.591 à 1.600** | **1954** | **7.781 à 7.790** | **1954** | **13.731 à 13.740** | **1954** | 18.411 à 18.420 | 1952 | 23.451 à 23.460 | 1952 |
| 1.621 à 1.630 | 1953 | **7.861 à 7.870** | » | **13.821 à 13.830** | » | **18.421 à 18.430** | **1954** | **23.531 à 23.540** | **1954** |
| **1.751 à 1.760** | **1954** | 8.061 à 8.070 | 1953 | 13.871 à 13.880 | 1951 | 18.461 à 18.470 | 1953 | **23.661 à 23.670** | » |
| **1.801** | **opp.** | **8.251 à 8.260** | **1954** | 13.941 à 13.950 | 1953 | **18.491 à 18.500** | **1954** | 23.701 à 23.710 | 1946 |
| **1.829 à 1.830** | » | 8.411 à 8.420 | 1951 | 13.971 à 13.980 | » | **18.541 à 18.550** | » | **23.811 à 23.820** | **1954** |
| 1.861 à 1.870 | 1951 | 8.421 à 8.430 | 1947 | 14.004 à 14.005 | opp. | **18.591 à 18.600** | » | 23.841 à 23.850 | 1951 |
| **1.961 à 1.970** | **1954** | 8.461 à 8.470 | 1952 | **14.041 à 14.050** | **1954** | 18.861 à 18.870 | 1951 | **23.921 à 23.930** | **1954** |
| **2.061 à 2.070** | » | 8.761 à 8.770 | 1953 | **14.051 à 14.060** | » | **18.981 à 18.990** | **1954** | **24.011 à 24.020** | » |
| 2.181 à 2.190 | 1952 | 8.771 à 8.780 | 1952 | **14.071 à 14.080** | » | 19.141 à 19.150 | 1951 | 24.071 à 24.080 | 1950 |
| 2.261 à 2.270 | 1953 | **8.911 à 8.920** | **1954** | **14.211 à 14.220** | » | **19.241 à 19.250** | **1954** | 24.251 à 24.260 | 1952 |
| **2.301 à 2.310** | **1954** | **8.921 à 8.930** | » | 14.321 à 14.330 | 1944 | 19.341 à 19.350 | 1949 | **24.271 à 24.280** | **1954** |
| **2.361 à 2.370** | » | 9.011 à 9.020 | 1952 | 14.326 et 14.327 | opp. | 19.401 à 19.410 | 1953 | 24.311 à 24.320 | 1953 |
| 2.381 à 2.390 | 1953 | 9.181 à 9.190 | 1946 | 14.351 à 14.360 | 1953 | 19.451 à 19.460 | 1951 | 24.351 à 24.360 | 1956 |
| 2.451 à 2.460 | » | **9.381 à 9.390** | **1954** | 14.401 à 14.410 | » | **19.461 à 19.470** | **1954** | 24.371 à 24.380 | 1953 |
| 2.491 à 2.500 | 1952 | **9.421 à 9.430** | » | 14.421 à 14.430 | » | **19.491 à 19.500** | » | **24.451 à 24.460** | **1954** |
| 2.581 à 2.590 | 1953 | **9.471 à 9.480** | » | **14.491 à 14.500** | **1954** | 19.511 à 19.520 | 1952 | 24.551 à 24.560 | 1953 |
| 2.621 à 2.630 | 1951 | 9.711 à 9.720 | 1952 | 14.581 à 14.590 | 1941 | 19.641 à 19.650 | » | 24.591 à 24.600 | 1952 |
| 2.841 à 2.850 | 1953 | **9.721 à 9.730** | **1954** | 14.791 à 14.800 | 1953 | 19.691 à 19.700 | 1953 | 24.661 à 24.670 | 1948 |
| **2.921 à 2.930** | **1954** | 9.831 à 9.840 | 1952 | 14.871 à 14.880 | 1951 | 19.831 à 19.840 | 1950 | **24.741 à 24.750** | **1954** |
| **3.081 à 3.090** | » | 9.841 à 9.850 | 1953 | **14.891 à 14.900** | **1954** | 19.861 à 19.870 | 1953 | 24.761 à 24.770 | 1953 |
| 3.091 à 3.100 | 1953 | 9.911 à 9.920 | » | 14.991 à 15.000 | 1951 | 19.941 à 19.950 | » | 24.841 à 24.850 | 1952 |
| **3.181 à 3.190** | **1954** | 9.921 à 9.930 | 1950 | **15.021 à 15.030** | **1954** | **19.981 à 19.990** | **1954** | 24.871 à 24.880 | 1949 |
| 3.261 à 3.270 | 1952 | **9.971 à 9.980** | **1954** | 15.031 à 15.040 | 1952 | 20.231 à 20.240 | 1949 | 24.941 à 24.950 | 1953 |
| **3.431 à 3.440** | **1954** | 10.001 à 10.010 | 1953 | 15.091 à 15.100 | » | 20.371 à 20.380 | 1952 | 24.951 à 24.960 | » |
| 3.671 à 3.680 | 1953 | **10.021 à 10.030** | **1954** | 15.101 à 15.110 | » | 20.401 à 20.410 | 1946 | 25.041 à 25.050 | 1951 |
| 3.701 à 3.706 | opp. | 10.241 à 10.250 | 1953 | **15.251 à 15.260** | **1954** | 20.411 à 20.420 | 1952 | 25.171 à 25.180 | » |
| **3.851 à 3.860** | **1954** | 10.441 à 10.450 | 1952 | 15.281 à 15.290 | 1952 | 20.421 à 20.430 | 1951 | 25.191 à 25.200 | 1953 |
| 3.941 à 3.950 | 1953 | 10.481 à 10.490 | 1949 | 15.401 à 15.410 | 1950 | 20.511 à 20.520 | 1940 | 25.211 à 25.220 | 1946 |
| **4.131 à 4.140** | **1954** | **10.491 à 10.500** | **1954** | **15.441 à 15.450** | **1954** | 20.691 à 20.700 | 1948 | **25.401 à 25.410** | **1954** |
| 4.201 à 4.210 | 1953 | 10.751 à 10.760 | 1952 | 15.521 à 15.530 | 1947 | 20.721 à 20.730 | » | 25.571 à 25.580 | 1951 |
| 4.271 à 4.280 | » | 10.771 à 10.780 | » | **15.621 à 15.630** | **1954** | **20.811 à 20.820** | **1954** | **25.591 à 25.600** | **1954** |
| 4.281 à 4.290 | 1951 | 10.778 | opp. | 15.671 à 15.680 | 1953 | 20.861 à 20.870 | 1949 | 25.661 à 25.670 | 1953 |
| **4.311 à 4.320** | **1954** | 10.791 à 10.800 | 1952 | **15.701 à 15.710** | **1954** | 20.881 à 20.890 | 1953 | 26.061 à 26.070 | 1952 |
| **4.411 à 4.420** | » | 10.851 à 10.860 | » | 15.731 à 15.740 | 1952 | 20.932 à 20.934 | opp. | 26.071 à 26.080 | 1950 |
| 4.452 et 4.453 | opp. | 10.891 à 10.900 | 1953 | **15.741 à 15.750** | **1954** | 20.951 à 20.960 | 1948 | **26.081 à 26.090** | **1954** |
| 4.471 à 4.480 | 1952 | 11.001 à 11.010 | » | **15.771 à 15.780** | » | **20.981 à 20.990** | **1954** | 26.161 à 26.170 | 1948 |
| 4.501 à 4.510 | 1946 | **11.071 à 11.080** | **1954** | **15.801 à 15.810** | » | 21.011 à 21.020 | 1953 | 26.221 à 26.230 | 1953 |
| 4.551 à 4.560 | 1951 | 11.121 à 11.130 | 1953 | **15.881 à 15.890** | » | **21.081 à 21.090** | **1954** | 26.361 à 26.370 | » |
| 4.591 à 4.600 | 1945 | **11.141 à 11.150** | **1954** | 15.991 à 16.000 | 1953 | **21.261 à 21.270** | » | **26.441 à 26.450** | **1954** |
| 4.651 à 4.660 | 1949 | **11.311 à 11.320** | » | 16.341 à 16.350 | 1952 | **21.341 à 21.350** | » | 26.511 à 26.520 | 1953 |
| **4.661 à 4.670** | **1954** | 11.321 à 11.330 | 1947 | 16.371 à 16.380 | » | **21.481 à 21.490** | » | **26.691 à 26.700** | **1954** |
| **4.781 à 4.790** | » | **11.531 à 11.540** | **1954** | 16.411 à 16.420 | 1949 | 21.561 à 21.570 | 1945 | **26.741 à 26.750** | » |
| **4.851 à 4.860** | » | **11.561 à 11.570** | » | **16.511 à 16.520** | **1954** | 21.841 à 21.850 | 1947 | **26.971 à 26.980** | » |
| **4.931 à 4.940** | » | 11.651 à 11.660 | 1949 | 16.561 à 16.570 | 1953 | 21.891 à 21.900 | 1950 | **27.031 à 27.040** | » |
| 4.951 à 4.960 | 1941 | **11.751 à 11.760** | **1954** | 16.601 à 16.610 | 1952 | 22.061 à 22.070 | 1953 | **27.061 à 27.070** | » |
| 5.101 à 5.110 | 1952 | 11.831 à 11.840 | 1953 | **16.651 à 16.660** | **1954** | 22.131 à 22.140 | » | 27.211 à 27.220 | 1949 |
| 5.111 à 5.120 | 1950 | **11.881 à 11.890** | **1954** | **16.761 à 16.770** | » | 22.181 à 22.190 | » | 27.461 à 27.470 | 1953 |
| 5.141 à 5.150 | 1952 | 11.931 à 11.940 | 1953 | 16.981 à 16.990 | 1952 | 22.271 à 22.280 | » | 27.471 à 27.480 | » |
| 5.461 à 5.470 | 1953 | **12.011 à 12.020** | **1954** | 17.001 à 17.010 | 1950 | 22.291 à 22.300 | » | **27.651 à 27.660** | **1954** |
| 5.491 à 5.500 | 1940 | 12.221 à 12.230 | 1951 | 17.111 à 17.120 | 1952 | 22.311 à 22.320 | 1952 | **27.671 à 27.680** | » |
| **5.641 à 5.650** | **1954** | **12.341 à 12.350** | **1954** | 17.121 à 17.130 | 1953 | **22.451 à 22.460** | **1954** | 28.061 à 28.070 | 1953 |
| 5.691 à 5.700 | 1952 | **12.381 à 12.390** | » | **17.131 à 17.140** | **1954** | 22.541 à 22.550 | 1950 | **28.071 à 28.080** | **1954** |
| 5.781 à 5.790 | 1953 | **12.481 à 12.490** | » | 17.171 à 17.180 | 1953 | 22.591 à 22.600 | 1951 | 28.181 à 28.190 | 1949 |
| **5.821 à 5.830** | **1954** | 12.531 à 12.540 | 1953 | 17.201 à 17.210 | 1950 | **22.641 à 22.650** | **1954** | 28.271 à 28.280 | 1953 |
| 5.901 à 5.910 | 1952 | 12.551 à 12.560 | » | 17.221 à 17.230 | 1953 | 22.671 à 22.680 | 1950 | | |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 28.391 à 28.400 | 1953 | **30.971 à 30.980** | **1954** | 34.571 à 34.580 | 1953 | 37.321 à 37.330 | 1951 | 40.141 à 40.150 | 1953 |
| 28.549 et 28.550 | opp. | 31.051 à 31.060 | 1953 | **34.631 à 34.640** | **1954** | 37.361 à 37.370 | 1953 | 40.331 à 40.340 | 1947 |
| 28.551 à 28.560 | 1951 | 31.101 à 31.110 | 1951 | 34.711 à 34.720 | 1953 | **37.491 à 37.500** | **1954** | 40.361 à 40.370 | 1953 |
| 28.551 | opp. | 31.421 à 31.430 | 1953 | 34.771 à 34.780 | » | 37.731 à 37.740 | 1953 | **40.421 à 40.430** | **1954** |
| 28.591 à 28.600 | 1953 | **31.451 à 31.460** | **1954** | 34.811 à 34.820 | 1947 | 37.781 à 37.790 | 1949 | 40.431 à 40.440 | 1953 |
| 28.671 à 28.680 | » | 31.461 à 31.470 | 1953 | 34.821 à 34.830 | 1953 | **37.831 à 37.840** | **1954** | 40.641 à 40.650 | 1952 |
| 28.781 à 28.790 | 1950 | 31.471 à 31.480 | » | **34.851 à 34.860** | **1954** | 38.181 à 38.190 | 1949 | **40.721 à 40.730** | **1954** |
| 28.911 à 28.920 | 1953 | 31.531 à 31.540 | » | 35.161 à 35.170 | 1953 | **38.221 à 38.230** | **1954** | 40.881 à 40.890 | 1953 |
| 29.111 à 29.120 | » | **31.631 à 31.640** | **1954** | 35.181 à 35.190 | 1952 | **38.321 à 38.330** | » | 40.931 à 40.940 | » |
| 29.121 à 29.130 | » | **31.641 à 31.650** | » | 35.241 à 35.250 | » | 38.391 à 38.400 | 1951 | 41.091 à 41.100 | 1946 |
| **29.171 à 29.180** | **1954** | 31.661 à 31.670 | 1949 | 35.291 à 35.300 | 1953 | **38.441 à 38.450** | **1954** | 41.096 à 41.100 | opp. |
| **29.201 à 29.210** | » | 31.741 à 31.750 | 1953 | 35.481 à 35.490 | 1952 | 38.551 à 38.560 | 1953 | 41.101 à 41.110 | 1953 |
| 29.211 à 29.220 | 1953 | **31.891 à 31.900** | **1954** | 35.561 à 35.570 | 1945 | **38.561 à 38.570** | **1954** | 41.241 à 41.250 | » |
| 29.251 à 29.260 | 1950 | 32.001 à 32.010 | 1953 | 35.591 à 35.600 | 1949 | **38.671 à 38.680** | » | **41.421 à 41.430** | **1954** |
| **29.381 à 29.390** | **1954** | 32.051 à 32.060 | 1946 | 35.641 à 35.650 | 1953 | **38.771 à 38.780** | » | 41.431 à 41.440 | 1953 |
| **29.481 à 29.490** | » | 32.061 à 32.070 | 1953 | **35.661 à 35.670** | **1954** | **38.791 à 38.800** | » | 41.441 à 41.450 | 1943 |
| 29.621 à 29.630 | 1951 | 32.071 à 32.080 | 1950 | 35.681 à 35.690 | 1952 | 38.921 à 38.930 | 1949 | 41.511 à 41.520 | 1953 |
| **29.631 à 29.640** | **1954** | 32.131 à 32.140 | 1952 | 35.891 à 35.900 | » | 38.941 à 38.950 | 1953 | 41.571 à 41.580 | » |
| 29.721 à 29.730 | 1952 | **32.161 à 32.170** | **1954** | **35.901 à 35.910** | **1954** | 38.951 à 38.960 | » | 41.661 à 41.670 | 1947 |
| 29.801 à 29.810 | 1953 | **32.231 à 32.240** | » | 35.941 à 35.950 | 1948 | 38.971 à 38.980 | 1950 | **41.751 à 41.760** | **1954** |
| **29.851 à 29.860** | **1954** | 32.251 à 32.260 | 1952 | **35.971 à 35.980** | **1954** | 38.981 à 38.990 | 1951 | 41.851 à 41.860 | 1953 |
| 29.891 à 29.900 | 1953 | 32.421 à 32.430 | 1953 | 36.031 à 36.040 | 1950 | **38.991 à 39.000** | **1954** | 42.001 à 42.010 | 1954 |
| **29.931 à 29.940** | **1954** | 32.451 à 32.460 | 1948 | **36.111 à 36.120** | **1954** | 39.041 à 39.050 | 1952 | **42.051 à 42.060** | » |
| 29.991 à 30.000 | 1946 | **32.521 à 32.530** | **1954** | 36.181 à 36.190 | 1952 | 39.051 à 39.060 | » | **42.071 à 42.080** | » |
| 30.021 à 30.030 | 1952 | **32.851 à 32.860** | » | 36.391 à 36.400 | » | 39.061 à 39.070 | 1953 | **42.361 à 42.370** | » |
| 30.181 à 30.190 | » | 33.191 à 33.200 | 1953 | **36.401 à 36.410** | **1954** | 39.111 à 39.120 | 1952 | 42.521 à 42.530 | 1952 |
| **30.241 à 30.250** | **1954** | **33.381 à 33.390** | **1954** | **36.421 à 36.430** | » | 39.151 à 39.160 | 1953 | **42.561 à 42.570** | **1954** |
| **30.281 à 30.290** | » | **33.441 à 33.450** | » | 36.441 à 36.450 | 1953 | **39.181 à 39.190** | **1954** | 42.641 à 42.650 | 1953 |
| **30.321 à 30.330** | » | 33.641 à 33.650 | 1945 | **36.491 à 36.500** | **1954** | 39.191 à 39.200 | 1949 | 42.711 à 42.720 | 1952 |
| 30.361 à 30.370 | 1953 | 33.841 à 33.850 | 1953 | 36.521 à 36.530 | 1953 | 39.211 à 39.220 | 1952 | **42.721 à 42.730** | **1954** |
| **30.371 à 30.380** | **1954** | 33.871 à 33.880 | » | 36.521 et 36.522 | opp. | **39.451 à 39.460** | **1954** | **42.801 à 42.810** | » |
| **30.431 à 30.440** | » | **33.891 à 33.900** | **1954** | 36.611 à 36.620 | 1950 | 39.561 à 39.570 | 1945 | **43.091 à 43.100** | » |
| **30.451 à 30.460** | » | 33.921 à 33.930 | 1949 | **36.621 à 36.630** | **1954** | 39.591 à 39.600 | 1952 | 43.151 à 43.160 | 1952 |
| 30.501 à 30.510 | 1952 | 33.961 à 33.970 | 1951 | 36.741 à 36.750 | 1953 | 39.621 à 39.630 | 1953 | 43.191 à 43.200 | » |
| 30.541 à 30.550 | » | 34.041 à 34.050 | 1947 | **36.791 à 36.800** | **1954** | 39.641 à 39.650 | 1945 | **43.551 à 43.560** | **1954** |
| 30.551 à 30.560 | 1951 | 34.051 à 34.060 | 1953 | 36.921 à 36.930 | 1945 | 39.781 à 39.790 | 1953 | 43.581 à 43.590 | 1951 |
| 30.571 à 30.580 | 1950 | **34.131 à 34.140** | **1954** | 37.031 à 37.040 | 1953 | 39.851 à 39.860 | 1952 | 43.741 à 43.750 | 1953 |
| 30.611 à 30.620 | 1953 | 34.201 à 34.210 | 1949 | 37.041 à 37.050 | 1950 | 39.881 à 39.890 | » | 43.881 à 43.890 | 1951 |
| 30.761 à 30.770 | » | 34.251 à 34.260 | 1953 | 37.061 à 37.070 | 1953 | **39.921 à 39.930** | **1954** | 44.024 | opp. |
| **30.811 à 30.820** | **1954** | **34.401 à 34.410** | **1954** | **37.071 à 37.080** | **1954** | **39.981 à 39.990** | » | **44.061 à 44.070** | **1954** |
| 30.831 à 30.840 | 1953 | **34.471 à 34.480** | » | 37.141 à 37.150 | 1953 | 40.051 à 40.060 | 1953 | | |
| 30.941 à 30.950 | » | **34.481 à 34.490** | » | **37.291 à 37.300** | **1954** | 40.091 à 40.100 | » | | |

**Numéro du coupon devant être attaché au titre.**

Remboursement 1940, 10e tirage, coupon 22, 1er juillet 1940.
Remboursement 1941, 11e tirage, coupon 24, 1er juillet 1941.
Remboursement 1942, 12e tirage, coupon 26, 1er juillet 1942.
Remboursement 1943, 13e tirage, coupon 28, 1er juillet 1943.
Remboursement 1944, 14e tirage, coupon 30, 1er juillet 1944.
Remboursement 1945, 15e tirage, coupon 32, 1er juillet 1945.
Remboursement 1946, 16e tirage, coupon 34, 1er juillet 1946.
Remboursement 1947, 17e tirage, coupon 36, 1er juillet 1947.
Remboursement 1948, 18e tirage, coupon 38, 1er juillet 1948.
Remboursement 1949, 19e tirage, coupon 40, 1er juillet 1949.
Remboursement 1950, 20e tirage, coupon 42, 1er juillet 1950.
Remboursement 1951, 21e tirage, coupon 44, 1er juillet 1951.
Remboursement 1952, 22e tirage, coupon 46, 1er juillet 1952.
Remboursement 1953, 23e tirage, coupon 48, 1er juillet 1953.
Remboursement 1954, 24e tirage, coupon 50, 1er juillet 1954.

Les obligations désignées par le sort sont remboursables à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2e), et aux sièges, succursales ou agences:

Du Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2e);
Du Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, Paris (9e);
De la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, 29, boulevard Haussmann, Paris (9e);
De la Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts, 4, rue Auber, Paris (9e);
De la Banque de l'Union parisienne, 6 et 8, boulevard Haussmann, Paris (9e);
De la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 16, boulevard des Italiens, Paris (9e);
Du Crédit algérien, 5, rue Louis-le-Grand, Paris (2e);
Du Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, Paris (9e).

## Société Auxiliaire des Distributions d'Eau

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 270.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 28, RUE DE LA BAUME, PARIS

*Obligations de* 10.000 *F* 6 3/4 0/0 1951.

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série des 94 obligations sorties au troisième tirage au sort du 27 novembre 1953 et formant avec les 93 obligations rachetées en Bourse la totalité des titres à amortir au 1er janvier 1954.** Ces obligations seront remboursables à 10.000 F;

**2° De la série sortie au tirage précédent et parmi laquelle figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 3.555 à 3.648 | 54 | 9.626 à 9.713 | 53 |

## BOZEL-MALETRA

**Société industrielle de produits chimiques.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 920.935.000 F
SIÈGE SOCIAL: 38, RUE DE LISBONNE, PARIS (8e)
R. C.: Seine 21607.

**Avis aux porteurs d'obligations 5 0/0 (ex-4 0/0) de 10.000 F (émission 1946).**

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses obligations 5 0/0 (ex-4 0/0) de 10.000 F 1946, et conformément aux dispositions adoptées par l'assemblée générale des porteurs d'obligations, en date du 30 octobre 1952, la société a racheté sur le marché le nombre d'obligations nécessaire pour épuiser la totalité de l'annuité prévue pour le service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt au 20 janvier 1954.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Ces rachats effectués, 18.075 obligations restent en circulation.

Les obligations amorties antérieurement ont été également rachetées en Bourse.

## DOCKS DE BLOIS

**(Docks de Blois, Docks de la Beauce et Docks de la Sarthe réunis.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 14 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 16, AVENUE GAMBETTA, A BLOIS

R. C.: Blois n° 4668.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat de gré à gré de 10 obligations 4 1/4 0/0 1946.

En conséquence, le tirage au sort a porté sur 22 obligations dont les numéros suivent:

**Liste des 22 obligations 4 1/4 0/0 1946 sorties au quatrième tirage d'amortissement effectué le 1er décembre 1953.**

29 63 95 106 107 316 330 402 418 466 501 534 562 582
671 674 687 752 807 818 860 900

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 1er février 1954.

**Liste de rappel des obligations 4 1/4 0/0 1946 sorties aux tirages antérieurs et restant à rembourser au 1er décembre 1953.**

12 20 102 112 277 288 391 510 535 565 609 692 721 772

## PAPETERIES JOHANNOT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: PLACE DE FAYA, ANNONAY (ARDÈCHE)

Registre du commerce: Annonay n° 115.

*Obligations* 5 1/2 0/0 1948 *de* 5.000 F.

**Sixième amortissement.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 75 obligations dont l'amortissement est fixé au 1er janvier 1954.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis au tirage de l'année 1949 ont été présentés au remboursement.

Les amortissements des années 1950 à 1953 ont été couverts par rachats en Bourse.

## SOCIETE ANONYME DES CIMENTS VICAT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 315 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 27, RUE TURENNE, A GRENOBLE (ISÈRE)

R. C.: Grenoble n° 7273.

**TABLEAU D'AMORTISSEMENT**

**en 12 ans de 7.500 obligations 6 1/2 0/0 de 10.000 F, émises en octobre 1953, remboursables au minimum à 10.500 F.**

| NUMEROS d'ordre des tirages. | DATES des remboursements. | NOMBRE DES TITRES En circulation. | NOMBRE DES TITRES A amortir. |
|---|---|---|---|
| 1 | 15 novembre 1954 | 7.500 | 625 |
| 2 | — 1955 | 6.875 | 625 |
| 3 | — 1956 | 6.250 | 625 |
| 4 | — 1957 | 5.625 | 625 |
| 5 | — 1958 | 5.000 | 625 |
| 6 | — 1959 | 4.375 | 625 |
| 7 | — 1960 | 3.750 | 625 |
| 8 | — 1961 | 3.125 | 625 |
| 9 | — 1962 | 2.500 | 625 |
| 10 | — 1963 | 1.875 | 625 |
| 11 | — 1964 | 1.250 | 625 |
| 12 | — 1965 | 625 | 625 |
| Total | | | 7.500 |

Les tirages au sort, tant normaux que supplémentaires, s'effectueront de la manière suivante: un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro, suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement, jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

## Société d'Etudes Verrières Appliquées et de Bouchage Mécanique

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 136 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 3, RUE CAMBACÉRÈS, A PARIS

R. C.: Seine n° 223087 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 115 obligations 4 1/2 0/0 1947.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er janvier 1954.

**Titres restant à rembourser.**

Néant.

# AVIS D'ADJUDICATIONS

Le jeudi 28 janvier 1954, à onze heures, il sera procédé publiquement, au tribunal de commerce, salle des audiences du conseil de préfecture, à l'adjudication, en trois lots, au rabais, par voie de soumissions cachetées, des travaux de réparation des machines à écrire (deux lots) et de réparation et d'entretien des machines Elliott-Fischer (un lot) en usage dans les services de la préfecture de la Seine et dans les écoles de la ville de Paris, du 15 février 1954 au 14 février 1955.

Le cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures ou d'entreprises de la ville de Paris et du département de la Seine et le cahier des charges particulières relatif à l'adjudication précitée sont déposés à la préfecture de la Seine, hôtel de ville, direction de l'habitation, du matériel et du contrôle, sous-direction du matériel, escalier G, 5e étage, porte 532, où l'on peut en prendre connaissance tous les jours non fériés de quinze heures à dix-sept heures, sauf le samedi après-midi.

Les demandes tendant à obtenir l'autorisation de se présenter à l'adjudication seront reçues jusqu'au 28 décembre 1953 inclus.

Avant rabais, les travaux sont évalués approximativement à:

2.500.000 F pour le premier lot. — 2.500.000 F pour le deuxième lot. 2.000.000 de francs pour le troisième lot.

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Fernand-Gaston Meyerowitz, né le 7 février 1904 à Paris (9e), demeurant à Paris (17e), 155, rue de Courcelles, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son fils mineur, Paul-André, né le 21 août 1934 à Boulogne-sur-Seine (Seine), demeurant également 155, rue de Courcelles, à Paris, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Meyer.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

**(Décret du 16 août 1901.)**

16 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Mamers. **Comité des fêtes de Marolles-les-Braults.** But: organiser des fêtes dans la commune. Siège social: mairie de Marolles-les-Braults.

16 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Corbeil. **Les Amis des oiseaux** (amicale ornithologique de la région de Juvisy-Viry). But: vulgariser l'élevage des oiseaux du parc et de volière non interdits par les textes en vigueur, afin de préserver les oiseaux utiles. Siège social: 7, route de Fontainebleau, Viry-Châtillon.

16 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Association interprofessionnelle d'employeurs pour la médecine du travail des cantons de Lens et Liévin.** But: organiser un service de médecine du travail. Siège social: à la mairie de Lens.

17 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Bonneville. **Amicale des anciens du château de Cohendier.** But: resserrer les liens de bonne camaraderie nés au château entre les pensionnaires; conserver entre eux des relations amicales; aider moralement et matériellement les pensionnaires ou anciens pensionnaires membres de l'amicale. Siège social: château de Cohendier, Saint-Pierre-de-Rumilly.

17 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Lunéville. **Société des chanteurs de la chapelle ducale de Lunéville.** But: exécution en premier lieu, dans le cadre de la chapelle du château, de musique instrumentale et vocale, et la propagation de la musique française. Siège social: chez Mme Philippe Kergall, 6 *bis*, rue du Général-Leclerc, Lunéville.

17 novembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Foyer de l'Union des jeunes filles de France de Villejuif.** But: rassembler en son sein toutes les jeunes filles françaises dévouées à la patrie et les éduquer dans l'amour de la République, de la démocratie et de la laïcité. Siège social: 19, rue Jean-Jaurès, Villejuif.

11 novembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale des commerçants du boulevard de Sébastopol.** But: développer l'essor du commerce du boulevard de Sébastopol; défense des intérêts des adhérents. Siège social: 13, boulevard de Sébastopol, Paris.

24 novembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Comité d'union pour la gestion des affaires municipales.** But: surveillance et action sur les affaires municipales. Siège social: 24, quai Pierre-Brossolette, Joinville-le-Pont.

27 novembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Bureau intersyndical d'études de l'industrie cotonnière (B. I. E. I. C.).** But: rassembler à l'intention des organisations syndicales adhérentes une documentation sur l'industrie cotonnière et mettre à leur disposition des techniciens pour leur permettre de résoudre les problèmes posés par le développement du progrès technique dans les industries textiles. Siège social: 8, rue de Hanovre, Paris.

30 novembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Etoile sportive municipale.** But: grouper les jeunes gens pratiquant l'éducation physique, gymnastique, tir, sports athlétiques, football, marche, basket, tennis, cyclisme, cyclo-tourisme, camping et autres branches de sports et loisirs; contribuer par tous les moyens dont elle dispose à occuper sainement les loisirs de la jeunesse ouvrière. Siège social: mairie de Montigny-en-Gohelle.

30 novembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Œuvre de l'hospitalité du travail pour les femmes.** But: secourir les femmes pauvres en leur assurant du travail. Siège social: 52, avenue de Versailles, Paris.

1er décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Union amicale des tireurs et chasseurs de France.** But: vulgariser le goût du tir et de la chasse en France et réaliser l'union des tireurs et des chasseurs réunis le troisième jeudi de chaque mois à l'occasion de conférences suivies de présentations d'armes nouvelles; offrir des prix à certains concours nationaux ou internationaux. Siège social: 68, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris.

2 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Narbonne. **Club des supporters du R. C. N.** But: toutes opérations tendant à favoriser l'activité sportive du Racing-Club narbonnais. Siège social: café du Globe, quai Vallière, Narbonne.

2 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Nazaire. **Union de Saint-Marc-sur-Mer.** But: éducation populaire. Siège social: chez Mlle Texier, rue du Commandant-Charcot, Saint-Marc, commune de Saint-Nazaire.

2 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Louhans. **Varennes intégrale,** société de boules. But: pratique et développement du sport bouliste. Siège social: café Raffin, Varennes-Saint-Vallier.

3 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne. Association **Photo-Ciné-Club basque,** Bayonne. But: enseignement et développement de l'art de la photographie et de la cinématographie amateur. Siège social: domicile du président, 10, rue Lormand, Bayonne.

3 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Arts et Spectacles,** association culturelle. But: favoriser et développer l'accès d'un vaste public aux manifestations artistiques et aux loisirs en général. Siège social: 93, rue Ampère, Paris.

3 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Bastia. **Association régionale de chasse Cyrnos Saint-Hubert-Club,** section Ilana. But: création d'un territoire de chasse dont une partie en réserve de chasse au profit des membres de l'association. Siège social: 1, rue Commandant-Luce-de-Casabianca, Bastia.

3 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Union musicale et artistique de Fruillé-l'Eguillé.** But: pratique de la musique et du théâtre. Siège social: salle des répétitions, bourg de Fruillé-l'Eguillé.

3 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de Vesoul. **Foyer rural de la famille et des jeunes de Saint-Broing, Sauvigney, Angirey.** But: mettre à la disposition des familles et des jeunes un centre d'aspect plaisant offert et ouvert à tous, un cadre de réunions des services d'entr'aide, des moyens de se cultiver, de se distraire et de contribuer à la formation du milieu rural. Siège social: mairie de Saint-Broing.

3 décembre 1953. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Comité de défense des intérêts du Bidonville de la cité El Mansali (clos Salembier).** But: défendre les intérêts des habitants du Bidonville tant sur le point de vue moral que matériel, création d'un dispensaire dans le quartier, amélioration des conditions de vie des habitants des baraquements, créations de bâtiments scolaires. Siège social: baraquement cité Nador, 2e groupe, n° 111, Alger.

4 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Pithiviers. **Syndicat d'initiative de Puiseaux.** But: développement du tourisme dans la région de Puiseaux, organisation de toutes manifestations commerciales, artistiques, sportives et culturelles et de toutes fêtes. Siège social: mairie de Puiseaux.

5 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Le Nouveau Comité des fêtes de Dijon pour le développement du commerce et de l'industrie.** But: organisation de fêtes et manifestations. Siège social: au domicile du président, M. Lanoir, 52, rue d'Auxonne, Dijon.

5 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Association familiale pour la formation morale, professionnelle, agricole des jeunes du Puy Sud-Est et de ses environs.** But: formation morale, professionnelle, agricole des jeunes. Siège social: centre ménager rural, 60, avenue Maréchal-Foch, le Puy.

5 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Association familiale pour la formation morale, professionnelle, agricole des jeunes de Coubon et de ses environs.** But: formation morale, professionnelle, agricole des jeunes. Siège social: école privée, Coubon.

5 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Vendôme. **Comité municipal d'aide au logement.** But: aide à la construction. Siège social: hôtel de ville de Vendôme.

5 décembre 1953. Déclaration à la sous-préfecture de Dreux. **Association d'éducation populaire de l'Ile-de-France.** But: promouvoir, soutenir, favoriser les œuvres d'éducation populaires, notamment les réunions d'étude, les conférences, les séances récréatives, artistiques, cinématographiques, musicales; toutes les institutions ayant pour but l'hygiène, la santé et les avantages matériels et moraux des membres de ladite association. Siège social: mairie de Gilles.

7 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de Lille. **Ping-Pong-Club leersois.** But: pratique du ping-pong. Siège social: 29, rue Jean-Jaurès, Leers.

## MODIFICATIONS

16 novembre 1953. Déclaration à la préfecture d'Eure-et-Loir. La Fraternelle des mutilés et victimes de la guerre change son titre qui devient **Association fraternelle des anciens combattants, des mutilés et victimes des deux guerres.** Modifications aux statuts. Siège social: mairie de Courville.

17 novembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Les Amis de Biala Podlaska.** Le siège social a été transféré du 10, rue de Lancry, au 19, place de la République, Paris.

1er décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **Randonneurs de l'Ouest parisien** (section cyclotourisme de l'Union sportive Levallois) transfère son siège social du 7, boulevard Bineau, au 43, rue Rivay, Levallois-Perret.

4 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de la Loire. L'Association de l'harmonie municipale de Saint-Etienne et celle des agents Paris-Lyon-Méditerranée, après fusion, changent leur titre, qui devient **Harmonie des agents du Paris-Lyon-Méditerranée et de Saint-Etienne.** Siège social: 11, avenue Denfert-Rochereau, Saint-Etienne.

9 décembre 1953. Déclaration à la préfecture de police. **La Fédération départementale des maisons de jeunes de Seine-et-Oise** transfère son siège social du 31, rue du Maréchal-Joffre, Versailles, au 6, rue Beaubourg, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.

*Vient de paraître :*

# REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

## RECUEIL DES PRINCIPAUX TEXTES PARUS du 11 Juillet 1953 au 15 Octobre 1953

### PLAN DU VOLUME


| | Pages. |
|---|---|
| I. — Table analytique des matières | 1 à 14 |
| II. — Lois des 11 juillet 1953 et 17 août 1948 | 15 à 26 |
| III. — Textes réglementaires : | |
| 1. Réformes administratives et financières | 27 à 266 |
| 2. Réformes économiques | 267 à 544 |
| 3. Construction et logement | 545 à 632 |
| IV. — Index alphabétique | 633 à 648 |


Un volume in-octavo raisin de 648 pages en parties indexées par carton couleur, sous couverture forte, en vente au prix de 450 fr. à la direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e).

Ce volume est également expédié sans frais, contre versement du montant de la commande par mandat-poste, chèque ou chèque postal (C. C. P. Paris 9063-13).